DIRECTEUR : Jacques FAUVET FONDATEUR : Hubert BEUVE-MERY

« Lone de guerre et assurante

L'ONG denonce le scandale

prestitution des fillettes que

All the same of

and and

make a v

Burney of the second

A FRE ...

Allege to the work

 $\Xi_{i}^{*}(\omega) = (\omega) \circ \omega^{*} = (-1)^{i}$

Admin Santania - -

Marie Committee Committee

★ 1 × 2 × 2 ×

. . . .

was a second of the second of

44 - 7 - 4

physical seconds

Paris on their on the

DIRECTION REDACTION ET ADMINISTRATION 5, RUE DES ITALIFNS, 75009 PARIS

TELEPHONE : 246-72-23 Adresse tálégraphique : JOURMONDE PARIS



SÉLECTION HEBDOMADAIRE

N° 1607

Canada, 0,53 \$ can.; Cote-Civeire, 120 fr.; Egypte, 36 p., Grèce, 24 dr.; Holbende, 1,15 fl.; Indonésia, 250 fl.; Strael, 3,50 Ll.; Liban, 200 fl.; Sémégal, 150 C.F.s.; Singapeur, 2 \$ sing; Tunicle, 120 m.; Turquie, 8 LY; U.S.A. 0,55 \$ US.

ABONNEMENT : Six mois Un an France .,..... F 45 F 80 Etronger F 63 F 115

(Tarits axion page 8.) CHEQUE POSTAL : PARIS Nº 4207-23

La démission de M. Andrew Young ambassadeur des États-Unis à l'Onu

La chute d'un atout ?

En refusant de faire amende honorable et en affirmant hautement que les Etats-Unis font fausse route en n'accordant aucune représentativité à l'OLP. M. Andrew Young a perdu son poste d'ambassadeur aux Nations unies. Ce pourrait bien être pourtant M. Carter le plus grand perdant de cette nouvelle ilius-tration de l'indécision améri-

Avec son franc-parier, l'ambassadeur aux Nations unies avait accumulé les ennemis en quelques années. Il n'est pas la victime que du clobby » proisraélien aux Etats-Unis, même si celui-ci s'est révélé déterminant. Il est la victime de tous les nostalgiques d'une certaine conception du rôle des Étate-Unis dans le monde, et n'est guère plus coupable dans cette dernière péripétie qu'un autre ambassa-deur américain qui n'a pas été sanctionné : c'est à trois reprises que M. Wolf, l'ambassadeur américain à Vienne, a rencontré des représentants de l'O.L.P. Pour autant qu'on le sache, il est toujours en fonctions. Il est vrai que M. Wolf est Blanc.

Mais si l'ambassadeur à l'O.N.U. n'était pas très adapté aux exi-gences de la diplomatie traditionnelle, il n'en était pas moins un atont de premier ordre pour M. Carter. Son intelligence excep-tionnelle et son pouvoir de séduction lui avaient valu de solides amitiés à TO.N.U. Selon le président Carter, qui l'avait plusieurs fois rabroné pour son indiscipline, on lui devalt la récenciliation des Etats-Unis avec une benne cinquantaine de pays. Tout cela explique que l'ambassadeur à l'O.N.U. avait échappé au « coup de balai » opéré le mois dernier dans le cabinet. Son départ sera durement ressenti en Afrique, mais peut-être plus encare chez les Arabes, dans la mesure où M. Young « tombe » sur la question palestinienne.

La perte est tout aussi grande

à l'intérieur. M. Young était l'un des deux membres Noirs du cabirécemment nommée ministre de la santé de l'éducation et des affaires sociales. Mais il ne suffira pas de le remplacer par un antre Noir pour revenir à la situation antérieure. Son activisme passé dans le mouvement des droits civiques et sa longue association avec Martin Luther King valaient à M. Young un prestige exceptionnel auprès des minorités de couleur. Ses apparitions publiques attiraient plus de monde que celles de tout autre membre du gouvernement.

En exposant avec franchise et intelligence les thèmes populistes dont M. Carter avait fait sa plate-forme, l'ambassadeur de ro.N.U. servait de pont entre le président et les couches défavorisées, du moins la partie de celles-ci qui voulait bien encore placer ses espoirs dans ce gouvernement. M. Carter ne peut que perdre de sa crédibilité dans ces milieux, même si M. Young fait campagne en sa faveur.

Les premières réactions des responsables noirs confirment ces observations. Le révérend Jasse Jackson, qui aspire au rôle de chef moral de cette communauté, s'est borné à déplorer le départ d'e un des fonctionnaires les plus compétents et capables du pays », mais, avant que sa on ait été connue, !l avait mis M. Carter en garde contre une telle décision, annonçant notamment un « backlash politique » (retour de flamme) contre les juifs. Le veuve de Martin Lather King s'est dite choquée par le départ de celui qui c'ymbolisait plus qu'ancun antre l'engagement du gouvernement pour les droits de l'homme »; enfin, selon M. Tyrone Brooks, un antre dirigeant Noir, l'électorat de conleur n'a plus qu'à se tourner maintenant vers le senateur Kennedy.

(Vendredi 17 août.) (Lire nos informations page 8.)

LA POLITIQUE FRANÇAISE ET LE BILAN DE TROIS ANNÉES DE « PLAN BARRE »

If y aura trols ans le 25 août, M. Raymond Barre était appelé par le président de la République à remplacer M. Chirac, démissionnaire, à l'hôtei Metignon. Ce délai est précisément celui que le premier ministre a souvent indiqué en privé comme nécessaire au succès de son action ; en deçà le temps était trop court, disait-il, pour cueillir les fruits d'une politique aux ambitions structurelles, s'opposant, par bien des aspects, aux comportements nationaux habitueis. Au terme de ces quelque mille cent jours, les résultats sont-ils à la hauteur des objectifs? Et si le plan de M. Barre

a en grande partie échoué - au point que le premier ministre entreprend aujourd'hui de définir une politique beaucoup plus restrictive — à quoi attribuer cet échec? Nous entreprenons de répondre à ces questions dans le dossier que nous publions ci-dessous.

M. François Mitterrand est, pour sa part, catégorique. La situation actuelle constitue, selon lui, « le plus grave échec de la politique française de l'après-guerre ». Pour le premier secrétaire du parti socialiste, « légé-reté à l'Elysée et vanité à Matignon, vollà Il lui paraît que le pouvoir se disqualifie de plus en plus aux yeux de l'opinion et que les partis de l'opposition ne peuvent ignorer l'empleur du mécontentement.

En attendant les retrouvailles d'une « gauche de salut public », M. Mitterrand Invite les militants socialistes à relever le défi des communistes sur F = union à la base = et engage le P.S. à prendre contact avec toutes les organisations politiques et syndicales concernées par la crise, notamment avec celles qui sont susceptibles d'accroltre l'audience naturelle de la

Complaisances

Les « havures » ne sont pas l'apanage de la police; elles peu-vent aussi affecter la diplomatie. Après l'affaire Young, M. Carter en sait quelque chose. Apparem-ment, M. Giscard d'Estaing u'en sait rien : ou alors il ne vent rien en savoir, confiant qu'il est dans le désintéret des Français pour les affaires internationales.

C'est, une fois de plus, en Afrique que sout euregistrées les plus grossières « bavures » de notre diplomatie. La France, en effet, n'est pas sortie grandie de l'af-faire du massacre des écoliers de Bangul, révélée en mai dernier et systématiquement minimisee par nos dirigeants. Ce n'est que grâce à l'insistance du président Senghor que le rapport des cinq « sages » africains, dépêches dans l'Empire Centrafricain pour défaut de pouvoir organiser des reenquêter sur les tueries, a été trouvailles générales qui restent du domaine de la chimère. finalement publié.

See conclusions, accaliantes pour Bokassa Ier, étaient pourtant conones à Paris depuis la mi-juillet, mais on se gardnit bien d'en souffier mot, comme si l'on cherchait encore à protèger un bourreau. Ce n'est finalement que du bout des levres que le gouvernement français a entérine le verdict des magistrats enquéteurs : un communique de quelques lignes du ministère de la coopération précisant bien que le rapport d'enquête n'engage que la responsabilité de ses anteurs. De condamnation politique de Bokassa I^{es}, point. Comme si l'incident était clos.

Le renversement, au début du mois, d'un des plus sanglants dictateurs africains, Francisco Macias, a attiré l'attention sur une autre étrange complaisance de la France : alors qu'on savait tout, et depuis longtemps, à Paris sur la folie criminelle de l'ancien président de Guinée-Equatoriale, nos dirigeants se sont toujours préoccupés d'entretenir les meilleures relations avec lui. La France. ces dernières anuées, était le seul pays occidental à conserver une ambassade à Malabo, comme si de rien n'était. Il est vrai que Soviétiques et Chinois pour une fois d'accord, faissient de même.

Les relations doutenues de Paris ne se cantonnent pas qu'à. l'Afrique. La chute d'un autre dictateur, Anastasio Somoza, a vise certes à savoir « quelle concepcomportement de notre ambassadeur à Managua, qui entretenait de bonnes relations privées avec un tyran qui avait érigé l'assassinat en methode de gouvernement. Conséquence : la France n'est toujours pas représentés à un haut niveau auprés du nouveau régime.

> Ce ne sont que quelques exemples. On pourrait en citer d'autres pour montrer combien cette complaisance française est « tous azimuts ». Elle concerne par exemple le Cambodge, où, pour n'indisposer ni Moscou, ni Hanol. ni Pékin. Paris se refuse à toute initiative en faveur de la seule solution qui pourrait encore sanver ce qui reste du neunle khmer : un soutien ferme et résolu aux efforts de Norodom Sibaneuk.

Nos gouvernants, lorsqu'ils sont interrogés sur cet aspect inquiétant de notre dinlomatie, invoquent régulièrement le réalisme. Ce qui importeralt, selor eux c'est d'entretenir de bons rannorts bilatéraux avec tous les pays du monde et surtout de faire de bonnes affaires, y compris s'Il ne s'agit que de vendre des armes. Jamais, ajoutent-lis, la morale n'a fait bon ménage avec la grande diplomatie. Le problème, c'est que la prétendue politique « réaliste » menée par la France ne brille pas par l'excellence de ses résultats. Où sont les « dividendes » de pos amitiés doutenses avec Somoza? Pourquoi, demain, les nouveaux dirigeants de Guinée-Equatoriale privilégieraient-ils Paris alors que ce sont finalement les Espagnols qui se sont décidés à faire tomber Macias? L'uranium centrafricain prendra-t-il toujours le chemin de la France, alors que Bekassa I^o peut être tenté de se monnayer de nouveaux appuis « progressistes » à Moscou et à Tripoli? La complaisance est parfois

proche de la complicité et qui plus est, elle ue rapporte le pius fréquemment rien du tout.

(Mercredi 22 août.)

Pourquoi avoir échoué dans tant de domaines ?

par GILBERT MATHIEU

Par un de ces hasards dont l'histoire est familière, le cap de trois ans fixe par M. Barte apparaît particulièrement opportun. Car c'est juste au-delà que l'économir mondiale — donc française aussi — va connaître les tribulations nouvelles provoquées par le renchérissement pétroller décidé à Genève le 28 fuin dernier. Vu les délais de transport de l'« or noir », la facture supplémentaire de chruts perturbera, en effet, les prix, le commerce, la production et la consommation des pays acheteurs à partir de septembre essentiellement Jusque-là, l'eaxcuse pétrollère » ne pomra l'accose pétrollère » ne pourra pas être prise au sérieux. Pas plus qu'on ne pouvait, en 1972-1973, rendre l'O.P.E.P. responsable de l'amplification foudroyante d'une inflation, que le triplement du « brut » l'année suivante devait seulement contribuer à aggra-

seulement contribuer à aggra-ver (I).

Avant donc la deuxième vague des hausses pétrolières, quel bilan dresser de trois années de « plan Barre »? L'objectif majeur du premier ministre, explicité le 22 septembre 1976 et réaffirmé à des dizaines de reprises depuis, était de « lutter contre l'infla-tion», ce mai réputé générateur des troubles divers de l'économie française : le déficit commercial, l'atonie de l'investissement, la dé-gradation du franc, le chômage. C'est donc à ce but majeur qu'il faut d'abord comparer le résultat. L'échec est là des plus neta En L'échec est là des plus nets. En trois ans, la hausse des prix à la consommation a été de 32,4 %, soit une moyenne cumulée de 9,8 % l'an. Or dans l'année qui avait précédé l'arrivée de M. Barre au pouvoir (août 1975 à août 1976), la hausse n'avait été que de

9,5 %. Jugera-t-on trop longue cette comparaison par rapport à (1) Salon les calculs de l'O.C.D.E., la hausse du pétrole consécutive à la guerre du Kippour n'a contri-bué, au 1974, que pour un quart en moyenne à l'augmentation des prix

leng Sary, ont été « condamnés à

mort » par contumace, dimanche

19 aofit, an terme d'un e pro-

cès » de cinq jours qui s'apparente

plus à un spectacle de propa-

gande qu'à une justice sereine.

De celle-ci, les dirigeants cam-

bodgiens d'anjourd'bui ne sem-

blent pas plus faire grand cas

que ceux d'hier : ils n'ont même

pas juge bon de créer un minis-

tère de la justice et c'est le ministre de l'Information qui

dirigeatt les débats du « tribunal

populaire révolutionnaire ». Aisé-

ment convainces de « génocide »

les deux « condamnés » ont sept

jours pour «faire appel». Dans

lent maguis. Ils doivent s'en sou-

Cette mise en scène, dus 4

d'anciens Khmers rouges trans-

fuges arrives à Phnom-Penh,

avec d'autres Cambodgiens long-

temps réfugiés à Hanoi, dans les

fourgons de l'armée vietnamienne.

avait en fait pour objectif de

redorer le blason d'un regime qui

a moins d'appuis internationanx

que le précèdent. La date en avait

été choisie en fonction de la

conférence des non-alignés, qui

se réunit au début de septembre

à La Havane et qui aura à se

prononcer sur denz questions

brilantes : la représentation du

Cambodge, revendiquée par deux

gonvernements adverses, et, sur-

cier assez pen.

l'année précédente ? Celle que l'on peut faire sur six mois n'est pas plus favorable à M. Barre : durant les six derniers mois aujourd'hui connus, la hausse des prix a atteint le rythme annuel de 11,3%, alors que dans les six der-niers mois du « règne » de M. Chlrac elle n'avait pas dépassé 9,4 % l'an.

Fait tout aussi significatif: sur les 32 % de hausse constatés en trois ans, l'essence et le fuel n'ont représenté que 2,7 %; eussent-ils été totalement stables que l'indice des prix aurait tout de même monté de près de 30 %. Si, hypothèse moins fantalaiste, les hydrocarb: s s'étaient comporté s comme la movenne des nrix la comme la moyenne des prix, la hausse générale en trois ans au-rait quand même dépassé 31 %. Vollà qui est clair.

Une autre objection est parfois Une autre objection est parfois avancée dans les cercles gouvernementaux : l'indice des prix n'est pas tout à fait représentatif de l'inflation, puisque le pouvoir peut abaisser des tarifs ou des taxes, ou, à l'inverse, les majorer, au gré de sa politique fiscale ou de ses pesées sur l'indice. Effectivement, M. Barre a d'ailleurs fait successivement l'un et l'autre, en 1976. M. Barre a d'ailleurs fait succes-sivement l'un et l'autre, en 1976-1977, puis en 1978-1979. Elargissons donc les comparaisons aux autres données de base représentatives de la santé monétaire. En trois ans, la masse monétaire a aug-mente de 44 % (14 % l'an), en moyenne cumulée (contre 18 % auparavant); les salaires horaires, qu'il s'arissait de freiner de qu'il s'agissait de freiner, de l'argent est redevenu aussi cher — et même un peu plus — qu'en août 1976. Quant au déficit budgétair de l'Etat, il est en train de dépasser 40 milliards l'an (1,9 % de produit intérieur brut), contre 17.9' seulement en 1976 (1,1 % du P.I.B.). La signification de chacun de ces indices peut être contestée, non celle de leur

(Lire la suite page 2.)

Le Cambodge menacé de disparition

Les chefs du régime khmer tout, l'invasion de ce pays par Taes de citer avec satisfaction

ce soit possible - le régime sen-

giant de MM. Pol Pot et leng Sary, les dirigeants de Hanoi

voulaient renforcer la position de

Ces pirouettes juridico-poli-

tiques prennent un aspect plus

sinistre que divertissant au

moment où des millions de Cam-

bedgie... sont menacès de mourir

de faim dans ses mois oui vien-

nent et où la race khmère risque,

comme ladis celle des Chams qui

occupaient une partie du Viet-

nam, de disparaître de la surface

du globe. La faim qui sévit sons

le régime imposé par le Vietnam

pourrait se révéler au moins aussi

meurtrière que les exterminations

dues aux Khmers rouges. Alors

que Hanol, au nom de Phnom-Penh qui n'a guère son mot à

mentaire et médicale urgente de

l'étranger à la reconnaissance par

lai de ses protégès et refuse tout

contrôle sur sa distribution, les

chiffres sont effarants : seule-

ment 5 % des terres sont cultivées, 10 morts pour une

naissance, 20 à 30 % seule-

ment d'hommes parmi la popu-

lation adulte. Un génocide par

inaction on par calcul politique

serait-il moins condamnable que

Cela n'empêche, pas l'agence

les massacres organisés?

leurs alliés de Phnom-Penh.

diter davantage - à supposer que affirme sans sourciller qu'e il

concomitance.

rouge dechu, MM. Pol Pot et le Vietnam. En tentant de discré-

Le P.S. cherche à élargir la base sociale de la gauche

plus que la gouvernement, la cible bouts de l'union de la gauche, à principale du P.S. Ce choix procède d'une conviction et répond à

M. François Mitterrand est convaincu que la crise atteint une ampleur telle que l'opinion publique se retournera contre la malorité et le gouvernement. Les conditions de la rentrée offrent denc l'occasion à la gaucha de se liguer à nouveau contre celui qui représente - une

Cette dénonciation correspond eussi à un objectif défini dans la perspective de l'élection présidentielle de 1981. Il s'agit de ternil l'image du seul candidat connu même s'il n'est pas officiellement déclaré. Ainsi se trouve écarté le spectre d'une évantuelle compromission avec un président qui est toujeurs auspect de vouloir railler tout ou partie des socialistes à sa majorité. Et tombé du même coup l'accusation répétée par le P.C.F.

d'un « virage à droite » du P.S. Tant en ce qui concerne l'attitude à l'égard du pouvoir qu'en matière de relations evec les communistes, M. Mitterrand a donc éclairé à Anglet, la stratégie élaborée par le P.S. pour les deux années qui viennent. Aussi les commentaires acerbes de l'Humanité sur ses déclarations ne sont-lis pas de nature à entamer sa conviction et sa déter-mination. « Tenir bon », tel était déjà le mot d'ordre de la motion présentée par M. Mitterrand à Metz et adoptée par le congrès du parti ; tel est toujours l'axe de la politique des socialistes fondée sur le postulat : hors de l'union de

réduire le parti socialiste à explorer les mille et un recoins de la prose et du verbe communistes afin d'y déceler une lueur d'espoir. C'est précisément pour éviter cet écuell que M. Mitterrand a choisi de pren-

Le denger de cette attitude est de

Le président de la République est, dre l'initiative d'un relance par petits

En fait, les socialistes veulent faire

en sorte que le P.C. apparaisse, aux

yeux de l'opinion publique, comme

le part' refusant d'ouvrir une per-

spective politique au - peuple de la

gauche .. C'est pourquoi M. Mitter-

rand a mis le P.C. au pied du

mur en plaidant lui aussi pour

- funion à la base - et en deman-

dant au P.S. de - développer ta conscience collective qui rendra de

plus en plus difficiles les refus de

Créer une pression

Ler socialistes cherchent donc

créer dans l'opinion une pression

telle que le mécontentement suscité

par la politique du gouvernement aldant, les dirigeants communistes

solent contraints de revenir à de

meilleure sentiments unitaires.

Comme lis n'attendent pas un résul-

tat immédiat. Ils se donnent pour

Funité d'action .

un objectif précis.

classe sociale oppressive », c'est-à-dire contre le chef de l'Etat.

gauche, point de salut I

un dirigeant de Phnem-Penh, qui

n'existe pas de problème cam-

bodgier ». L'homme fort du régime, M. Pen Sovan, se féli-

cite du fait que « le prestige du

comité révolutionnaire de la

République populaire du Kam-

puchéa a atteint de nouveaux

Le martyre du neunle cam

bodgien s'arrêtera-t-il avant ou'il

aussi par la Thallande voisine, le

Cambodge ponrrait-il encore être

sauvé par une conférence inter-

nationale, comme le demande le

prince Nerodom Sibanouk, réfu

gié dans son palals de Pyongyang? On sait le peu d'ef-

fet de telles réunions. Il faudrait

d'abord que le prince parvienne

à rassembler ses partisans divisés

à se disputer des postes hypothé-

tiques, et à présenter sur le ter-rain une alternative militaire

crédible avant de prétendre à

une reconnaissance internation

nale. Le congrès des réfugiés

khmers, qui doit se tenir prochai-

nement à Bruxelles, et qui pour

rait créer un front ou un gouver-

nement en exil, serait le premier

pas dans cette direction. Mais

l'infortuné Cambodge pent-i

(Mardi 21 août.)

attendre?

et dout certains commencent déjà

sommets... >

objectif - d'avancer pas à pas -. Ce réalisme ou cette lenteur qui passe, selon M. Mitterrand, non par des rencontrer - multiratérales - entre partis et syndicats de gauche, male par des contects - bilatéraux - entre le P.S. et chacune des organisations intéressées, s'explique par le fait que la P.S. dispose de deux ans pour parvenir à ses fins. - La partie de bras de fer - engagée entre les deux partis de gauche, selon l'expression de M. Jean Poperen.

tion de Funion Fem

elle doit surtout permettre au P.S. d'éviter que son candidat de 1981 ne solt victime de l'attitude du P.C. entre les deux tours de l'élection présidentielle. Car & ne fait aucun doute pour M. Mitterrand que la gauche doit être représentée au second tour par le candidat socialiste «L'essential pour les socialistes unis autour de

leur candidat, a-t-il précisé, sera d'obtenir l'audience la plus large pour représenter la gauche au se-Obtenir l'audience la plus large nécessite un « élargissement de la base sociale des luttes », un effor

d'unité interne et un travail de réflexion qui rende crédible le programme du candidat socialiste face à la crise.

En ce qui concerne la combativité des socialistes et leur présence sur le terrain, le premier secrétaire souligné avec force qu' - aucune fédération ne pourra se trouver en défaut sur le plan des actions é mener ». Il a jui-même énumèré une ne soit trop tard? Enjeu de la rivalité sino-soviétique et des liste de domaines qui se prêtent à des actions unitaires - à la base ambitions vietnamiennes, convoité Dûment chapitrées, les fédérations

socialistes sont également l'objet d'un effort d'uniformisation. L'appa reil du parti est, en effet, en voie tion discose d'un instrument piu maniable et plus efficace. Toutefols la diversité qui fait aussi la richeese du P.S., peut en pâtir et restreindre

En revanche la cohésion interne s'est trouvée confortée par les initietives de M. Mitterrand : nul ne peut, en effet, trouver à redire lorsqu'i s'agit de relancer l'union de la gauche, sauf à paraître sacrilège. L'élargissement de la base sociele des luttes - et l'appel lancé au mou vement associatif ne peuvent que réjouir les amis de M. Michel Rocard qui ont fivre batalle sur c thème lors du congrès de Metz.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la sutte page 4.)

LA CHU DES CHEVE

- ----

-19.5.15

THE WATER

E PROPERTY OF STREET 事業会権には なっ Property of the second Marie Marie Company

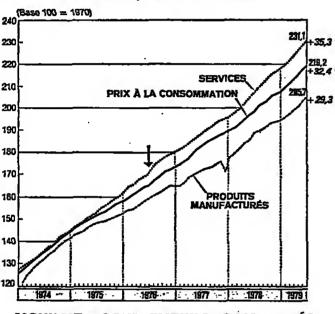
3-34F 解解的 医成形形成 化 200

LE BILAN DE TROIS ANNÉES

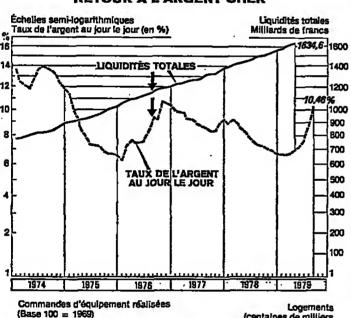
Pourquoi avoir échoué cut accru presque normalement leurs investissements; de même, certains secteurs en restructuration ou en reconversion ont multiplié les dépenses d'équipement. De sorte que la stagnation moyenne s'est traduite, allieurs, par un recul notable de l'investissement, presque exclusivement consucré à l'amélioration de la productivité (sux dépens de l'extension des capacités). Par rapport à ses principaux concurrents, l'industrie française a ainsi pris un sérieux retard d'équipement ou de modernisation, qui pourrait être dramatique le jour où la concurrence internationale

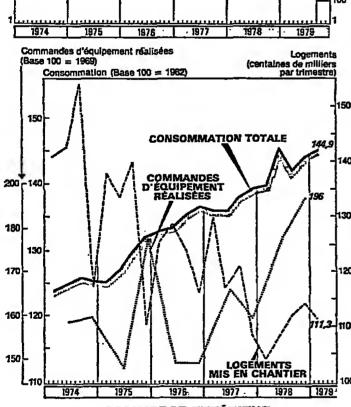
Is persistance d'une forte inflation explique que le franc — auquel M. Barre consacrait tous ses soine — n'ait iui-même pas totaler manale a perdu 15 % de sa valeur par rapport au deutschemark — coté 2,337 F aujourd'hui, contre 1,978 F ie 25 soût 1976, 13 % par rapport au franc belge et même 7,4 % par rapport à livre, que l'arrivée de Mme Thaticher au pouvoir a fait remonter. C'est seulement par rapport aux «enfants malades» du système monétaire, que le franc s'est apprécié: le doilar (+ 17 %) et la lire (+ 12 %). A l'inverse, notre monnale a perdu 22 % sur le franc suisse. Par rapport à l'or, terme de comparaison beaucoup plus contestable, le franc a perdu

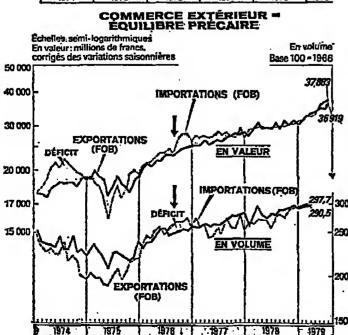
PRIX = 32,4 % DE HAUSSE



MONNAIE = GONFLEMENT DES LIQUIDITÉS, RETOUR A L'ARGENT CHER







que soit l'élément de mesure retenu, l'enseignement est le même : le plan Barre d'a pas enrayé l'infistion. Cet objectif principal, auquel le premier ministre acceptait par avance de sacrifier bien des valeurs — en particulier l'emploi — n'a pas été

atteint.

Une analyse plus fine de l'évolution des prix permet de percer
l'une des causes de l'échec. En
trois ans, les tarifs des services
ont progressé de 35 % environ,
llés qu'ils sont pour un bon
nombre à l'évolution des salaires. Mais, comme dans le même temps, les prix des produits manufac-turés ont augmenté de plus de 29 %, le rôle de modération qu'auraient dû jouer ceux-ci qu'auraient du jouer cenz-ci — grâce aux progrès de la producti-vité au freinage des salaires et an reflux, jusqu'à une date rè-centa, des cours de certaines malières premières — est resté on ne peut plus modéré. La sse des tarifs publics, différée pendant six mois — pour ne pas gêner le démarrage du plan. —

en trois ans entre 45 et 60 % de sa valeur (selon qu'il s'agit du prix du napoléon ou de celui de la barre).

Ce palmarès est éloquent : quel puis restée faible dans l'attente des élections de 1978, a permis, depuis un an de décharger le budget : mais elle pousse fortement l'indice à la hausse : + 12 % d'augmentation de ces tarifs dans les derniers trimestres de 1978, + 15 % sans doute cette

des prix, menée hardiment par M. Monory, a chargé la barque dans de nombreux domaines, sans même parler du pain (+ 22 % en un an): textiles, petit équipe-ment ménager, produits d'entrement menager, produits d'embretien. Ce qui amplifie les gouflements de marges constatés dans
non, de nombreux accteurs commertien de nombreux accteurs commertien de nombreux accteurs commertien de l'économie — pour qui liberté
est synonyme de concurrence
de l'économie — pour qui liberté
est synonyme de concurrence
en dépit de l'atonie du marché,
les ententes implicites ou expresréses ont trop souvent fait valser
les étiquettes, profitant de la
moindre agressivité des producteurs étrangers. Et ce n'est pas
le démantèlement en cours des
services de contrôle des prix qui
freinera cette tendance.

la production nationale en valeur (progrès en volume x hausse des prix). On peut donc penser que la politique monétaire, même si elle a été plus rigoureuse que du temps de M. Chirac, n's pas—ou fort peu—contribué au freinage de l'inflation, en dépit des

efforts demandés aux banques et d'une décélération importante de

la création de « quasi-monnaie » (épargne liquide ou à court terme

gerée par le secteur bancaire). An moins l'aisance monétaire,

largement due à l'atonie écono-mique — les entreprises emprun-taient peu puisqu'elles n'investis-saient guère, alors qu'à l'inverse, leurs prix en bausse renflouaient

Expansion monétaire...

Dans un domaine au moins, la production nationale en valeur cependant, le gouvernement en- (progrès en volume x hausse des tendalt ne pas se départir de ses responsabilités : celui de la mon-nale et du crédit. Le néo-classinaie et du credit. Le neo-classi-cisme de M. Barre l'incitait à surveiller de près ces opérations auxquelles les cambistes interna-tionaux sont particulièrement attentifs. Or, là aussi, le glisse-ment s'est produit. Malgré l'ané-ment s'est produit. Malgré l'anément s'est produit. Maigre l'ane-mie de la production, les rythmes prévus d'accroissement du crédit ont souvent été dépassés, au prix de subterfuges variés (mise hors encadrement de crédits crois-sants: pour les exportations, les restructurations, les P.M.E..), ou parfoir même douteux (2).

parfoir même douteux (2).

Le pointage en cours d'année
— qui permet d'éviter les manipulations statistiques — montre
qu'en trois ans le volume des liquidités monétaires a progressé
de 48 % (44 % pour la masse
monétaire proprement dite). Ces
ordres de grandeur aont comparables à ceux de la croissance de

...et déficit budgétaire

tives — un simple découvert de... 8,9 milliards. Cette année, on prévoit un déficit de quelque 40 milliards (1,9 % du FIB), au lieu des 15 milliards indiqués inktialement au Parlement, somme qu'il est impossible de couvrir complètement par l'épargne, d'où le recurs à la création monétaire. Pourtant, l'appoèt à l'impôt n'a L'une des raisons de ce gonfle-ment monétaire a été l'aggravament monétaire a été l'aggrava-tion du déficit de l'Etat et des collectivités locales, en partie due, elle aussi, à la persistance de la crise. C'était pourtant un autre point sur lequel la résolution de M. Barre paraissait ferme au départ : « La première condition à remplir pour matiriser la housse des priz est de rétablir l'équilibre des timanes publiques... [Cet] des prix est de rétablir l'équilibre des finances publiques. [Cet] équilibre facilitera la modération de la progression de la masse monétaire. » De fait, le premier ministre prenait, dès 1976, toute une série de mesures fiscales (impôt sur les hauts revenus, en partie libératoire par emprunt; majoration de la vignette auto, des taxes sur l'essence, de l'impôt est les soutétés, rour limiter de la vignette sur les soutétés, rour limiter les soutétés, rour limiter les la vignette de l'impôt de des taxes sur l'essence, de l'impôt sur les sociétés), pour limiter à 15 milliards, cette année-là, et supprimer complètement, l'année suivante, le déficit budgétaire (qui avait atteint 43 milliards en 1975, soit 3 % du produit intérieur). soit 3 % du produit Intérieur).

En réalité le relentissement des rentrées fiscales, dû à la crise—
et à la baisse de la T.V.A. décidée par le gouvernement en 1977.—
puis le gonflement des dépenses, ont porté le déficit à 18 milliards cont porté le déficit à 18 milliards l'année suivante et à 34 milliards l'année suivante et à 34

recours à la création monétaire.

Pourtant, l'appel à l'impôt n'a
pas été mince pendant cette
période, en dépit des promesses
de «gel» inscrites dans le «programme de Blois»: en trois ans,
les recettes fiscales de l'Etat se
sont socrues de quelque 50 %,
portant le poids de la fiscalité de
l'Etat de 18,6 à 20 % du PIB;
l'impôt sur le revenu a progressé,
pendant cette période, plus vite
que la T.V.A., cependant que le
produit des taxes sur les produits
pétrollers triplait presque. Mais les
dépenses budgétaires ont grimpé
plus vite encore: + 57 % en trois
ans, piètre application de l'objectif de «modération des dépenses
publiques» fixé en septembre 1976.

Expansion réduite de moitié

tenir à ces données monétaires ou fiscales pour mesurer l'effet du « plan Barre ». Ce serait prendre les moyens pour la fin. Le but du premier ministre était, en effet, au-delà d'une lutte prioritaire contre l'inflation, d'assurer au pays une croissance mieux adaptée aux « conditions nou-selles » de la compétition intertenir à ces données monétaires adaptée aux « conditions nou-velles » de la compétition inter-nationale et marquée par « la recherche d'une plus grande pus-tice ». Qu'en a-t-li été de ce grand dessein, pour l'accomplissement duquel le premier ministre a dis-posé d'un temps qu'avalent rerement eu ses prédécesseurs? Voyons la croissance, d'abord. Elle n'a cessé de se raientir, comme le montre le tableau cicontre, où sont résumés quatre années de comptes nationaux.

De 4.7 % en 1975, la croissance du produit intérieur est tombée cette année à quelque 2.8 % (se-(2) A la fin de 1978, per exemple, les comptables publics ont accéléré le recouvrement des chêques à l'ordre du Trésor et bloqué ses fonds au compte de celui-ci à la Banque de France, qui n'entre pas dans le calcul de la masse monétaire (27 milliards é ce titre au blian de l'Institut d'émission en f'n d'année). Cola a permis de ramener de 14 % ou 15 % à 12,3 % la croisance apparente de la masse monétaire en 1978. Les mois suivants, cos sommes ont été réinfectées dans le circuit.

On aurait tort, toutefois, de s'en lon les dernières évaluations des enir à ces données monétaires experts de l'O.C.D.E.). Et tout donne à penser que, sauf coup de fouet gouvernemental bien improbable, 1980 sera encore moins bon : de l'ordre de 2 %

moins bon : de l'ordre de 2 % seulement.
Ce n'est pas la consommation qui a fait les frais principaux de ce coup de frein : elle a moins augmenté certes (+ 3 % cette année pour l'ensemble des ménages, contre 5.2 % il y a trois ans), mais elle a tout de même certificité à contracte Colo année. continué à progresser. Cela appa-rait d'ailleurs clairement dans le graphique ci-contre, établi par l'INSEE en totalisant les achate itnsee en totalisant les achats de produits industriels, de den-rées alimentaires, de produits énergétiques et de services. De 1976 à 1979, le progrès a été de 9 % (après défalcation des hausses de prix). Depuis le der-nier printemps, toutefois, la ten-dance est en relentissement, en raison du préférement qu'opérent. raison du prélèvement qu'onèrent sur le pouvoir d'achat consommateurs les hausses de prix et le relévement des cotisa-tions sociales ; déjà sensible sur l'équipement ménager et l'habil-lement, le mouvement pourrait s'étendre à l'automobile et à cer-tains services : d'où l'estimation particulièrement prudente pour l'an prochain (+ 1 à 2 % seulement pour l'ensemble des Fran-

En revanche, l'investissement a suhi de plein fouet les effets du ralentissement économique. Il a pratiquement stagné dans les entreprises, en dépit des encou-ragements divers (fiscaux ou de crédit) accordés par les pouvoirs publics. El les commandes d'équipublics. Si les commandes d'equi-pement ont progressé (grâce essentiellement au secteur public: + 28 % en trois ans pour les grandes entreprises nationales), le secteur du bâtiment et des tra-vaux publics s'est, lui, effondré (11 % de mises en chantier de moins entre 1978 et 1979).

Encore dott-on formuler deux nuances : certaines branches en bon essor (nucléaire, automobile)

Hausse des profits et de l'autofinancement

L'une des conséquences para-doxales de cette situation inquié-tante a été le redressement des tante a été le redressement des trésoreries des entreprises Investissant peu, alors que leur chiffre d'affaires continuait dans l'ensemble à progresser, les firmes ont pu améliorer leur situation financière et se désendetter. Et cela d'autant plus rapidement que leurs profits, entamés après 1974, se sont sérieusement redressés — en particulier depuis 1978 — sous l'effet de trois facteurs : une hausse de leurs prix de vente — sous l'effet de trois facteurs : une hausse de leurs prix de vente (stimulée par la liberté de tarifs rendue à la plupart des entre-prises par M. Monory), aliant de pair avec un ralentissement inverse de la progression des salaires (voir plus loin); des rapatriements plus importants de bénéfices réalisés à l'étranger; la décélération de l'impôt sur les bénéfices en 1978.

L'excédent brut d'exploitation des sociétés est ainsi remonté à

des sociétés est ainsi remonté à 244 % de leur valeur ajoutée en 1978 (comme en 1975, mais moins qu'en 1973-1974), alors qu'il avait

part des salaires est tombée à 49,5 % de la valeur ajoutée, contre 50,8 % deux ans plus tôt. Ce gonflement des profits allant de pair avec une stagnation des investissements a, fort logique-ment, entraîné un redressment des taux d'autofinancement : ceux-ci ont atteint l'an dernier 74,6 % en moyenne dans le sec-teur privé, contre 58,4 % deux ans plus tôt. Les quelques prévi-sions disponibles pour 1979 don-nent à penser que ce mouvement a continué cette année.

M. Barre a donc atteint l'objectif qu'il s'était fixé pour assurer une reprise des investissements : redouner de l'aisance

où la concurrence internationale se ferait plus intense ou lorsque l'expansion reprendra.

balssé en 1976 ; à l'inverse la

financière aux firmes, malgré la concurrence internationale, pour les rendre plus sûres d'elles-mêmes, plus confiantes. Mais le but visé par le premier ministre a, lui, été manqué, puisque les entreprises, découragées par la mollesse du marché, n'ont pas, en moyenne, acoru leurs dépenses d'équipement.

matières premières notamment le pétrole : enfin la quasi-stabilité des prix du pétrole depuis quatre

les produits manufactures qu'ils achètent valent de plus en plus

L'équilibre commercial retrouvé Pan dernier n'était finalement qu'un progrès précaire et insuf-fisant, largement du aux circons-

Refour au déficit commercial pendant les six derniers mois de

Du moins cette meilleure situa-tion financire leur a-t-elle per-mis de faire bonne figure à l'exportation et de s'y montrer plus agressives. En trois ans, les ventes françaises à l'étranger ont progressé de 50 % en valeur et de 25 % en volume (une fois la hausse des prix défalquée). Comme les importations ont aug-menté un peu moins vite (seulependant les six derniers mois de l'année.

Les atouts qui avaient favorisé le solde de nos échanges ces dernières années ont en effet disparu : le commerce mondial augmente moins vite (donc aussi nos ventes) du fait de la crise mondiale; le dollar ne baisse plus guère, dont la chute avait rendu meilleur marché nos achats de matières premières, notamment le menté un peu moins vite (seule-ment 20 % en volume), l'équi-libre, qui avatt été pardu au second semestre de 1978, a pu être retrouvé. Au moins jusqu'en avril (voir le graphique cians a pris fin, les pays produc-teurs s'étant lassès de vendre leur c'hrut a au même tarif, alors que contre).

Car, depuis, les nouvelles haus-ses du pétrole (« sauvages » en mal-juin, officialisées depuis les décisions de l'OPEP du 28 juin) décisions de l'OPEP du 28 juin)
creusent de nouveau un trou dans
notre balance commerciale. Le
taux de couverture des achats par
les ventes est retombé à 96
(89 % en août 1976) et va se
dégrader sensiblement d'ici à la
fin de l'année. Près de 2 milliards de francs de déficit ont été enregistrés pendant le second trimestre et l'on s'attend à un déséquilibre de l'ordre de 10 milliards

fisant, largement du aux circons-tances. Un retour à une situation politique mondiale moins excep-tionnelle l'a fait rapidement dis-paraître. Du coup, quelque 30 mil-liards de francs supplémentaires (1,5 du produit national) doivent être dégagés chaque année pour payer les importations. Ce qui ne saurait rester sans effet sur la production, donc l'emploi. Essoufflement de la production et restructuration industrielle

Déjà l'activité s'est essoufflée durant la troisième année du « plan Barre » : pendant les neur derniers mois connus, la production n'a pratiquement plus augment pour ce qui concerne les activités autres que le bâtiment et les travaux publics, stagnant à un niveau guère supérieur à celui d'avant la crise, il y a cinq ans. S'agissant des biens de consommation, « tirés » par la demande. l'activité a progressé activités autres que le bâtiment et les travaux publics, stagnant l'équipement ou des biens inter-

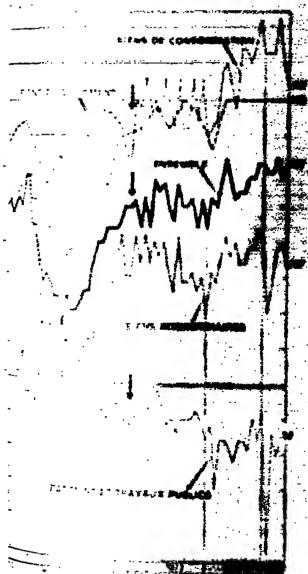
RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE (*) (Evolution des comptes nationaux depuis 1976)

	BESSOURCES DE LA NATION:	1976	1977	1978	1979**	1980 Estimation
stp	Produit intérieur brut mat- chand	4,7 19,2	1,2 1	3,3	3 8.3	. 2
6	médiaires des branches non marchandes des admi- nistrations	5,8	1,9	5	_	_
Ω	TOTAL	7,3	2,8	3,7	3,9	2
36-86-61	fixe	5,2 5,2 5,9	2,5 2,5 1,3	4 4 6,7	11 12 15	1,7 1,2 1,6
8-866-	Sociétés, quari-sociétés unn financières et entreprises individuelles Ménages (hors entreprises individuelles) Administrat, institutions de crédit, entreprises d'assu-	8 2,4	1,2 1,8	1,5 0,3	2,8 6,1	1,5
ì	Exportations	9,6	- 0,8 7,9	- 0,8 - 7,1	8.7	8
S	TOTAL	7,2	2,8	3,7	2,9	2

(*) L'absance de signe devant les chiffres correspond à une augmentation.

(**) Estimation de l'O.C.D.S. avant l'annonce des hausses pétrollères du 28 juin. Depuis l'O.C.D.S. a estimé que la croissance française serait, du fait de ces hausses, raisnite de û.75 % pendant l'année aliant de juilles 1979 à juin 1980 et que la balance des palements serait détériorés de quelque 13 milliards de france dans le même temps. Cels conduit à ramener à 2.5 % anviron la erolesance de l'ememble de l'année 1979, donc à diminuer légèrement le consommation (3 % an 1979 ?), les investissements (2 % seulement) et les exportations (6 % ?) de cette même année.





1 31 22 BEE! 1279

LAN DE TROIS ANNE

Barrier Service

DE « PLAN BARRE »

dans tant de domaines?

médiaires, la stagnation a été à peu près totale. Pour le bâtiment et les travaux publics, c'est de net recul qu'il 'faut parler : on. pourrait en citer beaucoup et 24 % environ en trois aus.

Les perspectives immédiates ne signale un lèger mieux dans le textile, la construction signale un lèger mieux dans le texture, le commerce et les travaux publics d'aux le bâtiment et les travaux publics.

Les perspectives immédiates ne d'autres dans le textile, la chimie, le commerce et de l'industrie ne causes, parmi les quelles l'inverse le chef d'ent-reprise en trois aus.

Les perspectives immédiates ne d'autres dans le textile, la chimie, le bâtiment), qui fait qu'aujour-les tissements qui lui permettraient noins.

Inégalités modifiées mais persistantes

Inégalités modifiées mais persistantes

Texture des salariés du l'inverse commerce et de l'industrie ne causes, parmi les quelles nombreuses causes, parmi les quelles nombreuses en trois aus expensis qui de clients diffère les inves-neurs qui lui permettraient noins.

Inégalités modifiées mais persistantes

Inégalités modifiées modifiées modifiées modifiées notamment des hauts revenus dépasse de quelque loi à 20 % ches nos voisins (en faveur che l'inverse le chef d'une baisse régulière commerce et de l'industrie ne des productivité. l'archaisme de le bâtiment par productivité. l'archaisme de les années, la capacité de pronavalle productivité. l'archaisme de le bâtiment par productivité. l'archaisme de le bâtiment des perspectives immédiates ne de la durée du travail — 24 % dans le bâtiment productivité. l'archaisme de le bâtiment des productivité. l'archaisme de les années, la capacité de pronavalle productivité. l'archaisme de les années, la capacité de pronavalle productivité. l'archaisme de l'inverse causes, parmi les prise durée (dû à la passation accélérée des commandes de l'Etat et aux achats spéculatifs de logements achats spéculatifs de logemenz provoqués par la crainte de l'in-flation), la production de biens de consommation semble devoir baisser ce semestre, les stocks des commerçants atteignant un ni-veau record. L'activité des sec-teurs de l'équipement resterait étalée, et celle des industries de biens intermédiaires serait moins animée au second semestre qu'au premier, vu le raientissement général de l'économie. Cette évolution a entrainé trois

général de l'économie.

Cette évolution a entraîné trois types de conséquences : la disparition d'un nombre accru d'entreprises : la restructuration de nombreux secteurs industriels : l'aggravation massive du chòmage. Disparition d'entreprises : le nombre des faillites, règlements judiciaires ou liquidations de biens, est passé en trois ans de 1000 par mois environ à quelque 1300 (alors qu'il était inférieur à 800 avant la crise).

Depuis un an la situation s'aggrave d'a n's la Lorraine.

réorganisation du secteur sur l'initiative des pouvoirs publics (chantiers navals, messageries navals, messageri

(Base 100 = 1970)

130

110

PRODUCTION INDUSTRIELLE'-

PAS MIEUX QU'IL Y A CINQ ANS

BIENS DE CONSOMMATION

BIENS INTERMÉDIAIRES

My.

140

Dans les secteurs très concentrés où la disparition d'entreprises géantes était impensable, la restructuration a pris d'autres formes : rachat d'une firme en déclin par une entreprise plus prospère sans diminution immé-diate d'emplois (Pengeot repre-nant successivement Citroen et nant successivement Citroën et Chrysler-France) ou au contraire avec compression de personnel (Saviem repria par le département poids lourds de Renault); réorganisation du secteur sur l'initiative des pouvoirs publics (chantiers navals, messagerles maritimes) ou directement par l'Etat, prenant à cette occasion le contrôle du secteur (sidérurgie).

Ce raleunissement industriel

La dégradation de l'emploi était inscrite en filigrane dans le plan Barre. Mais le premier ministre ne pensait probablement pas qu'elle atteindrait se degré de gravité. Le dérnier grand objectif du « plan Barre » était d'organiser le cheminement de l'économie française vers « pius de fustice ». Peut-on dire aujour-d'hui que cet objectif a été atteint?

La chose n'est pas évidente,

atteint?
La chose n'est pas évidente,
même si l'on s'en tient aux seuls
salaires bruts. En trois ans, le
SadiC horaire a augmente de
41.5 %, soit, en pouvoir d'achat,
d'environ 7 %. Dans le même
temps le salaire horaire ouvrier
moyen a progressé de 43.6 %, soit,
en pouvoir d'achat, d'un peu pius
de 9 %. Le «smicard», loin de

rattraper l'ouvrier moyen, s'est donc fait quelque peu distancer par lui. Les chiffres ci-dessus doi-vent d'ailleurs être abaissés pour les deux types de salaries, pulsque le nombre d'heures rémunérées a diminué en moyenne de 2.4 % en trois ans. Le pouvoir d'achat effectif (hebdomadaire) brut n'a donc progressé respectivement que

C'est sensiblement moins qu'avant le « plan Barre » (+ 7% en moyenne en deux ans), et cela illustre le raientissement de la progression des salaires que vou-iait opérer le premier ministre pour lutter contre l'inflation (en freinant tout à la fois la hausse des coûts des entreprises et la demande des salariés).

de 4,5 % et 7 % en trois ans.

PROGRESSION TRIMESTRIELLE DU SALAIRE HORAIRE OUVRIER (en %)

	1976	1977	1978	1979	Différence entre la première et la dernière colonne
1er trimestre	4	2,3	2,2	2,2	- 1,2
2º trimestre	4	2,3	4,2	1	+ 0,2
3° trimestre	3,4	3,1	2,9	1	8,5
4º trimestre	2,9	2,9	2,7	1	0,2

La réalité a été moins aimable encore puisque, dans le même temps, les cotisations sociales à la charge des salariés ont été rèle-vées de l'équivalent de quelque 3.2 % des salaires (majoration des otisations d'assurance-viellesse, d'assurance-maladie et d'assu-rance-chômage). Le salaire nat perçu par le «smicard» et l'ou-vrier moyen a donc été réduit d'autant, ramenant le gain net en d'autant, ramenant le gain net en pouvoir d'achat en trois ans à guère plus de 1 % pour le « smi-card » et à quelque 3,5 % pour l'ouvrier moyen (5).

Si l'on ajoute que les salaires des cadres n'ont pas toujours suivi des cadres n'ont pas toujours suivi
ceux des ouvriers, mais qu'à l'inverse le poids de l'impôt sur le
revenu s'est accru spécialement
sur eux, alors que les prestations
familiales prenaient pour eux du
retard, on n'est pas étonné de
constater que le pouvoir d'achat
d'un grand nombre de cadres a
haissé en trois ans. Les statistiques
officielles de l'INSEE et du officielles de l'INSEE et du ministère du travail le reconnaissent, indiquant que relativement la situation est moins favorable s'il s'agit d'un cadre supérieur père de famille nombreuse (6). On pourrait admettre que ce rétrécissement de l'éventail net correspond bien au but visé par M. Barre. Mais, outre qu'il ne concerne pas les travailleurs les moins payés, il laisse de côté

Les causes de l'échec : erreurs de diagnostic...

l'objectif annomé et le résultat de netretenus par une réduction du personnel employé, sont allés de pair avec une aggravation massis ave du chômage.

SSIVE du Chômage

SSIVE du Chômage

SSIVE du Chômage

Ciements consécutifs à une faillite. De plus, la durée moyenne d'attente avant de retrouver un emploi s'allonge (cent soixantedix jours aujourd'uni contre à peine cent jadis) Les places de stage offertes aux ieunes au titre des c pactes » nouveaux sont moins nombreuses que celles des sortets de stage des « pactes » nouveaux sont moins nombreuses que celles des structures économiques contribues structures économiques contribues moins qu'autrefois à faire baisser le chômage, quand sont créés des emplois (4) Le chômage s'aggrave donc inexorablement

Et cela d'autant pins sûrement que la production

L'environnement international a certes joué, qui a entretenu un certes joué, qui a entretenu un cellimat inflationniste et peu favorable à la croissance Mais, pas plus que l'e excuse pétrollère » — qui n'a guère joué durant les trois a n n è es qui viennent de s'écouler — l'aibi international in e saurait tout expliquer. On constate en effet que, pendant ces trois annèse, l'Allemagne, dont la croissance en valeur a été supérieure à la nôtre, a vu ses prix augmenter trois fois moins et son chômage évoluer plus modérément. On note de même que les Etats-Unis ont eu à la fois moins et son chômage évoluer plus modérément. On note de même que les Etats-Unis ont eu à la fois moins et son chômage évoluer plus d'expansion industrielle. Ces deux pays avaient, il est vrai, estit la crise avant nous et réagi beaucoup plus tôt, perdant alors sur la France un point de crois-sur la productivité globale augmenter trois fois moins et son chômage avalent, il est vrai, estit la crise avant nous et réagi beaucoup plus tôt, perdant alors sur la France un point de crois-sur la productivité globale augmenter la les circonstan-

de détail conduit logiquement à cette conclusion.

cette conclusion.

L'objectif de justice annoncé
par le premier ministre ne peut
donc guère être considéré comme
atteint : les inégalités se sont
modifiées, mais elles ont persisté. Les personnes âgées ont
constitué un cas à part pendant
cette période : leur pouvoir
d'achat s'est sensiblement accru :
de 22 % en irois ans pour les
titulaires du minimum-vieillesse,
de presque autant pour un grand de presque autant pour un grand nombre d'autres retraités. Le vohume global des prestations de vieillesse a, en effet, augmenté de 69 % (28 % en pouvoir d'achat) en trois ans pour l'ensemble des régimes des salariés, ce qui cor-respond certes à une augmentation du nombre des retraités mais aussi à un progrès des pensions (davantage de retraités touchant leur retraite à taux plein, ayant cotisé les trente-sept

ans et demi requis par la loi).

Ce gonflement des prestations sociales (18 % de pouvoir d'achat supplémentaire en trois ans pour les allocations-maladie) explique d'ailleurs que, en dépit de la forte décélération des salaires nets et de l'augmentation des impôts sur le revenu, la consommation des Français ait, nous l'avons vu, pro-gresse depuis le « plan Barre » (7). Le taux d'épargne de nos l'ensemble de la population active concitoyens, qui avait baissé en non salariée. Faute de statistiques 1976, a repris les deux années détaillées sur les revenus non suivantes — notamment en 1978, non salariée. Faute de statistiques
détailées sur les revenus non
salariaux, on peut admettre que
le pouvoir d'achat de la majorité
des paysans ne s'est guère — ou
pas — accur en trois ans, mais,
plus d'un million de contribuables,
pus des paysans de la des paysans d'un million de contribuables,
pus d'un million de contribuables,
pus de la population active concitoyens, qui avait baissé en
1976, a repris les deux années
suivantes — notamment en 1978,
pas — accur en trois ans, mais,
plus d'un million de contribuables,
pus de la majorité
des paysans ne s'est guère — ou
pas — accur en trois ans, mais,
pus d'un million de contribuables,
pus de la majorité de par M. Monory aux acquéreurs d'actions, dont ont profité
pas — accur en trois ans, mais,
pus d'un million de contribuables,
pus de la majorité de par M. Monory aux acquéreurs d'actions, dont ont profité
pas — accur en trois ans, mais,
pus d'un million de contribuables,
pus de la majorité de par M. Monory aux acquéreurs d'actions, dont ont profité
pas — accur en trois ans, mais,
pus d'un million de contribuables,
pus de la majorité de par M. Monory aux acquéreurs d'actions, dont ont profité
pas — accur en trois ans, mais,
pus d'un million de contribuables,
pus de la majorité de par M. Monory aux acquéreurs d'actions, dont ont profité
pas — accur en trois ans, mais, mais de la majorité de par M. Monory aux acquéreurs d'actions de la majorité de par M. Monory aux acquéreurs d'actions d'un million de contribuables,
pus de la majorité de la majorité de par M. Monory aux acquéreurs d'actions d'un million de contribuables, d'un milli pas — acorn en Erois ans, mais, que, en revanche celui des professions libérales et d'une bonne partie des entrepreneurs indivicuels s'est amélioré. Le redressement des profits de l'ensemble des entreprises, le gonfiement des marges des grossistes et celui des

Au perme de cette analyse de trois années de « plan Barre », la question se pose de savoir pourquoi l'écart est aussi grand entre l'objectif annoncé et le résultat. L'environnement international a certes joué, qui a entretenu un climat inflationniste et peu favorable à la croissance Mais, pas plus que l'« excuse pétrolière »

(3) L'Allemagne fédérale, qui est allée beaucoup plus loin que la France dans la restructuration industrielle. l'a fait ans grande gêne sociale, parce que les dirigeants des entreprises ont préparé les transfor-mations souhaitables avec les inté-

certaines structures de produc-tion, le poids des salaires des cadres (plus élevés qu'à l'étran-ger), l'inégalité plus forte que chez nos voisins (en faveur notamment des hauts revenus non salariaux) et qui stimule les revendications de tous ordres, la faible concurrence entre produc-des années, la capacité de pro-duction de l'industrie française dépasse de quelque 10 à 20 % (selon la façon de compter) ses revendications de tous ordres, la faible concurrence entre producfaible concurrence entre produc-teurs, la volonté très répandue dans les milieux politiques d'une protection sociale toujours amé-liorée, le climat de gaspillage et de consommation ostentatoire

ce consommation oscenatorie
entretenu par les rendeurs...

De même, si les investissements
étaient trop faibles, ce n'était pas
seulement — et même pas d'abord
— parce que les trésoreries des
entreprises étaient trop serrées;
l'expérience montre que l'indusl'expérience montre que l'indus-triel qui sait pouvoir vendre davantage n'hésite pas à s'endet-

débouchés.

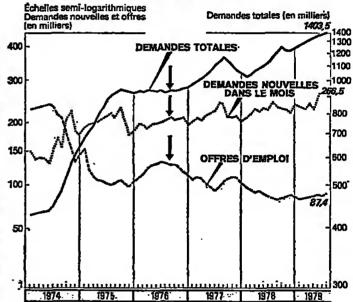
Erreur de diagnostic encore que celle qui consiste à penser que l'on n'aurait pas à faire face rapidement à de nouvelles hausses de pétrole et de matières premières. Le redressement commer-cial indispensable impliquait des economies sérieuses d'importations - donc une inflexion du tions — donc une inflexion du type de croissance et de la struc-ture des productions — et non pas seulement une course aux ex-portations supplémentaires qui, en faisant dépendre de plus en plus l'économie française de l'environnement international, la fragiliserait davantage.

...et de thérapeutique

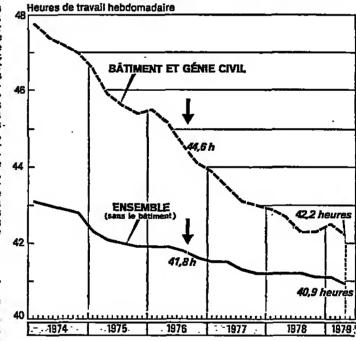
DE DEMANDES D'EMPLOI

2) Erreurs de thérapeutique des entreprises, mais il a simulmsuite. — Victime de son néoclassicisme, M. Barre a manifesement surestime l'efficacité des
moyens conjoncturels pour résondre des problèmes largement
controlle l'argement des problèmes largement
tipon. ensuite. — Victime de son néo-classicisme, M. Barre a manifestement surestime l'efficacité des moyens conjoncturels pour ré-soudre des problèmes largement structurels. Le freinage des sa-

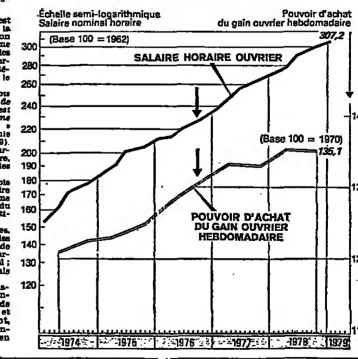
(Live la sutte page 4.) CHÔMAGE = MOITIÉ PLUS



DURÉE DU TRAVAIL = UNE HEURE DE MOINS PAR SEMAINE



SALAIRES = COUP DE FREIN



le Centre, le Poitou-Charentes, la Bretagne et même l'Ile-de-France. Ailleurs, elle tend à s'atténuer.

Ces morts de firmes ont souvent permis aux entreprises survivantes de récupérer à bas prix la partie récupérable de leurs dépouilles. La restructuration industrielle — longtemps différée par le pouvoir dans l'attente des élections successives, pour éviter le risque de pertes de voix qu'implique localement toute fermeture d'usine ou d'atelier — s'est mageable pour l'empioi de trancher tardivement le cas d'une cher tardivement à l'alde de ballons d'oxy-contribué aux gains importants d'extende cour cas d'une cher tardivement à l'alde de ballons d'oxy-contribué aux gains importants d'exten Aggravation massive du chômage

BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

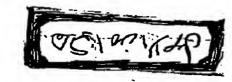
1974 : 12-1875 : 13-1976 - 1-1977 : 12-1878 = 1979:

En trois ans, le nombre de de-mandes d'empioi s'est accru de 52 % (+ 480 000), tandis que ceiui des offres baissait de 33 % (--43 000. Et cela malgré l'applica-tion de deux « pactes pour l'emploi Sex (+ 480 000), tandis que celui des offres balssalt de 33 % (- 480 000). Et cela malgré l'applica de feur cau pactes pour l'emploi des jeunes a, qui ont permis à puis de deux cent soixante-dix mille des jeunes au nui permis du partis de la contraite de trouver un traite de prover un traite de contraite de contrait

· Corngée des vertations saison

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

Da 16 an 22 août 1979



we give the parties of the second

建排 使一点点点

395th: ---

An experience والمراه والمشجع

SAFEE Same

Sport o'mare the "

MM: . 0 . 0 . 0 . 100 . 17

Alle Adel B Bellegary - provides or

Marie Control of the Control of the

.....

The state of the s

And the second second

Control of the second s

Pourquoi avoir échoué dans tant de domaines ?

(Suite de la page 3)_

(Satte de la page 3).

La décélération des salaires a d'ailleurs été faible et lente, faute d'un dialogue sérieux avec les organisations syndicales. C'était une erreur de la part du premier ministre que de penser pouvoir obtenir des syndicais une « pause » (sans même aller jusqu'au recul du pouvoir d'achat comme en Grande-Bretagne ou en Allemagne fédérale), avant d'avoir fourni à la classe ouvrière la preuve que le gouvernement était cette fois décidé à lutter vigoureusement contre les inégalités de revenus et de fortune. Le chose est déjà difficile dans les pays où les sociaux-démocrates — liés au mouvement syndical — sont au pouvoir et où lis accordent des compensations aux petits salariés (politique ou ils accordent des compensa-tions aux petits salariés (politique de logements sociaux, de parti-cipation au pouvoir dans les en-treprises). Chez nous, et sans compensation, la tâche était des plus difficiles, surtout pour un

C'était une troisième erreur, une fois acquise la certitude d'une aggravation massive du chômage dans les trimestres à venir, que de repousser du pied toutes les propositions de relances formu-lées à gauche comme à droite. Le problème était — et est encore non pas de se contenter de trot-tiner mais de choisir, parmi les modalités de réanimation de l'éco-nomie, celles qui sont économes nome, cenes qui sont economes de matières premières et d'éner-gie, tout en assurant le meilleur emploi possible des capacités hu-maines et matérielles du pays. L'INSER avait fait, il y a plus d'un an, des propositions dont on va peut-être enfin se servir à l'automne, comme vient de le rede-mander le Conseil économique. Pourquoi avoir attendu si long-temps, en faisant comme si l'aide fiscale aux profits et la liberté des prix ranimeralent automati-quement l'investissement, qui re-lancerait à son tour la machine

Le souci de ne pas alièner l'in-dépendance nationale par un dé-ficit extérieur était sain ; mais pourquoi ne pas l'avoir mis en œuvre par une politique systèmatique (et non pas symbolique) d'économie d'énergie, par la pré-paration de sources énergétiques-relais non payables en dollars, et par la recherche d'um « cutre type de croisance », dans l'esprit de ce qu'avait déclaré il y a déjà six ans M. Giscard d'Estaing à l'UNESCO? Au lieu de refuser le débat de ford avec les syndistics. débat de fond avec les syndicats sur la réduction de la durée du travail, n'aurait-il pas été opportun de chercher comment concilier un meilleur partage des tâches entre tous ceux qui aspirent à les remplir (moyen de réduire le chômage) et des engagements réciproques de modéra-

Faute de cela, la nation perd finalement en manque à produire et en assurance-chômage des sommes eur pourraient être utiles à son développement et à sa modernisation. Le déficit budgétaire actuel est largement subl, alors qu'employé de façon plus judicieuse il aurait été plus utile à l'économie. De même, puis-

Le P.S. cherche à élargir la base sociale de la gauche

(Suite de la première page.)

En tout état de cause, l'occasion d'un rapprochement entre la majo rité et la minorité du parti existe la commission chargée d'élaborer le - projet socialiste - avant que celuici ne soit soumis aux instances na tionales se réunit mercred! 21 soût Son élaboration doit permettre de mesurer la capacité des socialistes à répondre à la crise, ainsi que l'attention qu'ils portent à des catégories qu'ils estiment avoir négli gées, tels les cadres, les agriculteurs ou les familles.

Le thème de l'élargissement a d'autres résonances politiques. L'utillsation de la notion de - salut public - confirme que la direction du P.S tient un langage ausceptible de séduire une traction de l'électorat gaulliste : c'est une idée chère au CERES. Est-ce à dire que le P.S. cherche, à travers son projet de programme, à retrouver l'unanimità autour de sa direction ? Celle-ci na semble pas disposée à acqueillir en son sein plus que le courant animé par M. Mauroy et à condition qu'il accepte la ligne du congrès de Metz qui l'avait rejeté avec le courant Rocard dans la minorité.

A tous égards la discussion qui s'engage sur le - projet socialiste sera décisive pour la cohésion l'image, et l'avenir du P.S.

> JEAN-MARIE COLOMBANL (Mercredi 22 août.)

indispensable, pourquoi n'avoir pas cherché davantage à pousser des projets européens créateurs d'emplois et nous libérant pro-gressivement de la technologie et des brevets américains?

Les conversions industrielles étant inéluctables — pour suivre le progrès de la technologie ou faire leur place aux nations du tiers-monde qui multiplient les usines, — pourquoi ne pas en avoir débattu à temps avec les intéressés (représentants des salariés et des populations locales), piutôt qu'attendre la dernière minute pour agir brutalement et sans concertation réelle? En ou-tre, comme l'industrie n'est plus créatrice nette d'emplois, pour-quoi ne pas avoir cherché à multiplier les postes ailleurs, dans les services sociaux réclamés par les citoyens, par exemple, en expli-quant à ceux-el qu'une solidarité ocrue est nécessaire à leur fi-

Enfin, pourquoi ne pas avoir accompagné l'aide aux investis-sements ou la liberté des prix accordée aux entreprises d'un cer-tain nombre d'exigences de re-lance conformes à l'intérêt général? La politique des contrats, si souvent vantée dans d'autres domaines, ne pouvait-elle pas servir lei aussi, et autrement que de la façon qu'ent illustrée les boulangers ?

A quand le nouveau cap?

Au terme de ces trois années Au terme de ces trois amées du «plan Barre», la nécessité d'un changement de cours s'impose, puisque la perpétuation d'une politique qui a si peu réussi rencontre de moins en moins de partisans publics. Faut-il le faire, comme l'a annoncé le premier dans publics de partier dans le mois derrier dans le mois de la mois de la mois derrier dans le mois derrier dans le mois de la mois de ministre le mois dernier, dans le sens d'un durcissement des choix antérieurs, le recul de pourount anteneurs, le recui ce poin-voir d'achat pour le plus grand nombre — politique préconisée il y a déjà un an par M. Monory — rempiscant désormais le ga-rantie du niveau de vie ? Ou bien faut-il rechercher une voie nou-velle, cherchant à concilier les impératifs multiples de l'heure sance, notamment), au lieu de privilégier (sans y parvenir d'all-leurs) la lutte contre l'inflation et le maintien du franc?

Il est à peu près sûr que le président de la République choipresident de la Republique choi-sira une nouvelle politique à l'ap-proche de sa campagne pour les élections présidentielles. Ce que la quête des voix fera finalement faire, ne pourrait-on pas le com-mencer des à présent, dans l'in-térêt du plus grand nombre ?

GILBERT MATHIEU. (Mercredi 22 août.)

semaine la chronique maritime, sont bien compréhensibles mais étalent prévisibles. Ils soulèvent une sèrie de questions spécifique-

ment économiques que la nos-talgie, quasi unanime, ne saurait éluder.

Il faut sortir de l'amalgame

couramment entretenu selon lequel les crises de la marine marchande, des chantiers navals,

des entreprises de réparation navale (qu'on se souvienne du feuilleton inachevé de Terrin, à

Marseille), des croisières sous pavillon français, obétraient aux mêmes causes et ne seraient qu'une seule et même chose.

Les entreprises havraises pou-

Les entreprises havraises pot-vaient-elles emporter le contrat de transformation du Norvouy? Il est d'abord fallu qu'elles le veuillent. Or, les quatre entre-prises concernées n'ont jamais manifesté d'enthousiasme dans cette affaire, craignant de voir leurs outils de travail trop long-temps immobilles et certains de leurs habituels elleurs mérop-

leurs habituels clients, mécon-tents, se tourner vers des concur-

rents, se tourner vers des contair-rents étrangers, à Lisbonne, à Palerme, à Scaramanga (en Grèce), à Singapour, C'est une des raisons pour lesquelles l'offre qu'elles ont faite à M. Riosters était dans un premier temps très élevée (360 millions de francs engiron)

Toutefois, le marché aurait pu être emporté par la France si le gouvernement avuit accepté d'ai-der les entreprises havraises dans

des proportions comparables aux

subventions qu'accorde le minis-tère des transports à certains

chantiers navals (ceux de l'Atlan-

Un «attelage» résistant

Pas plus que le goût des gadgets, M. Raymond Barre n'a le culte des l'hôtel Matignon ne donnera lleu, pas la même conscience des objec-le 25 août, à aucune cérémonie. Qui aurait osé, il y a trois ans, aux beaux lours de l'union de la gauche, et au moment où la démission retentissante de M. Jacques Chirao ouvrait une crise de gouvernement, prédire que M. Barre conserverait ea charge aussi longtemps que MM. Michel Debré (trois ans et trois mois) sous le général de Gaulle, et Jacques Chaban-Delmas (trois ans et un mois) sous Georges Pompidou? L'ancien directeur du cabinet de M. Jean-Marcel Jeannenev a d'orea et délà dépassé, dans la durée de sa tonction, trois de ses prédécesseurs : MM. Maurice Couve de Murville (onze mois), Pierre Messmer (un an et dix mols) et Jacques Chirac (deux ans et trois mois). Il n'a cessé de recevoir élodu chef de l'Etat. Après l'avoir présenté aux Français, le 27 août 1976, français, en tout cas un des tout premiera », « l'homme public le plus apts à résoudre le problème de la lutte contre l'inflation », puis, le 4 janvier 1977, comme - le Jottre redressement économique ». M. Valéry Giscard d'Estaing a fréquemment rendu hommage à son premier ministre : au moins quatre fols en 1977, cing fols en 1978, deux fols depuis le début de 1979, soit en moyenne une fols par trimestre, en la félicitant, selon les circonstances, pour son - courage -. son - langage d'honnêteté at de vérité », l' - action d'explication qu'il mène sur le terrain », son « intelligence », 88 « compétence » es « loveuté de l'intérêt national ». A l'issue des élections législatives de 1978. le président de la République ajoutait même : « M. Barre est certainement un des meilleurs premiers ministres que la France ait eus depuis

L'anesthésiste et le chirurgien

M. Giscard d'Estaing, il est viel, n'est pas avars de compliments quand les usages ou la nécessité politique l'exigent. Ayant nommé M. Chirac à l'hôtel Matignon, en 1974, il l'avait présenté, lui aussi, comme - un excellent premier ministre - avant de la remercier, après son départ, pour son - exceptionnelle activité - et sa - loyauté - à son égard.

Interrogé sur sa conception de l'homogénéité de l'exécutif, M. Sarre déclarait, en novembre dernier : -S'll n'y a pas une convergence

actions à mener, s'il n'y a pas la même conception des institutions et niversaire de sa nomination à de leur tonctionnement, s'il n'y a telage ne peut pas tenir longtamps. Il teut, par ailieurs, se souvenin au'un premier ministre n'est pes purement et almplement un exécunailté. A l'accord intellectuel d'ensemble doit venir s'ajouter une par là la loyauté du premier minis-tre à l'égard du président de la République et la conflance du président de la République dans

son premier ministre. . Entra le chef de l'Etat et son second premier ministre, i' - accord Intellectuel d'ensemble - se traduit essentiellement par une identité de vues sur la tâche prioritaire - le redressement de l'économie françalsa, qu'il convient de pouraulvre, — et sur les mesures à mettre er œuvre pour y parvenir, en dépit des mécontentements qu'elles auscitent ici ou là.

La - relation personnelle - qui unit les deux hommes se fonde surtout, semble-t-it, sur un respect blen que M. Barre n'alt lamais été Indulgent pour le laxisme économique des précédents gouvernements et donc du minietre des finances de l'époque. M. Giscard d'Estaing. Manifestant un attachement gaulflen aux institutions, ayant une haute conscience de son rôle et un sens

très développé de la hiérarchie constitutionnelle, le successeur de M. Chirac s'accommode bien, an outre, de toutes les conséquences de la présidentialisation du régime. Dans leurs fonctions et osychonent, le président de la Répubilque et le premier ministre paraissent se compléter. Tandis que

M. Giscard d'Estaing pratique habifement l'art de l'anesthésie en s'employant à sécuriser et à dédramatiser, M. Barre se livre aux opérations chirurgicales sans douceur en répliquant aux plaignants qu'il vaut mieux avoir un peu mai aujourd'hul que très mai demain. cette communauté d'esprit n'expli-

quent pas totalement le fonctionnement harmonieux, depuis 1976, du tandem Elysée-Matignon. Entre les tence pacifique résulte aussi des enseignaments que M. Giscard d'Es- à Mationon. taing a tirés de son conflit avec M. Chirac.

Le chef de l'Etat, à partir de l'automne 1978, a modifié son attitude sur deux points. D'une part, en installant à l'hôtel Matignon un nonparlementaire, il a cherché à dégager l'action gouvernementale des pressions des partis et à resserrer la

l'égard du président de la République, comme le général de Gaulle l'avait fait en 1962, en remplaçant pidou. Cette orientation a été accentuée, dans le deuxième gouvernement Barre, fin mars 1977, par la suppression des trois ministres d'Etat qui avalent constitué l'ossature politique de l'équipe gouvernementale précédents. Irrité par les querelles qui avaient émaillé, au sein de la majorité, la campagne des élections municipales, M. Barre avait demandé. et obtenu, le départ de MM. Olivier Guichard (R.P.R., Justice), Michel Ponlatowski (R.L., Imérieur) et Jean Lecanuet (C.D.S., plan et aménage-

D'autre part, le chef de l'Etat a voulu clarifier la répartition des tâches et consacrer l'autorité du premier ministre sur les ministères et l'administration pour éviter que l'Elysée ne devint en permanence. une instance arbitrale entre l'hôtel Matignon et les membres du gou-vernement. Ainsi M. Giscard d'Estaing a-t-il souligné, dès la nomination de M. Barre, qu'il appartenait à celui-ci, « et à lui seul », de « diriger et coordonner l'action de tous les ministres », en conduisant l'action du gouvernement « dans la piénitude de ses fonctions ». M. Barre a fait en sorte que ces directives présidentielles soient sulvies à la lettre. Si les ministres adressent directement au président de la République des informations qu'ils jugent utiles à l'exercice de ses responsabilités, les décisions éventuelles de

- Quand un de mes chargés de mission discute d'un dossier et de nos propositions avec M. Souble (conseiller du premier ministre charge des affaires sociales) ou avec mier minietre chargé des affaires de justice, de la fonction publique, etc.), en présence d'un conseiller du préaldent de la République, c'est aux conseillers du premier ministre qu'il ment. Ce sont les conseillers du premier ministre, qui tranchent, Et al jamais festime que tel ou tel dossier, plus perticulièrement politique, doit être examiné par la pré-

ce demier leur sont transmises par

le premier ministre.

Certes, dans la pratique, comme sous les présidences du général de Gaulle et de Georges Pompidou, aucune décision essentielle n'est prise sans avoir été entérinée, au préalable, par l'Elysée. Les mises au point ultimes, pour les affaires Importantes, se font au cours des audlences bihabdomadaires que

M. Barre, le lundi et le jeudi à 18 h., ainst qu'à l'occasion de nombreux échanges téléphoniques. Et le dersident de la République qui fixe les orientations de la politique à suivre. Ce rôle suprême d'inspiration, de contrôle, le chef de l'Etat ne manque pas de la rappelar en rendant publiques les lettres qu'il adresse régulièrement au premier ministre, soit pour déterminer le programme détallié des travaux du gouvernement (les demières directives en date, publiées le 26 avril, fixalent le calendrier gouvernemental de mai . à octobre), solt pour indiquer les actions à entreprendre dans certains domaines précis (en 1978, par exemple, les lettres relatives aux pro-blèmes de la Corse et au développement économique du Sud-Ouest). M. Barre exerce ses prérogatives de chef d'état-major mals l'autorité souveraine demoure à l'Elysée. « // n'y a pas de dyarchie », souligne

Figé dans l'isolement

voiontiers le premier ministre.

Si, dans le domaine économique. l'échec de la médecine Barre contre l'inflation et le chômage, en partie Imputable à l'évolution de la conjoncture internationale, se trouve tempéré par la tenue relative de la monnale et le rétablissement, en 1978, de l'équilibre du commerce extérieur, dans le domaine politique, en revanche, M. Barre n'a que le chef de l'Etat lui avait demandé de prendre, en 1976, - pour élargir, notamment vers le centre gauche, la majorité présidentielle », puls, en 1978, pour « ouvrir la vole d'une large union nationale ». Son penchant pour l' - ouverture = est apparu très modéré, sa prudence M. Hadas-Lebel (conseller du pre- s'expliquant facilement, au demeurant, par son souci de ne pas accroître l'irritation des gaullistes devant les initiatives présidentielles. Le premier ministre n'a lamais donné l'impression, par exemple, de prens'oppose éventuellement et al le dre au sérieux la mission sur l'em-représentant de l'Elysée intervient, ploi confiée par le chef de l'Etat c'est pour approuver leur position, à M. Robert Fabre dans le but de

Bon gré mai gré. M. Barre a reçu le soutien des parlementaires de la majorité, mais il s'est toujours tenu à l'écart des formations politiques dont il a souvent dénigré les précocupations électoralistes. En retour, les partis de la majorité n'ont pas relayé le chef du gouvernement dans ses campagnes d'explication. Aussi, pour le proche avenir, le sort politique de M. Barre, qui s'est figé dans son isolement originel, paraît-ii dépendre exclusivement de

M. Giscard d'Estaing.
M. Barre a, toutefois, acquis au cours de cas trois années une dimension nouvelle. S'll n'a pas battu les records de popularité, son personnage s'est imposé. Après tout, il est le premier ministre qui, si contesté solt-il, n'a pas provoqué l'échec de la majorité aux élections législatives de 1978, comme certains le craignaient il n'a pas non plus portu tort aux giscardiens lors des élections européennes. Il a affronté plusieurs conflits sociaux sans perdre le contrôle de la situation. Il sesume son impopularité qui sert d'écran à l'audience du président de la République. Le chef de l'Etat semble d'alileurs partager son sentiment selon lequel « foin d'avoir de la sympathie pour ceux qui les flattent, les Français ont du respect pour ceux qui teur tiennent le lan-

gage de la vérité ». La crise économique persistant M. Barre reste-1-11 aux yeux du chel de l'Etat l'homme . le plus apte - à l'affronter ?' En arrivant à l'hôtel Matignon, le successeur de M. Chirac avait demandé trois ans les choses étant ce qu'elles sont, il lui pareit maintenent que deux ans de plus sont nécessaires pour surmonter le choo. Deux ans : c'est le temps qui nous sépare de l'échéance présidentielle de 1981. Une échéance qui appellers, peut-être, un autre traitement poli-

ALAIN ROLLAT. (Mercredi-22 août.)

Le Monde dossiers et documents de juillet-cout-septembre

> LE ZAIRE Le numero : 3 F.

M APRÈS LES PREMIERS AFFRONTEMENTS E différentes parties en conflit c

THE THE AST STREET, AS ADDRESS OF THE PARTY OF THE PARTY

LES DIFFICULTES

gouvernement gèle les prix de

des services et restreint

and AME :

· Street Pirch Schoolsten.

Property law and the second LA VIOLENCE

in 55 3001 1214

DÉNOUEMENT DANS LE CONFLIT DE L'EX-« FRANCE »

Deux remorqueurs néerlandais ont aidé le «Norway» à quitter Le Havre

L'action engagée par les syndicats, au début de la semaine, et les différentes manifestations organisées par la C.G.T. n'ont pu s'opposer au départ de l'ex-

«France» vers les chantiers allemands. C'est tiré et escorté par quaire remorqueurs de haute mer — deux hollandais et deux français de la compagnie

way - a quitté Le Havre, samedi 18 juillet, pour gagner Bremerhaven, en Allemagne fédérale, où il sera transformé.

Chiffres et nostalgies

Les cris du cœur, les barouds d'honneur, les cortèges, les banderoles et autres calicots, les polémiques politiques, qui, au Havre, autour de la deuxième mort du paquebot France, alimentent de puis plus d'une servature les chronièmes maritimes. tique à Saint-Nazaire, de La Ciotat, de Dunkerque, de La Seyne ou de Dunkerque, de La Seyne ou de Dunkerque à Nantes) lorsqu'il s'agit de la construction de navires neufs.

Ainsi, c'est une somme de 300 à 450 millions de francs (le gouvernement, n'a jamais voulu publier le chiffre exact de peur de remontrances de la Commission de la C.E.E.) qui a été accordée à deux grands chantiers français cet hiver pour que la commande de quatre navires porte-conteneurs destinés à un armement polonais soit passée en France. La raison détermien France. La raison détermi-nante de cette aide publique était la situation sociale très grave dans la région de Saint-Naraire et de La Ciotat.

Toutefols, les chantiers de construction et de réparation français peuvent, lorsqu'ils le veulent, se montrer très compé-titifs. C'est le cas notamment des Ateliers français de l'Ouest, à Brest, où sont réparés de très nombreux grands pétroliers, et de la C.M.R. à Marseille.

D'autre part, la commande d'un grand paquebot de croisière pour la Home Line a été passée il y a quelques semaines aux chantiers de La Seyne, ce qui montre que les entreprises francaises de ce secteur sont capa-bles, techniquement et financièrement, de construire tous les genres de navires. Dans le cas du Norvozy, l'avance dont bénéfi-cialent les chantiers allemands était toutefois certaine, d'autant plus que l'armement allemand Hapag Lloyd vient de confirmer la construction par les chantiers de Brême — notamment celui qui réparera le Nomony — d'un

paquebot dénommé Europa, de 27 000 tonneaux.

Il est illusoire de croire que le France (très gros consommateur de carburant, conçu pour les traversées difficiles de l'Atlantique. non pour «lécher» les îles des Antilles), aurait pu, dans les cir-Antilles), annait pu, dans les circonstances économiques actuelles, être exploité sous pavillon français pour faire des croisières. Le statut des marins français est sans doute le plus avantageux du monde (1). La loi interdit que des marins étrangers soient embarqués sur des navires français, sauf à de rares exceptions. Les syndicats, et notamment la C.G.T., veillent rigoureusement — excluant toute négociation — à ce que cette loi ne soit pas transgressée.

transgressée.

Ce qui a d'ailleurs provoqué, à l'automne dernier, un long conflit dans la marine marchande car Paquet (seul armement français à exploiter encore trois navires de croisière) avait décidé d'embarquier cent soivante dix marine.

quer cent soixante-dix marins indonésiens pour les services d'hôtellerie. Selon l'armateur, sans cette possibilité, la compa-gnie anrait accusé un déficit annuel d'au moins 12 millions de francs. Les pays qui font naviguer des bateaux à passagers dans la mer des Caraïbes ont d'ailleurs tous recours à des équipages enquer cent soixante-dix marins

(1) Les marine français, allemands, belges, néeriandais, suédois se si-tuent dans le peloton de tête, bien avant les marins britanniques no-tamment. En Prance, les navigants bénéficient de la retraite à cin-quante-cinq ans. Ils ont droit à dix-espt jours de congé par mois d'embarquement. Un eccond capi-taine (avec une ancienneté moyenne) bouche environ 10 000 F par mois.

grande partie composés de marins du tiers-monde, ca qui allège considérablement les charges d'exploitation puisque le cont des équipages affectés à l'hôtellerie représente près de 35 % du prix de revient de l'exploitation d'un bateau français de croisière.

bateau français de croisière.

Outre cette série de questions auxquelles il faudrait en adjoindre d'autres (pourquoi la solidarité ouvrière ne s'étend-elle pas à l'ensemble des marins de commerce, à l'ensemble des ports français, aux quinze mille dockers?), il faut adresser au moins une interpellation au groupe Tag et à M. Akram Oijeh, le précédent propriétaire du France.

L'homme d'affaires saoudien reste en effet dans cette af-faire singulièrement discret Loin sout ess propos, maintes fois et ostensiblement répétés, selon lesquels il était un grand ami de la France et il voulait répandre à l'étranger le renom de la culture, de la civilisation et des traditions françaises. En quelques mois, et après s'être fait facilement une large publicité, il aura revendu le plus grand paquebot du monde à peu près au prix auquel il l'avait acheté.

Oublie-t-il déjà que, an début de juin 1978, rejetant catégoriquement des rumeurs de revente du ment des rumeurs de revente du paquebot, il avait, sans le démentir, laissé un de ses porte-parole officiels décisrer : «Ce navire n'est pas seulement pour nous une affaire financière, c'est un symbole; même s'il nous coûte de l'avjent tel qu'il est ancré actuellement au port du Havre, sons emploi, nous ne nous en séparerons à aucun prix, »

FRANÇOIS GROSRICHARD. (Sameli 18 août.)

ement an un (dix nimecos) : 30 P

Le gouvernement gèle les prix des produits et des services et restreint les crédits

Le récent rapport annuel de l'O.C.D.E. sur la Yougoslavie préconisait un freinage de la croissance pour éviter que les tendances inflationnistes conjuguées au chômage ne remettent trop séverement en cause la sta-blité économique. Or l'hiver s'annonce difficile, surtout après les dernières décisions du gouvernement.

Beigrade. — Avant de se séparer pour les vacances, les parlementaires ont examiné la situation économique du paya. L'Assemblée nationale a constaté l'existence de «tendances positives»: maintien d'un taux élevé de production et de l'emplot, résultats appréciables obtenus en utilisant du charbon, au lieu de pétrole et des matières premières nationales, effort des entreprises pour une exploitation efficace de leur capacité de production, etc. Mais son attention s'est portée surfout sur les «tendances négatives » dues, a-t-il été dit, au non-respect des accords sociaux sur lesquels repose le plan de 1979.

Ces tendances « négatives » se

ces tendances « négatives » se manifestent en premier lieu en matière de prix : en dépit d'un système de contrôle, d'ailleurs compliqué, les prix n'ont cessé de monter, et certains à un rythme vertigineux. On avait prévu que les prix de détail ne devraient augmenter, en 1979, que de 13 % par rapport à décembre de l'année dernière. Or au 1° juillet déjà, la hausse était de 15 % selon les sources officielles et de 19 % celon la presse. À la même date, les sources officielles et de 19 % Leion la presse. A la même date, les prix des produits agricoles et des services, qui n'auraient pas dû augmenter de plus de 9 %, avaient doublé. Seuls les prix des produits industriels se tiennent relativeindustriels se tiennent relative-ment bien. D'autre part les sta-tistiques officielles indiquent une augmentation du coût de la vie de 13,5 % (contestée par la presse qui avance le chiffre de 19 %, et M. Duzounovitch, membre du gouvernement fédéral, a déclaré que l'inflation « approche de 20 %, ce qui pas s'est pas materi demuis ce qui ne s'est pas produit depuis des années »).

Un tel état de choses est attri-bué à la hausse du prix du pétrole, mais aussi et surtout à une activité économique « en surchauffe ». Le consommation a atteint un niveau jamais enre-gistré. Au cours du premier semestre, elle a été de 40 % supe-rieure à celle de la même période en 1978. Les investissements sy sont taillé la part du lion. Pour

De notre correspondant les ramener aux possibilités du pays, les banques ont recu l'ordre de ne plus accorder de crédits pour les investissements non

de ne pius accorder de crédits pour les investissements non productifs. On espère ainsi mettre un terme à un procédé en usage depuis des années qui permettait à diverses organisations socio-politiques, administratives, culturelles, sportives et autres de construire pratiquement sans possèder de fonds propres. La première consequence de cette mesure sera l'ajournement de la mise en service de certains ouvrages ou l'arrêt pur et simple de constructions en cours. Des restrictions frappent également les crédits à la consommation qui se chiffrent chaque année par disaines de militards de dinars. Les autorités exigeront dorénavant une stricte application du principe seion lequel le montant du salaire doit être le résultat de la productivité et non de la hausse du prix des produits d'une entreprise ou de spéculations auxquelles les entreprises ont quelqueflos recours pour s'assurer un revenu plus éleva. Si les accords autogestionnaires conchis à ce sujet ne sont pas respectés, les salariés devront restituer le trop-perçu. Les ouvriers et employés de cent quaire - vingts entreprises de Skopije, annonce la presse, auront ainsi, du moins théoriquement, à rembourser 279 millions de dinars.

Déséquilibre

de la balance commerciale Parmi les facteurs de stabilisation économique il en est un auquel est attribuée uns importance
toute particulière. La Fédération,
les Républiques fédérées et les
communes ont décide, d'un commun accord, de « geler » jusqu'au
30 septembre les prix des produits
et des services à leur niveau du
3 août. Par la suite, seuls les prix
de certains produits pourront
augmenter alors que les autres
demeureront gelés ou seront ramenés au niveau prévu au début
de l'année.

de l'année.

La décision a été saluée par l'opinion publique. Elle suscite cependant des réserves de la part des entreprises qui craignent une réduction de leurs revenus. Certaines antreprises aprat en certaines antreprises aprat en certaines antreprises aprat en certaines de l'entreprises aprat en certaines en cer

ROUMANIE:

La crise énergétique pourrait remettre en cause la politique d'indépendance

d'un appareil téléphonique passait de 926 à 3 000 dinars...

Le déséquilibre de la balance
commerciale s'est aggravé. De
janvier à juin 1979, les importations se sont montées à 113,4 milliards de dinars et les exportations à 54,2 milliards. L'essentiel
du déficit est enregistré avec les
pays industriels où la Yougoslavie a acheté pour 67,7 milliards
de dinars (40 % de plus qu'en
1978) et n'a vendu que pour
23,8 milliards. A ce propos,
d'amers reproches sont adressés
à la Communauté européenne,
accusée d'avoir soumis les produits yougosiaves à un « sévère
régime de contrôle ». Et comme
les négociations en vue de la Vienne. — Jusqu'où le président Ceausescu est-li décidé à mener la « guerre de l'essence » au sein du Comecon, l'association éco-nomique de la communauté socialiste? Vendredi 10 zout, le diri-geant roumain a haussé le ton d'un cran en établissant un lien geant roumain a haussé le ton d'un cran en établissant un lien direct entre le poids des charges militaires au sein du pacte de Varsovie et les problèmes socio-économiques croissants que connaissent les pays socialistes.

Dans un discours prononcé dans la ville minière de Lupeni, dans le sud-ouest du pays, M. Ceaussescu a déclaré : « La politique d'armement a attent un niveau que rien ne saurait justifier. Nous pensons qu'il est nécessaire d'assurer les conditions pour la défense de l'indépendance de la patrie. En ce qui nous concerne, nous respectons les obligations envers les pays auxquels nous sommes alliés. Mais nous trouvons que l'on a abouti à une limite au-delà de laquelle les dépenses militaires nous mettent en état d'insécurité, et lettent de lourds fordeaux sur les épaules des peuples, représentant ainsi un grave danger pour la paix mondiale. »

Le dirigeant roumain a suggéré de réduire graduellement les dépenses militaires de 10 à 15 % dépenses militaires de 10 à 1 les négociations en vue de la conclusion d'un nouvel accord avec l'organisation de Bruxelles traînent depuis plus d'un an, des suggestions sont faites de divers côtés en vue de rechercher d'autres partenaires qui feralent preuve « d'une plus grande com-préhension » en ce qui concerne les revendications yougoslaves. Le déficit de la balance com-merciale sera cependant com-pensé en partie par les revenus du tourisme (on en attend plus de 800 millions de dollars) et les envois des ouvriers yougoslaves travaillant dans les pays occi-dentaux (2 milliards de dollars environ).

de réduire graduellement les dépenses militaires de 10 à 15 % d'ici à 1985 et de consacrer une partie des sommes ainsi dégagees au développement somo-écono-

nomique serait incomplet si lon no faisait pas état du facteur épargne. Les citogens avaient, fin juin, sur leurs comptes privés en banque, 140 milliards d'épargne en dinars et 115 milliards en demique. M. Ceausescu avait formulé des reproches similaires envers le pacte de Varsovie, auquel son reproches similaires envers le pacte de Varsovie, auquel son pays appartient, au mois de novembre dernier. A l'époque, il avait publiquement annoncé que l'a reproches au nom des ouvriers émigrés et des membres de leur famille, des propriétaires privés de pensions-restaurants et divers services qui font payer les touristes étrangers en devises, des exploitants agricoles privés qui vendent au marché libre leurs produits à prix d'or, et de toute une catégorie de gens aux revenus d'origine souvent douteuse, mais dont ne se préoccupent pas les banques. Ainsi, malgré les bouleversements actuels qui, par leur ampieur, dépassent tout ce que l'on avait connu lors des multiples « réformes économiques précédentes », la majorité des Yougoslaves ont pris, en juillet et en août, la route des vacances sans trop se soucler de l'hiver qui s'annonce pourtant difficile.

PAUL YANKOVITCH.

(Mercredi 15 août.)

De notre correspondant

en Europe centrale même la semaine dernière, au cours de sa tournée dans la ré-gion minière d'Olténie, des exem-ples des « serieuses déjutiences » existant dans le fonctionnement du secteur énergétique. Selon ses propres indications, les retards propres indications, les retards constatés dépuis le début de l'année dans la production de charhon du seul bassin de Gorj et dans la livraison d'énergie électrique par les deux centrales thermiques les plus modernes du pays équivaudraient à une quantité de 3,5 millions de tonnes de pétrole soit une perte de 560 millions de dollars. On comprend mieux, dans ces conditions, les mesures draconiennes d'économie décidées brusquement à la fin du mois dernier. mois dernier.

Le manque d'efficacité de l'ap-

Le manque d'efficacité de l'appareil de production, déjà constaté au cours du précédent quinquennat (1971-1975), avait déjà obligé les responsables du plan à revoir en baisse les objectifs pour 1980. En 1975, la production d'énergie électrique n'avait pu dépasser 53.6 milliards de kWh, solt 4 milliards de moins que le chiffre ilards de moins que le chiffre figurant sur le plan. Au vu de ce résultat, l'objectif pour 1980 (à l'origine 75 à 80 milliards de kWh) avait été fixé au maximum à 78,8 milliards de kWh. Or, selon les lives de la constant les plus récentes données, la pro-duction ne dépasserait pas l'an prochain 74 milliards de kWh. Ces erreurs répétées de prévisions paraissent être la conséquence d'irecte, mis à part l'insuffisance de la productivité, d'une mauvaise appréciation de l'évolution de la structure énergétique devuis de l'évolution de la structure énergétique devuis de l'evente. l'évolution de la structure energétique depuis dix ans. L'exemple du nucléaire est particulièrement frappant. En 1370, le gouvernement roumain mettait au point un programme nucléaire à des fins énergétiques prévoyant jusqu'en 1980 l'installation d'une puissance de 1800 à 2400 MW et une production de 10 milliards de kWh. A ce jour, la construction de la première centrale nucléaire n'a toujours pas commencé, et il est maintenant plus modestement question d'une puissance installée de sculement 660 MW en 1985.

Il en va de même pour les autres sources d'énergle. En octo-bre 1974, M. Manescu, alors pre-mier ministre, indiquatt que la part de l'énergle électrique d'ori-gine thermique et hydraulique devrait atteindre 60 % de l'en-semble de la production en 1980. Or, selon des estimations ré-centes, ce pourcentage sera infé-rieur à 58 % et, si l'on en croit M. Ceausescu, ce sont foujours les hydrocarbures qui contribuent les hydrocarbures qui contribuent actuellement pour 60 % à la pro-duction d'émergie électrique, ce qui semble être tout de même un chiffre étonnamment élevé par rapport aux indications dont on disposait jusqu'à maintenant. on disposait jusqu'à maintenant.

L'acuité de la crise pétrolière mondiale a fait prendre conscience aux dirigeants rounains de l'urgence d'établir enfin des priorités. Compte tenu de l'épuisement d'ici environ quinze ans des ressources pétrolières nationales, la première place dans le secteur énergétique sera occupée à l'avenir par le charbon. Des mines sont ouvertes, de puissantes centrales thermiques sont en construction. La part du charbon dans la balance énergétique qui était de 28 % en 1975 devrait être de 40 % en 1980, de 55 % en 1985 et de 60 % en 1990.

Selon les projets de documents

Selon les projets de documents qui seront soumis au XII congrès du parti au mois de novembre, le but de la Roumanie serait de devenir indépendante d'ici à la fin de la prochaine décennie pour son approvisionnement en carburant et en énergie. Étant donnée la stagnation, voire l'amenuisement de la production pe-trolière nationale, pendant cette période, on voit mai comment gera réalisée une telle politique. sera réalisée une telle politique.
Dans quelle mesure, d'autre part,
celle-ci est-elle compatible avec
les intentions soulignées de plus
en plus souvent ces derniers
temps de coopérer aux programmes énergétiques au sein du
Comecon? L'une des conséquences les plus sérieuses de la
crise actuelle ne sera-t-elle pas,
en fin de compte de mettre à en fin de compte, de mettre à l'épreuve la politique d'indépen-dance suivle par la Roumanie? MANUEL LUCBERT.

'(Mercredi 15 août.)

Irlande du Nord

DIX ANS APRÈS LES PREMIERS AFFRONTEMENTS ENTRE CATHOLIQUES ET PROTESTANTS Les différentes parties en conflit campent sur leurs positions

De notre envoyé spécial

Belfast. — Dix ans après les premières émeutes entre catholi-ques et protestants dans le quar-tier du Bogside, à Londonderry, et dans celui de Palls, à Belfast, les habitants de l'Irlande du Nord reconnaissent avec lassitude que l'analyse politique incline au pessimisme et que rien n'a changé ou peu s'en faut.

Le gouvernement de Londres !— comme les autres parties intéressées — admet par la voix de M. Humphrey Atkins, secrétaire d'Etat britannique pour l'Irlande du Nord (1500000 habitanta), qu'on y trouve deux traditions politiques, deux cultures antagonistes. Déterminé à débloquer la situation M. Atkins estime qu'il situation. M. Atkins estime qu'il faudra du temps.

ont été tués pendant les six premiers mois de 1979 contre qua-torse au cours de la même période

Dans ces conditions, le gouver-nement britannique n'envisage pas d'abandonner à elle-même la police locale, le Royal Ulster Constabulary, constamment ren-forcée, L'armée britannique (treize mille soldate) restera sans doute encore longtemps en Ulster.
même si son importance numérique diminue régulièrement. Il
y a 11 000 policiers, dont 3 300
réservistes à mi-temps.

There

: # ##

A. T. A. J. . .

.....

réservistes à mi-temps.

Leur action conjointe a permis l'arrestation de mille huit républicains qui purgent parfois de longues peines dans les centres pénitentiaires de Maze (Long Kesh), Crumilin road. Magilligan, Port-Laoise, Limerick, Armogh (prison de femmes) et en Angleterre. Parmi ces prisonniers, trois cent quatre-vingts font la grève de l'hygiène et refusent l'uniforme carsèral en ne portant forme carcéral en ne portant qu'une converture (a the blankett men »). Ces chiffres sont fournis

par le mouvement républicain qui coiffe le Sinn Pein provisoire et l'IRA provisoire. Ils ne semblent guère contestables. Les autorités britanniques, ne disposent de leur cotté, du moins officiellement, d'aucune statistique sur les pri-sonniers « politiques », puisque, au regard de la loi, ce sont des « criminels de droit commun ». Ainsi sait-on seulement que des loyalistes, partisans inflexibles de l'union avec la Grande-Bretagne, sont aussi emprisonnés, mais leur nombre n'est pas connu.

Depuis presque deux ans, la grève de l'hygiène menée par des prisonniers républicains fait l'objet de controverses (le Monde du 26 août 1978). Pour contrer la campagne qui vise à leur faire octroyer le statut de prisonniers politiques, le gouvernement diffuse des tracts qui montrent les cellules du centre pénitentiaire de Mars a avant a et saprès à le pascellules du centre pénitentiaire de Maze « avant » et « après » le passage des « blankett men ». En fait, embarrassées par ce problème humaniteire, les autorités expliquent dans l'un de ces tracts : « Parmi les prisonners qui observent cette grève, plus de quatre-vingt-dix sont convancus d'assassinat ou de tentative d'assassinat ou de tentative d'assassinat. Une centaine sont convancus d'attentat à l'explosif. Huit membres de l'administration pénitentiaire de l'Irlande du Nord ont été assassinés par des criminels agissant à l'extérieur par solidarité avec les prisonniers. »

L'attachement des profestants à la Grande-Bretagne

Le Sinn Fein provisoire, dont le principal cheval de batalile est exprimé par le slogan « Brits must go !» (« Les Britanniques dehors »). se pourrit de cette répression et de celle, plus quotidienne qui consiste en contrôles, interrogatoires et gardes à vue

touchant directement ou indirectouchant directement du indirec-tement un très grand nombre de familles catholiques. Selon le Sinn Fein, le mouvement de 1969, mouvement de révolte émotion-nelle, est devenu politique. Il s'agirait donc, le départ des Bri-tanniques oftenu de trouver un s'agirat donc, le départ des Bri-tanniques obtenu, de trouver un modus vivendi avec les protes-tants. Les habitants de l'Ulster, selon lui, ne sont divisés que parce que « les Brits ont crés une petite différence économique entre les classes ouvrières protes-tante et catholique».

Cette analyse supprime un peu trop rapidement l'attachement « pur et dur » des protestants à la Grande-Bretagne. Les catholiques du Parti travailliste social-démocrate (S.D.L.P.), qui ont un député sur douze élus en Ulster, ont une position infiniment plus modèrée. Ils protestent contre l'attitude intransigeante des unionistes (protestants), qui n'accep-teralent un accord qu'à la condition de conserver tous leurs pouvoirs et privilèges. Aussi le S.D.L.P. estime-t-il qu'avant de pouvoir se retirer les Britanniques ont encore un rôle à jouer pour rapprocher les deux communautés.

Récupérer le pouvoir

A l'évidence, les positions poli-tiques des partis protestants n'ont rien de commun avec celles des catboliques. Le parti unioniste officiel réclame la formation d'un officiel réclame la formation d'un gouvernement et d'un Parlement à Belfast, le Stormont, alors que ceux-ci ont été dissous en mars 1972. En fait, le parti unioniste officiel voudrait récupérer le pouvoir, du moins en grande partie, en Irlande du Nord. Il s'étonne du fait que les vingtione du fait que les vingtions districts de l'Ulster ne gerent que l'incinération des ordures. l'aménagement et l'entretien des parc et des cimetières. Il souparc et des cimetières. Il sou-haite que les services sociaux, de

la santé, de l'éducation et du logement dépendent à nouveau des organismes de la province. Le terme « quango » (quast autono-mous non government organisa-tion) dont on a baptise ces services de l'Etat est très à la mode. Le gouvernement retorque que la politique de Londres n'est effectivement pas la meilleure pour administrer les affaires de l'Irlande du Nord, mais qu'il n'en voit pas d'autre pour l'instant.

Passés maîtres dans l'exercice

Passés maîtres dans l'exercice de pressions sur les uns et les autres, les représentants de l'Ulster Defense Association (U.D.A.) assurent, quant à eux, que, depuis le mois d'avril, ils veulent couper tous les liens avec Londres. Ils restent, en fait, loyalistes, mais accusent le gouvernement de mollesse et de faiblesse à l'égard de l'IRA provisoire, « Londres accepte, disent-ils, qu'il y aut un certain nuveau de violence et se prépare à ce que cela dure avec toutes les répercussions économiques sur l'emploi». Eux non, visiblement. ploi ». Eux non, visiblement. « Non violents » durant trois ans, ils se préparent à redevenir ce qu'ils n'ont jamais cessé d'être : des para-militaires. Exaspérès par l'exhibition d'armes faite par l'TRA provisoire lors de la mani-festation républicaine de Belfast, le dimanche 12 août, ils se disent poussés par leur pase poussés par leur base.

Cette exaspération est du reste partagée par le révèrend Robert Bradford député unioniste, qui considère qu'il d'agit là d'une e guerre » déclarée et que l'armée aurait dû intervenir en bonne logique. Selon lui, les cinq mille républicains qui ont applaudi dimanche les armes présentées par des hommes en cagoules, sont des assassins potentiels. Dix ans après les émeutes du Bogside et de Fallsroad rien n'a changé. Ou si peu Chacun campe sur ses ou si peu. Chacun campe sur ses positions.

> LAURENT GREILSAMER. (Jeudi 16 août.)

Montagne

"Vos vacances...

votre séjour en France»

PATS VERT D'ARTAGNAN 2290 AIGNAN - EN - ARMAGNAG Lac - Fore - Camping Gastronomie et Vizite des CHAIS ARMAGNAC SEMPE Tél Mairie : (62) 09-24-11 Tél. SEMPE : (62) 09-24-24

Ait, 600 m. Repos dans calme et bien-être milieu forêt vosgienna. Noces, Banquets. Congrès, jusq 300 pers et Sémin, Tennis, pêche, sport, équ. etc.

ARCACHON - GIRONDE 1, rue Hovy - Tél. (16-56) 83-09-72,

HALL LES CLARINES " N.N. 74220 LA CLUSAZ (Haute-Savole) Tél.: (50) 02-42-18 HOTEL-REST LES ORMES - N.N.

Directement aur le Bassin

Séjours hiver - Pr. etudiés

Tél.: (50) 02-42-16

Situation exceptionnelle, pieta sipage

Vue imprenable - Caime Ouvert juillet - sout

67140 LE HOHWALD

Sélection immobilière France

Campagne - Mer - Montagne

27 - Eure

<u> 34 - Hérault</u>

Мет

GENTILHOMMIERE Normande en parf. état sur parc 1,35 ha, vaste séjour avec poutres appar. et chem. monumentale, cuis., 7 ch., s. de bains, w.-c., grenier pour belle salle de jeux 90 m2. Nomb. dépend. Douves autour de la maison. Chauffage central au fuel. PRIX : 860 000 F.

CABINET VERLAINE 444, rue de la Madeleine, 27130 VERNEUIL-SUR-AVRE. TELEPH : 16 32-32-88-22.

GRAND CHOIX TERRAINS

VILLAS - MAISONS

Villages avec on sans jardin

NOVAGENCE

45, ALLEES PAUL-RIQUET

VENDONS à Sète très belle affaire de LINGERIE FEMININE, LINGE DE MAISON, magsain moderne angle de rues plein centre. C.A. important. Exclusivité : AGENCE COMPTOIR MEDITERRANEEN, 2. Grand-Rue, M. Roustan, 34200 SETE. Téléphone : 74-18-32,

VAUCLUSE

84 - Vaucluse

Propriétés - Mas - Villes Appartements - Châteaux - Terrains

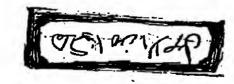
> Agence TORTEL S.A. 45 boulevard Albin-Durand 84200 CARPENTRAS Tél. : (90) 63-18-02

BANDOL

83 - Var

VARIMMO - Ag. Immob. 18, quai de Gaulle 83130 Bandol - Tél. (94) 29-55-81 vous propose tous les programmes neufs en construction, du studio au 3-4 p., aux prix constructeurs, sinsi que des villas et des terrains. 34500 BEZIERS - Tél. (67) 78-45-48 Documentation sur simple demande.

Du 16 au 22 août 1979



La répression s'étend à toutes les formations laïques

De notre envoyé spécial

troubles de Paveh et qui, en fait,

n'auraient rien à voir avec ces événements (selon certaines sour-ces kurdes à Téhéran, il s'agirait de simples instituteurs), l'imam

ce simples instituteurs), rimam Khomeiny a envoyè au Kurdis-tan le redoutable ayatollah Khal-khall en qualité de procureur général des tribunaux islamiques Le climat d'hystèrie qui règne dans certains milieux politiques à

propos du Kurdistan ne contribue

pas à jeter la lumière sur la véri-

pas a jeter la lumière sur la veri-tabl: situation sur le terrain, et rend particulièrement malaisée la tâche des journalistes. C'est ainsi que, le 19 août, la radio avait brusquement interrompu ses émis-

sions en début d'après-midi pour diffuser un appel de l'imam Khomemy ordonnant une mobili-

je suis sûs, c'est qu'on lui a raconté des mensonges.» Entre temps les ordres de l'Imam avalent été suivis à la lettre et des cen-

taines de Pasdars s'étaient attrou-pés devant les grilles de la caseme

d'Echratabad, demandant de partir pour Sanandaj. Des voitures, des camions, et des autocars — y compris un autobus urbain à

• Des colonnes de blindés se dirigent vers le Kurdistan

Tendia qu'un communiqué gouvernemental annonçait, lundi soir 20 août, que - le calme est revenu dans l'ensemble du Kurdistan », on apprenait de source officielle que plusieurs colonnes de blindés se dirigealent vers la province rebelle. Les autorités auraient l'intention, entre autres, de reprendre le contrôle de la base militaire à Mahabab, tenue par les insurgés. « La lutte du du peuple kurde d'iran, a déciaré le chet religieux Cheikh Hosseini, se poursulvra, même si elle doit durer encore cinquante ans. »

Quatorze combattants ou militants kurdes ont été fusillés, ce mardi matin 21 août, à la suite de condamnations prononcées par l'ayatollah Khalkhali, qui vient d'être nommé procureur

Téhéran. — Le procureur général des tribunaux islamiques, l'aya-tollah Azari-Qomi, continue à sé-vir. Il a. le 20 août, rendu publique une nouvelle liste de vingt-deux publications, quotidiens et pério-diques, qui devront cesser de paraître dans les quarante-huit heures. En tête figure le quotidien du parti communiste Toudeh. Mardon qui, poartant, appule les principales options économico-politiques de l'imam Khomeiny. Viznnent ensuite les organes des organisations marxistes, comme Skar, hebdomadaire des Fedayin du peuple; Toujan (maoiste) et Khalq (parti socialiste ouvrier trotskiste). Trois nouveaux périodiques humoristiques : Bohloul, Haji Baba et Mash Hassan; cesse-ront également de paraître, par-tageant ainsi le sort de l'Ahangar, le Canard enchaîne Iranian qui, chaque semaine, faisait rire aux dépens des gouvernants de Téhéran et de Qom L'Azad, publié par les vingt journalistes licencies du Keyhan, et l'Azudi, hebdomadaire du Front démocratique national, figurent aussi sur cette liste ainsi que deux revues éditées en langue turque : Yuldash et Azerbaldjan. Certaines de ces publications avaient devancé la hache du cen-seur. C'est le cas de l'hebdoma-daire de Téhéran Moussava, l'illustré dont le dernier numéro montrait en première page la caricature d'un géant fruste bran-dissant d'une main un journa-liste tremblotant et de l'autre lui fermant la bouche.

Une hystérie anti-Kurdes

L'ayatollah Azari-Qomi a précisè aux journalistes que ces mesures avaient été prises parce que « l'imam a dit que ces publi-cations sont conire la voie de l'islam et de la nation », qu'elles « propagent de jausses injormations » et « participent au complot ». Une fois de plus, la nouvelle loi sur la presse mise au point par le ministère de l'orientation nationale pour bàillonner les journaux n'a pas été invoquée. les journaux n'a pas eté invoquée. Pour qu'il n'y ait pas de confusion possible à ce sujet, le sous-secré-taire de ce ministère, M. Mehdi Momken, a indiqué qu'il n'avait pas été tenu au courant de ces mesures qui, a-t-il souligné « ont été prises indépendamment de la loi sur la presse par le procureur

général islamique ». La mesure qui frappe Mardom est la plus surprenante. L'organe du parti communiste Toudeh avait applaudi des deux mains la fermeture de l'Ayandegan qu'il pourrait cependant s'expliquer par un récent communique du parti communiste critiquant implicitement les mesures prises contre les Kurdes en demandant a une solution pacifiste de la crise du Kurdistan dans le cadre de la défense de la révolution transenne et la garantie des droits nationaux du peuple

La radio et la télévision, qui ont toujours préconisé la mise au pas de la presse non conformiste, n'accordent que peu de place à ces décisions. Elles consacrent en revanche une bonne part de leurs emissions à échauffer les esprits au sujet de la situation au Kurdistan. A lon-gueur de journée, les militaires défilent devant les micros et les cameras pour expliquer comment ils vont venir à bout des rebelles Le 20 soût, la télévision a montré la céremonie qui a precede le depart d'une compagnie de l'armée pour le Kurdistan, fanfare en tête. Au cours de la matinée, le Bazar avait fermé en signe de protestation contre le comporte-ment des dirigeants kurdes. En même temps, quelques milliers de jeunes suivaient le cortège funébre de plusieurs Pasdars tués à Paveh qui ont été enterrés en grande pompe au cimetière de Behechte Zahra, aux cris de a Exècuter Chassemlou, Cheikh Expedine Hassemi, et Matine

Daltari I > L'imar Khomelny a, pour sa part, lance un appel aux Kurdes ieurs demandant d'arrêter les dirigeants « sataniques », « agents de l'impériolisme américain et du sionisme », du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDRI). Ceux qui contribue-ront à leur arrestation — a-t-il dit — « recevont les bénédicdit — « recevront les bénédic-tions de Dieu et du Prophèle ». dit — e recevont les bénédic-tions de Dieu et du Prophète ». Après l'exècution de douze Kur-des accusés d'avoir participé aux destin ». Seion l'agence (officieuse)

général de la province. Deux collaborateurs de l'ancien régime ont été, d'autre part, exécutés

à Khorramshar, dans le sud du pays. Le procureur de Téhéran a invité toutes les organisations politiques à rendre « dans les plus brefs délais » les armes qu'elles détiennent. La répression n'épargne désormais aucune formation

Mardi matin, le siège du parti communiste Toudeh a été occupé par les millciens islamiques avant d'être placé sous scellés. Le secrétaire général du parti, M. Kianouri, avalt déclaré, lundi, à l'A.F.P., qu' « il s'absenterait pour quelques jours

> Paven a été délibérément grossle le 17 août par certains conseillers de l'imam pour l'incter à prendre des mesures extrêmes et irréversibles contre. les « mous » du gouvernement, l'ar-mée et les différentes factions de l'opposition laïque, libérale ou de

gauche.

Quoi qu'il en soit, il est certain
que l'assemblée des experts chargés de mettre au point l'avantprojet de la Constitution s'est
reunie le 19 août dans un climat réunie le 19 août dans un climat qui n'autorise aucun espoir pour ceux qui sonhaiteut l'élaboration d'une Constitution où les droits des laics seraient pris en consi-dération. On savait déjà que la composition même de cette assem-blée choisie au terme d'une élec-tion fort contestée ne dounait aucune chance aux partisans aucune chance aux partisans d'une Constitution libérale. En effet, sur les soixante-treize memhres de cette assemblée on
compte cinquante-sept mollahs,
quatre représentants des minorités religieuses et douze civils,
pour la plupart plus religieux que
les religieux. En fait seuls deux
des membres de l'assemblée
— M. Ghassemlou. c'h e f du
PD.K.I. et M. Moghaddam-Maraghi, chef du petit parti radical — pouvaient défendre le point
de vue des laïcs. De toute manière, le champ de manœuvre de effet sur les soixante-treize mem-

diffuser un appei de l'iniam m'ait consulté avant le gouverneur déclarations de l'iniam m'ait consuité avant le gouverneur général du kurdistan, Mohamed Khakiba, qui a déclaré à la presse qu'il ne comprenait pas les déclarations de l'imam kohmeiny. « l'aurais souhaité — a-t-il dit — que l'imam m'ait consuité avant de faire cette déclaration. Je ne sais pas qui l'a injormé. Mais, ce dont je suis sûr, c'est qu'on lut a recont de l'income de l'injormé. Mais, ce dont je suis sûr, c'est qu'on lut a recont des mensones » Entre de vue des laics. De toute ma-nière, le champ de maneuvre de M. Moghaddam est fort limité. Le message que l'imam Kho-meiny a adressé aux membres de l'assemblée ne prête pas non plus a équivoque. « Vous êtes là, a-t-il dit, pour élaborer une Consti-tution à 100% islamique et toute autre voie serait contraire aux souhaits de la République et du peuple de l'Iran ». Il a averti que « toute proposition qui serait que « toute proposition qui serait contraire aux enseignements de l'islam deprait être rejetée (...), seuls les chels religieux, dont certains heureusement se trouvent parmi vous, sont compétents pour décider ce qui est pour que pour décider ce qui est pour ou contre l'islam, et les autres de vraient s'abstentr d'intervenir.

double étage — avaient été réqui-sitionnés dans les rues et leurs conducteurs ahuris avaient reçu l'ordre de se diriger d'urgence vers Dans ces conditions, M. Moghaddam a fait preuve d'un beau courage lorsqu'il a dénoncé au courage lorsqu'il a dénoncé au cours de la deuxième session de travail de l'assemblée la manière dont le problème kurde avait été traité. « Il faut, a-t-il dit, d'abord négocier. L'ordre de combattre n'aurait du être donné qu'en dernier ressort. Si vous difes non à toutes les revendications des Kurdes et si vous les étouffes, c'est vous qui combattez la révolution. » Dans ces conditions, M. Mo-Qui donc a pu fournir à l'imam les fausses informations au sujet de la situation à Sanandaj? La réponse à cette question est d'au-tant plus importante que nom-breux sont ici ceux qui affirment que la gravité de la situation à (1) Capitale administrative du Kur-distan, Sanandaj est l'une des rares localités kurdes où le P.D.K.L. n'est pratiquement pas représenté.

JEAN GUEYRAS. (Mercredi 22 août.)

A LA VEILLE DU DÉBAT AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

La politique américaine à l'égard des Palestiniens demeure confuse

M. Robert Strauss est rentré, lundi 20 août, à Washington, sans avoir réussi à convaincre ses interlocuteurs du Caire et de Jérusalem d'appuyer un projet de résolution américaine reprenant en les élargissant les termes de la résolution 242. La séance du Conseil de sécurité. auquel était destiné ce projet, reste fixée au jeudi 23 août. Le relus conjoint d'Israël et de l'Egypte de soutenir la démarche américaine, quoique motivé par des raisons différentes, constitue un développement politique impor-tant », a déclaré le premier ministre israélien,

Washington - La politique améri-

caine su Proche-Orient a décidément

du mai à sortir de la confusion.

M. Andy Young reste encore, pour

quelque temps, le représentant des Etats-Unis à l'ONU, ce qui ne l'em-

pêche pas de juger - ridicule - la

politique adoptée par son gouverne

ment à l'égard de l'O.L.P. En outre,

une polémique quesi quotidienne

l'oppose au département d'Etat au

sujet de sa rencontre du 26 juillet

centrale palestinienne. On ne sait

toujours pas qui a rédigé un rapport

sur cette rencontre, onze jours evant

que M. Young avoue son - péché -

à ses supérieurs, qui, au département

d'Etat, a lu ce rapport, qui espionne

les ambassades arabes à New-York,

à qui vont les renseignements ainsi

M. Robert Strauss, l'envoyé spécial

de M. Carter au Proche-Orient, ne

paraît pas avoir fait preuve lui non

plus d'una discipline exemplaire.

Après avoir échoué dans sa tentative

de railler Israël et l'Egypte à un

projet de résolution américaine sur

la question palestinienne, M. Strauss

a fait à peine mystère de son hosti-

lité à cette entreprise. Il est à peu

près clair, à travers ses déclarations

publiques, qu'il recommandera à

à toute initiative américaine lors de

la prochaine réunion du Conseil de

sécurité. Là encore, le département

d'Etal a dû préciser que l'idée d'une

telle initiative n'avail donné lleu à

aucun «tirage» entre les divers

consellers du président, et que ceux-

ci avalent été « unanimes au momen

de la décision finale - : autrement

dit, ils ne l'étalent pas jusque-là, et M. Strauss était probablement dans

l'opposition. S'il réussit, comme c'est

probable, à railler M. Carter à ses vues, toute l'affaire aura été un pas de clerc pour les Etats-Unis, et une

Sortir du tête-à-tête

Valait-ii la peine de déciencher un nouvel affrontement avec Jérusalem pour l'exercice éminement formet

qu'est l'adoption d'une nouvelle ré solution de l'ONU? Les partisans de cette entreorise avancent

plusieurs arguments. Le texte proposé, disent-ils, auralt repris les formules - clefs de la résolution 242

favorables à l'existence d'israel, en y incorporant certains éléments

pro-palestiniens - des accords de

Camp David de l'an demier (ceux-c

appellent à reconnaître - les droits

nouvelle victoire pour israel.

MM. Vance et Brzezinski de renond

svec M. Terzi, l'observateur de la

officielle à partir du 4 septembre, annonce t-on de source autorisée proche de la présidence du conseil israélien. Le chef de l'Etat égyptian sejournera, cette fois, trois jours en Israël.
Il sera accompagné du vice-premier ministre, M. Hassan Touhami, et du ministre de la défense, le général Kamal Hassan Ali, ainsi que de membres de sa famille.

De notre correspondant légitimer et les justes demandes du peuple palestinien », notamment sa capacité à « participer à la fination de son avenir .. 11 n'v avait donc pas là de quoi offeneer quiconque. Mais surtout Washington cherchalt un moyen d'aller à la rencontre des « Arabes modérés ». sans avoir à opposer son veto à un texte proposé par ceux-ci. C'est à quot s'est employé M. Young avec un certzin succès puisque, selon lui, projet de résolution patronné par le Kowelt ne contiendrait même plus la mention du droit des Palestiniens à un Etat : Il ne serait plus question que d' « autodétermination »...

L'O.L.P. n'en a pas moins marqué 20 août à New-York une Importante Paris ».

délégation de la Conférence des leadere chrétiens du Sud (S.C.L.C.). l'organisation noire fondée par Martin Luther King et M. Andy Young, venue ouvrir un « dialogue ». C'était la première fois que la centrale estinlenne faisalt l'objet d'une telle démarche de la part d'une grande organisation américaine, si l'on excepte ses contacts avec les Américains d'origine arabe ou palestinjenne, Le pasteur Joseph Lowery. président de la S.C.L.C., a fait part à M. Terzi du soutien de son organisation - aux droits humains de tous les Palestiniens, y compris leur droit à l'autodétermination, qui comprend entre autres le droit à un foyer (homeland) . Cette prise de position, qui pourrait entraîner l'adhésion d'autres organisations noires, est une conséquence directe de l' affaire Young ». Elle inquiète communauté juive américaine.

M. Menahem Begin, devant le groupe parle-mentaire du Likoud

D'autre part, le président Sadats avancera son arrivée à Halfa d'un jour et y fera sa visite

MICHEL TATU. (Mercredi 22 août.)

dont les responsables dolvent rece-

mardi 21 août.

voir la S.C.L.C. à leur tour ce

· Selon le bureau de presse du P.C., une rencontre entre MM. Georges Marchais et Yasser Arajat, président de l'OLP, pourrait avoir lieu prochainement. Dans un communiqué publié lundi Dans un communique public fundi 20 août, le service de presse rap-pelle que : « des relations étroties de solidarité existent » entre le P.C.F. et l'O.L.P. et qu'e au cours des dennières aunées des rencon-tres à différents niveaux ont eu lieu aussi bien à Beyrouth qu'à

***** * *

::--:

3 to 2.0 -

.

State of the state

....

in

The second secon

Sur un plan général, les conseillers de M. Carter voyalent dans ce débat de l'ONU une occasion de sortir du bilatéralisme israélo-égyptien un peu trop exclusif dans lequel s'est enfermé le processus de paix de Camp David, d'y attirer les Palestiniens modérés, peut-être aussi de s'acquitter d'une dette envers l'Arable Saoudite et d'encourager l'O.L.P. dans ses ouvertures. Après tout, l'adoption par les Arabes, avec la bénédiction ouverte de la centrale palestinienne, d'un texte faisant référence à la résolution 242 aura été un pas vers la reconnaissance de l'Etat juif. En l'occurrence, la résistance est vanue non seulement d'israël, mais aussi de l'Egypte, qui n'a guère de raison de faire des gestes envers le camp arabe et craint de voir Jérusalem suspendre l'application du traité de paix.

quelques points. Son représentant à l'ONU, M. Terzi, a reçu lundi

ANNONCES CLASSÉES



SOCIÉTÉ FRANÇAISE rche pour missions de démartage de SUCRERIES A L'ÉTRANGER

1) UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN Formation A.M. ou Marine, confirmé anglais. responsabilités supervision montage.

2) UN INGÉN. CHEF DE FABRICATION

3) DEUX INGÉNIEURS DE LABORATOIRE Responsabilités contrôls des opérations de production! Exigences des postes :

- Capacité d'organisation, compaissance des hommes, inganieurs diplômés, expé-rience en sucreries aux postes considé-SALAIRES ELEVES ET POSTES MOTIVANTS Env. C.V. et lettre manuscrite s/nº T 014963 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Résumur, 75002 Paris.

Un organisme français de coopération recherche pour une Ecole d'Ingénieurs

INGENIEURS **OU TITULAIRES** D'UNE MAITRISE ES SCIENCES

Possédant une expérience professionnelle en entreprise ou dans l'enseignement pour assurar les enseignements de :

 physique. construction générale.

Ces postes sout à peurvoir à ALGER pour le 15 Septembre 1979.

Le contrat établi par le Ministère des Affaires Etrangères est de 2 ans renouvelable. Les candidatures, accompagnées d'un C.V. et d'une photo, doivent être adressées de toute



quaternaire éducation

34, rue de Liège - 75008 PARIS

qui est chargé de la sélection des candidats

MARDI 14 AOUT

LONDRES. — Quinze morts parmi les concurrents de l'épreuse de voile du Fastnet, cinq autres parmi les accompagnateurs, tel est le bilau de la tempète qui s'est abattue sur les quelque trois cent trente concurrents de la dernière épreuse de l'Admiral's Cup. Trois pachts qui surraient la course sont portés manquants : le Delnie, le Kaliridge et l'Admirable.

MOSCOU. — M. Chen Ze, vice-ministre chinols du commerce exté-rieur, quitte Moscou après avoir signé un accord commercial portant sur e les échanges et les paiements » entre l'UR.S.S. et la Chine pour 1979 Malore leurs divergences et leurs

polémiques, les gouvernements sovié-lique et chinois concluent tous les ans un tel accord. La signature qui vient d'avoir lieu est cependant le signe d'une certaine délente entre Moscon et Pékin.

JEUDI 16 AOUT

BEYROUTH. — A l'issue d'alfron-tements dans le port de Beyrouth entre l'armée et les mûless chré-tiennes, qui ont fait un tué et six blessés dans les rangs des mili-taires, deux détachements de l'armée, complant au total deux cents hom-mes, ont pénétre dans l'enceinte portuaire suns rencontrer d'oppo-sition.

L'armée dispose desormais, dans la L'armée airpose us sormais, dans la part, de près de trois cent cinquante hommes et de vingt blindés, ce qui constitue pour elle un certain suc-cès dans sa difficile tentative pour affirmer l'autorité de l'Etal.

LE CAIRE. — Plusieurs dizaines de militants de gauche sont arrêtés. Dans une intervieus accordée à l'Associated Press, le ministre de l'intérieur, M. Nabaud Ismail, pré-

du Moyen-Orient, les inculpés auraient été en contact avec « des milieux étrangers » dans le but de « mettre en question le régime, de dédintègrer le front intérieur et de porter un coup aux elforts de paix ». Le parti de la pauche égyptienne, le Rassemblement national progressiste, soutient cependant — toujours selon l'Associated Press — que quarante-six des soixante-quatre personnes arrêtées appartiennent au Rassemblement, et non au particommuniste.

OTTAWA. — M. John Dietenbaker.

communiste.

OTTAWA. — M. John Diefenbaker, qui fut premier ministre du Canada de juin 1957 à avril 1963, meurt à l'âce de quatre-vingi-quatre ans.

Membre du parti conservateur (il resta président de ce parti jusqu'en 1976) et exclusivement anglophone, il s'opposa à toutes les resendications émises à l'époque par la province du Québec et se distingua par son attitude d'extrême méflance à l'égard des Etats-Unis.

VENDREDI 17 AOUT

PARIS. — M. Juan José Scharc, qui fut fusqu'en 1972 un des prin-cipoux responsables de FETA, fait l'objet, depuis rendreds 17 août, d'un arrêté d'expuision du territoire francais pris par le ministre de l'in-

cas pris par le ministre de l'intérieur. La préfecture des Pyrénées-Atlantiques précise que, dans le cas où
M. Echave ne trouverait aucun pays
d'accueil, e il lui serait interdit de
résider ou de paraître dans les neuf
déparlements de la zone Sud-Ouest >
et que « des titres de séjour provisoire, d'une durée limitée, pourraient
lui être délivrés, en lant que de
besoin, par le préfet des départements où il aurait fixé sa résidence ».

KHARTOUM. — Un important remaniement ministériel est annoacé au Soudan par le président Nemerry. Le burcau de l'AF.P. d Khartoum indique que huit ministres, dont ceux de l'économie et des finances, des transports et des communications et de la culture, ont été démis de leurs jonctions.

D'autre pari, selon une dépêche Reuler de Beyrouth, l'opposition de gauche au régime a annoncé la création d'un e front progressinte soudanais » dont l'objectif est de renverser le régime e alin de rétablir la démocratie ». Dans un commu-niqué, le nouveau front accuse le maréchai Nemeiry d'apoir procédé à « des centaines d'arrestations ».

SAMEDI 18 AOUT

PARIS. — M. Francisco Piperno; un des dirigeants présumés du mouvement autonome en Italie, est artité, à Paris, par des policiers de la première brigade territoriale, en exécution d'un mandat d'arrêt international lancé pur le procureur de la Eépublique de Padoue.

MALABO. — L'ancien dictateur de Guinée - Equatorale. M. Francisco Macias Nguema, est arrêté, seul et sans armes, près de son village natal de Mengono. Le président déchu, qui est détenu à Bata, sera jugé par un e tribunal militaire et populaire, conformément à la volonté du peuple », a annoncé le commandant de la marina. M. Florencio Maye.

LUNDI 20 AOUT

NEW-DELHI. — Le gouvernement de M. Charan Singh décide de démissionner plutôt que d'aifronter un vole de confiance au Parlement, qu'il courait grand risque de ne pas

qu'il courait grand risque de ne pas obtents.

Le cubinet a pris-cette décision à la suite d'une réunion extra-ordinaire, après que le Congrès Indira de l'ancien premier ministre. Mma Gandhi, eut amonocé qu'il volerait contre le gouvernement, et après la démission des sept ministres et douze secrétaires d'Etat du Parti du congrès. Cetto formation était fortement divisée entre partisans et adoersaires d'une, participation au gouvernement de M. Singh. Ce dernier, qui avait prêté serment le 25 fullet. devait présenter son gouvernement devant la Chambre basse ce même jour.

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

Du 16 au. 22 août 1979

LTVOUTE

HOURS HINE CONTRACTOR le foi Hassan II déclare qu'il a

farrivee au pouvoir de Pa Cur regime and the second

in standard Call annual, asset

La confirmation d

onduit Paris à réd --

*.3 : 9 drg 1446

148 M

191 201 THE

----Separate de de

. earl frich.

18 22 asú! 1975

L'ÉVOLUTION DE LA CRISE SAHARIENNE

AU COURS D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE

Le roi Hassan II déclare qu'il ne s'opposerait pas à l'arrivée au pouvoir du Polisario à Nouakchott

fatigué qu'il ne l'avait paru ces demiers temps, la roi du Maroc a mis cartes sur table et exposé son analyse sur l'évolution du conflit saharien avec une franchise inhabituelle aux chefs d'Etat. Le ton était à la Resipolitik. Cinq points ressortent des déclarations

1) Le Polisario — dont le roi a prononcé le nom à plusieurs reprisas - est un « mouvement mauritanien », et, s'il prenaît demain le pouvoir à Nouakchott, le Maroc, considérant qu'il e'agit là d'une « aftaire intérieure », n'interviendrait

2) Le royaume est prêt, quant à jui, à défendre ses frontières - jusqu'en bout », mais il n's. désormais, plus de revendication territoriale : la question des enclaves espagnoles devrait se résoudre - sans qu'on se fâche », et, surtout, un accord existe avec l'Algérie sur Tindouf et le tracé de la frontière saharfenne, qui sera ratifié aussitôt que le climat général des relations avec Alger

3) SI l'Algérie espérait, à travers ce conflit, gagner des «fenêtres» sur l'Atlantique, elle peut mainte-nant les obtenir de la Mauritanie. 4) Si une guerre éciatait entre le Maroc et l'Algéria, les deux pays en sortiralent si épuisés que le seul véritable gagnant serait Tri-

٧:-

5) Les chances de conclure un accord avec Alger - existent - et sont « peut-être mêmes plus grandes - aulourd'hul gu'hler. La guerre ou la paix? «Je pense pouvoit vous éclairer d'ici un mois et demi au maximum », a récondu la roi. . Ouvrant sa conférence de presse, Hassan Il a tout d'abord rappelé que, depuis l'accord signé avec Madrid en 1966, c'était toulours - par la vole juridique - que le Maroc s'était fait restituer, étape par étape, ces territoires par l'Espagne. Brossant le long historiquo de ce - cheminement .. Il en volt l'aboutissement dans le rattachement du Tirle-El-Dakhla, le Maroc a défendu la légalité =, dit-il, an qualifiant l'accord d'Alger entre la Mauritanie et le Polisario de « papier signé à l'issue d'un pique-nique ».

A l'appui de sa thèse, le roi rappelle l'arrêt rendu par la Cour internationale de La Haye, qui avait estimé que le Sahara n'étalt pas un De notre envoyé spécial

nullius », que des liens d'allégeance l'unissalent au Maroc et que s'il y avait, à l'époque, conflit entre Rabat et Madrid, il n'y en aveit pas entre Nouakchott et Madrid. Or poursuit le rol, «l'accord d'Aiger allait faire du Rio de Oro une terra nuillus car on allait remettre un territoire à quelqu'un qui n'existe pas : le Polisaric (...). Cela, la Maroc ne pouvait pas l'accepter (...). Jutidiquement, nous estimons que le papler signé à Alger n'engage que see signataires ..

Le rol pense, en outre, que : La façon dont les Mauritaniens ont quitté le Tiris-El-Gharble n'est pas une décolonisation », et que l'application de leur accord avec le Polisario aurait violé les résolutions de l'ONU, prévoyant la consultation des habitants du Sahara. « Jamais le droit et la volonté des populations n'avaient été aussi gravement batoués ., a-t-il dit avant d'ajouter, évoquant la «volonté spontanée exprimée par les gens de Dakhia » : Nous avons pris nos responsabllités et, ce faisant, nous considérons que les populations ont été consul-

A partir de cette position - de droit ou de force sulvant les points de vue ,- Hassen II trace, en répondant aux questions, le cedre d'un éventuel retour à la paix dans Nord-Ouest airicain, tel qu'il l'en-

D'abord le point-clé : «Si la Mauritanie était attaquée, nous la détendrions, saut contre le Poll-sario (...). Jai consellié aux popunomment Polisario, ou bien de prendre le pouvoir chez elles, ou bien d'alier reconstruire leur pays (...). On peut remercier les Algériens d'avoir réconcillé des frères, le Polisario et la Mauritanie. C'est une affaire intérieure ». Le roi évoque ensuite le périi que

constituerait pour Rabat et Alger une guerre les opposant et dont Kadheli voudralt prendre le leadership dans la région. » A propos de la frontière avec l'Al-

gérie au Sahara, Il observe : . L'accord est signé. Il l'a été en luin 1972. Je ne renie rien de ce qui a été signé par mon ministre des attaires étrangères. » Les chances d'un accord avec

l'Algérie : « Peut-être le président - blen sans maître -, une - terra Chadil attend-li d'avoir les coudées

sont pas moindres. Je dirai peutêtre qu'elles sont plus grandes. L'accord d'Aiger n'a pas encore dit tout ce qu'il avait à dire. » Sur les intentions d'Alger, le roi

formule deux hypothèses : - La Maurhanie alleit signer à Tripoli avec le Polisario, c'était pour Tripoli ritanianne et c'est pour cele que les Algériens ont voulu que n'importe quel accord fût aigné pourvu qu'il le tût à Alger. . Par allieurs, Il y avait peut-être

dans cette attitude - une taçon de

dire : le n'ai pas de revendication

territoriale, mais l'ai aussi un droit d'accès à la mer ». Alger peut maintenant exercer ce droit « par la Mauritanie, à travers ses amis du Polisario -, commente Hassan IL Dans le domaine diplomatique, Hassen II contre les conditions dans lesquelles Rabat a été mis en minorité au dernier sommet de Monrovia qui retient l'attention. Parlant d'une annoncé que tout en n'ebendonnant pas son siège à l'organisation pinafricaine, il - resterait peut-être

Sans apparemment se soucier de la dégradation de la position internationale du Maroc dans le crise saharienne, Hassan II a Implicitement proposé à l'Algérie, au nom du réalisma, une sorte de marché. On pourrait résumer l'offre en une phrase : laissez-nous en paix à l'Intérieur de nos frontières, et nous vous laisserons agir à votre guise en Mauritanie, par Polisario inter-

absent quelque temps ».

Mals reste à savoir, d'une part, ce qui pourrait pousser l'Algérie à répondre positivement, alors que sa position diplomatique à elle s'est renforcée et, d'autre part, si la roi croft réellement, de son côté, que marché pourrait intéresser Alger. Le sombre tableau qu'il a fait des conflits, selon ful très probables, que provoquerait, entre les différentes ethnies mauritaniennes, le « retour » du Polisario à Nouakchott, lalase penser contraire.

On peut se demander, dans ces conditions, si la politique du rol du Maroc ne consiste pas à tenter sions au sein du Front, et d'enfoncer un coin entre l'Algèrie et le

BERNARD GUETTA. (Mardi 21 août.)

Dans les ∢ bases arrière > du Polisario près de Tindouf

« Le vent marocain ne peut pas nous atteindre »

vent merocain ne peut pas nous atteindre. - ici, parmi d'autres chefs de tribus dans la grande tente de cérémonie, le vieux dignitaire sahraoul sourit entre deux gorgées de the vert. Il ne dira rien d'autre que cette phrase énigmatique. Sa sentence - et son sourire tude, ces demiers jours, de tous caux out composent les « bases territoire algérien, habitants des camps de réfuglés, combattants. responsables politiques... A en croire les Sahraouis, il n'y auralt - rien de nouveau -. L'occupation de Dakhia par les Marocains ? Un simple épisode alors que « l'armée d'Hassan ! est installée en territoire sahraoul depuis 1975 . Les ravenque alaquite? . Folie expansionniste - opposée au - droit légitime du peuple sahraoul ». Les menaces marocaines d'un conflit ouvert ? Une simple provocation -.

Rien, en apparence, ne semble pouvoir troubler la sérénité du Front. Même les rélouissances organisées, jeudi 16 août, en l'honneur de M. Stefen Solarz président de la sous-commission des affaires africaines du Congrès américain, qui achevait à Tindouf une toumée des pays Sahara occidental (le Monde daté 19-20 août), ne sont en den, aux yeux du Polisario, une réplique aux cérémonies maro-

caines de Dakhia. SI le Front mobilise ses forces. Il se carde bian de le montrer dans la - concession - qu'il occupe en territoire algérien. Aucun mouvement de troupes n'est visible. « Tous nos combat tants sont dans les territoires Ilbérés », explique un leune officier. Le visiteur na trouve dans la hammada rocallieuse du désert aucun des signes annonçant une quelconque mise en état d'alerte. Passé le demier poste algérien, le . territoire . de décôts d'esu ou de carburant, d'un hôpital de campagne et de cantonnements adminis-

- Nous sommes Ici. dit un « conseiller du gouvernement », parce que la population sahrapule, tuyant linvasion maroDe notre envoyé spécial

ceine de 1975, avait besoin d'un abri. - Cette répartition entre les activités civiles et militaires, certe distinction entre . l'erracula ., permettent d'observer une grande discretion sur la force actuelle du mouvement.

der ici le blian de l'opération, lancée samedi 11 août, contre le poste de Biranzaran, situé à 150 kilomètres de Dakhia. Le Front Polisario ne donne aument du raid et ne fournit aucun chiffre de ses pertes.

Les prisonniers marocains

En revanche, les cent rocains sont blen visibles. Allgnés dans un coin de désert, près des véhicules et de l'armement récupérés par le Front, ces soldats, appartenant au compagnies qui défendalent l'accès de Biranzaran, sont arrivés la veille. Blessé à la poitrine, le commandant en second du bataillon marocain ne décolère d'avoir volontairement coupé les liaisons radio et l'aviation royale d'avoir trop tardé à intervenir. Il Ignoralt, explique-t-il. que 150 kilomètres plus loin, des cérémontes officielles avalent commencé. - Maintenu de force au Sahara occidental deux ans après avoir atteint l'ace de la retrette », cet offipourra lamais gagner la guerra. - Les témolonages de ces soldats constituent, pour le Front Polisario, la plus efficace des répliques aux - visées nsionnistes de Hassan II »... Aussi laisse-t-on le visiteur avoir de longues conversations avec les prisonniers, écouter ces récits d'une armée enlisée dans le désert, trop lourde, oubliée par Rabat, à 2000 kilomètres de ses bases. « Nos hommes n'ont plus le moral, affirme le lleutenant. Le population marocaine, dont on dit qu'elle veut la guerre, est tenue dana l'ignorance de la situation de ses troupes -. Seion ce

officier. les pertes marocaînes

dans l'engagement de Biranza-

ran s'élèveraient à « plus de deux cents morts -.

Le Front Polisario affirme qu'il n'envisage pas de s'appuyer sur l'éventuelle lassitude de l'armée marocaine. Officiellement, - mul n'a Intérêt à chercher & renverser le roi ». « Nousmêmes, nous explique M. Béchir Mahmoud Saved, secrétaire général adjoint du Front, cherchons à trouver un terrain d'entente avec lui. Nous n'avons jamais envisagé non plus une faisons la querre pour contraindre le roi à accepter un règle-

ment politique du conflit -. En revenche, les sourires des hommes du désent disparaissent forsqu'on évoque la comporte-ment mauritanien, à la suite de l'accord d'Alger. Cette fois, la réponse est donnée avec précision : - Notre amie la Mauritanie est une autruche qui se trouble dès qu'elle se sent inquiétée » estime M. Sayed. Nouakchot n'auralt pas, selon le secrétaire général adjoint du Front, respecté les clauses aecrètes contenues dans l'accord signé le 5 sout : les Mauritaniens n'auraient pas tenu leur promessa de maintenir una présence provisoire dans le Tiris-El-Gharbia, - le temps de mettre sur pled l'organisation des conditions d'un règlement politique généralisé auquel le Maroc auralt été associé ».

Les Sahraouis n'en font pas mystère : ils auralent souhaité que les Mauritaniens louent en quelque sorte un rôte tampon dans cette région du Sahara occidental. « Or, explique un combattant, ils ont ful, laissant nos populations aux mains des Marocains, alors qu'ils devaint connaître le risque d'un coup de poker de la part de Hassan II ».

L'ombre de la colère est passée et nos interiocuteurs retournant à leurs silences tacvralment au Sud-Marocain comme Il l'a annoncé ? Cher chera-t-R l'épreuve de force? Mystère. - Notre mouvement de répète-t-on sous la tente quand le soir tombe sur le désert Nous ne sommes pas Impa-

PHILIPPE BOGGIO. (Mardi 21 août.)

Empire Centrafricain

La confirmation des tueries d'enfants conduit Paris à réduire son aide à Bokassa I^{er}

La « mission de constatation » que les participants à la conférence tranco-atricaine de Kigali avait chargée, en mai dernier, d'enquêter à Bangui sur les massacres d'enfants centrafricains perpétrés par la police et par l'armée de l'empereur Bokassa F. a rendu public son rapport le jeudi 16 août, à Dakar. Ce texte conclut à la participation personnelle « quasi certaine » de l'empereur dans une répression

qui a fait eentre cinquante et deux cents

La France, qui avait décidé d'attendre la publication du rapport pour déterminer son attitude à l'égard du régime centratricain. a annoncé la suppression de toute l'assistance technique qu'elle accorde à Bangui, à l'exception de celle qui porte sur les services de senté la fourniture de vivres et l'éducation, afin de ne pas porter préjudice

aux populations. Les subventions budgétaires sont également supprimées. Le suspension de l'aide militaire, au demeurant faible, avait été décidée en mai dernier.

A Bengui, M. Mamba Garaboum, conselljuridique de l'empereur, a déclaré que le repport de la mission d'enquête « n'a donne aucune preuve formelle » de la participation de Bokassa la aux massacres.

UN DÉFI RELEVÉ

Rompant avec la tradition blen établie des missions d'enquête, qui sont le plus souvent destinées à étouffer les scandales par trop génants, les cinq magistrats afri-cains dépêchés à Bangui par les chels d'Etat reunis à la conférence de Kigali ont rédigé un rapport d'une accablante précision. On connaissait dejà les conditions atroces dans lesquelles la police et l'armée centrafricaines ont massacré, au début de l'année, au moins une centaine d'enfants. La participation personnelle de Bokassa I'r à la tuerie était également incontestable.

matte per la RARI. le Monde. Gérante : armes Fauvet, directeur de fa publication



Reproduction interdite de lous arti-ties, sant second exec l'administration.

1975

ignore la périphrase et les pru-dences protocolaires ; il faut tonte la manvalse foi embarrassee du conseiller juridique de l'empereur pour en contester la « crèdibilité » en invoquant le e manque de preuves et de confrontations a.

Henreusement, aides par l'inconscience de Bokassa I., qui a autorise leurs envoyes à mener leur enquête, les obels d'Etat africains out douné au monde l'exemple d'une attitude responsable et courageuse. Se désolidarisant avec éclat d'un criminel, ils ont démontré que la communauté internationale pouvait fort bien - en l'espèce dans un cadre régional — violer le tabou qui,

au nom de la « non-ingérence ».

couvre toutes les turpitudes des

puissants d'un diplomatique man-

tean de Noé.

Pour la première fois, dans un

cas particulièrement révoltant de

violation des droits de l'homme,

la solidarité inaveuée mais effi-

cace des détenteurs du pouvoir

n'a pas joué. Les pairs du chef de l'Etat Centrafricain ont

accepté de laisser divulguer ses

crimes dans toute leur ampleur.

Le rapport rendu public à Dakar

tectrice du bourreau de Bangui -paraît quelque peu dérisoire. Si elle pouvait attendre par courtoisie le rapport de la mission pour se prononcer sur des forfaits pourtant évidents, fallait-il, comme le firent respectivement les ministres des affaires étrangères et de la coopération, juger les faits « insuffisamment établis » ou les qualifier de « pseudoévénements ». Prudente jusqu'à la complaisance, la diplomatie française s'est fâcheusement distinguée ces derniers temps par l'étroitesse et la qualité des rapports que ses représentants entretenaieut avec les chefs d'Etat des dictatures les plus abjectes, de la Guinée-Equateriale au Nicaragua et de l'Ouganda à l'Empire Centrafricain. Si la participation des troupes zairoises aux massacres de Bangui, évoquée par le président de la mission, mais qui ne figure pas dans le rapport, était éta-blie — un donte sérieux subsiste à son propos, - Il faudrait ajonter à ce palmarés le sontien accordé au président Mobutu, et qui vient encore de se traduire par l'an-

Du même coup, l'attitude passée

de la France - longtemps pro-

nonce d'une participation de l'armée française aux manœuvres des forces de Kinshasa.

divisée mais résolue, renié ouvertement par ses pairs africains, Bokassa I'r devrait voir s'effondrer assez vite son empire de pacotille. La succession est désormais activement préparée à Paris et à Bangui même, et les candidats de valeur à la restauration de la République Centrafricaine ne manquent pas. Même si le monarque tente, dans un ultime chantage, de trouver, en Libye ou ailleurs, une aide propre à étayer son trône chaucelant, les sanctions que va prendre Paris dans le domaine de la coopération ne pourront qu'accèlérer sa chute.

C'est d'une certaine « sagess africaine » que vient, en tout cas, un enseignement dont le champ d'application, en ces temps de génocides et d'atrocités, est bien plus large. L'êternel defi ac tyrans, que Suétone prétait déjà à Caligula : « Senviens-toi que tout m'est permis envers tous pent parfois être relevé.

(Samedi 18 août.)

Nigéria

L'élection de M. Shagari à la présidence est contestée par ses adversaires

M. Albaji Shebu Shagari, dirigeant du parti national du Nigéria (N.P.N.), a été officiellement proclamé chef de l'Etat le jeudi 16 août, à Lagos. Les résultats du scrutin du 11 août, cependant, sont contestés par les quatre adversaires du vainqueur. M. Shagari doit prendre ses fonctions le 1" octobre, mettant ainsi fin à treize années de régime militaire.

Une facune de la tol électorale mixte », M. Shagari s'est fait l'avonigériane risque de ternir la victoire cat de la libre entreprise et le de M. Shagari au scrutin du 11 août. défenseur des inve Avec environ 5.7 millions de volx, sur les 16,8 millions de suffrages exprimés (1), il devance pourtant sensiblement ses quatre rivaux, et d'abord le principal d'entre eux, le - chef - Obafemi Awolowo, leader du parti uni du Nigéria ((U.P.N.), qui a obtenu 4,9 millions de volx. Mais les textes prévolent que, pour être proclamé président, il faut avoir obtenu au moins 25 % des suffrages dans - le tiers au moins des dixneul Etats de la Fédération ». Or M. Shagari n'a obtenu cette majorité du quart que dans douze Etats (et un peu plus de 20 % dans un

treizième, celui de Kano). Les adversaires de M. Shagari exigent donc que soit mis en route le mécanisme du second tour une élection par les parlementaires des Assemblées d'Etat. La commission électorale fédérale, pourtant, a retenu l'interprétation favorable à tandis que ses adversaires, fulminant contre une - mathématique ue treuduleuse », ont annoncé qu'ils allaient se pourvoir devant les

Agé de cinquante-quatre ans, le nouvel élu était considéré comme le plus conservateur des cinq candidats. Bien que le programme du N.P.N. délende une - économie

(1) Il y a environ quarante-huit milions d'électeurs au Nigéria. Le scrutin du 11 août était le dernier d'une série de tinq consultations organisées par les militaires pour permettre le retour à un régime civil.

gers (il a été le directeur de la firme Peugeot du Nigéria). Le leader du N.P.N. a annoncé à la fois qu'il relanceralt le secteur agricole (vital pour le pays mais négligé depuis le - boom - pétroller) et qu'il pouseeralt la production d'hydrocarbures En politique étrangère, M. Shagari est un partisan de la continuité. Le Nigéria restera, en particuller, un membre actif de l'OPEP. Mals le nouvel élu entend mener une politique plus dure que ses prédécesseurs militaires sur la question rhodésienne. Ses biographes rappellent, en outre, qu'il a, en vain, défendu

la crezion d'une cour d'appel fon-

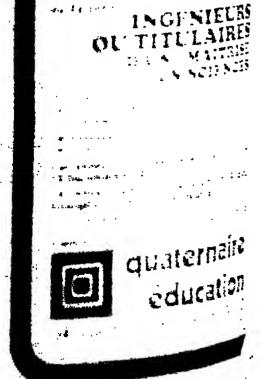
dant ses décisions sur la loi Isla-

mique. Originaire de l'Etat de Sokoto,

au nord-ouest de la Fédération, M. Shagari est un musulman

D'abord enseignant, M. Shagari, qui est fils d'un chef de village, a été élu député pour la première fois en 1954. Dès avant l'indépendance acquist en 1960, il a occupé des fonctions ministérielles. Lorsque le général ironsi s'est emparé du pouvoir, en 1966, li était ministre des travaux publics et l'un des très proches collaborateurs de Sir Abubakar Tafewa Balewa, premier ministre, tué dans le coup d'Elat. En 1971, li est revenu au couvernement ; il est resté. usqu'en 1975, ministre des finances

du général Gowon. Le nouveau président doit prendre ses fonctions le 1er octobre prochain. après treize années de régime mill taire. Il est élu pour quatre ans. (Samed! 18 août.)



the first

ANNONCES CLASSES

me a l'exact de l'aleminiment de l'estatement

A CONTRACTOR OF THE

ent & franklige.

4512 marr

Militaries Comments

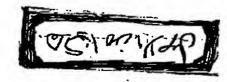
Mars 2.44

· 200 mg

■/■ #

- L --

De 16 au 22 août 1979



AMÉRIQUES

LA DÉMISSION DE L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS A L'ONU

M. Carter risque de perdre le soutien de l'électorat noir

pleurer en annoncant le départ de son ami Bert Lance, la directeur du budget, contraint à la démission par ees scandales financiers. Mercredi 15 août, la démission de M. Andy Young a aussi fait couler des larmes mais chez la personne dont on attendalt le moins une telle manifestation M. Powell, la porte-parole de la Maison Blanche, pleuralt tant qu'il eut du mai à lire jusqu'au bout la lettre de M. Carter acceptant a avec un profond regret - la démission de con ambassadeur à l'ONU. Mais le rapprochement entre ces deux démissione - à scandale - s'arrête là : le départ de M. Young n'est pas seulement beaucoup plus noble, il est ausei plus lourd de conséquences tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, éclipsant même en ampieur le remaniement du cabinet le mois demier.

L'ambassadeur assure que ca départ ne lui a été réclamé ni même suggéré par aucun membre du dès le soir du 13 août, sa lettre de démission, après que le département d'Etat eut diffusé la version exacte de sa rencontre du 26 juillet avec le représentant de l'O.L.P. à l'ONU. et fait savoir le « déplaisir » de MM. Carter et Vance à ce sujet. - Je crains que me conduite, écrivait M. Young au président, n'ait créé en plusieurs occasions de sérieuses difficultés au gouvernement. J'ai toujours agi dans ce oul me paraissait être le mellieur intérêt de notre pays, blen que les Interprétations soient souvent ellées en sans contraire. »

Après avoir noté que le succès des plans de la Maison Bianche - dépend dans une grande mesure d'un rèclement au Proche-Orient », il ajoutait : C'est pourquoi /i est extrêmement embarressent que mes actions, quelles que solent leurs bonnes Intentions, alent pu porter tort au processus de paix. » Il démissionnait donc, tout en se disant prêt à ner ce mois-ci la présidence du Conseil de sécurité, à conduire une mission commerciale en Afrique prévue pour le début de septembre et à commencer à faire activeme campagne pour votre réélection ». que M. Young resters en fonctions jusqu'à ce qu'un successeur alt été désigné, en consultation avec lui, et

confirmé par le Sénet.

Cette démission n'était pourtant pas encore connue le 15 au matin, lorsque M. Young se présentait au département d'Etat pour avoir avec M. Vance une conversation décrite même moment, les pressions convergealent sur le gouvernement pour obtenir le limogeage de l'ambassadeur Imprudent, Fait exceptionnel. M. Robert Byrd, chel de la majorité

De notre correspondant

démocrate au Sénat, était descendu dans l'arène pour demander que cette rencontre - Inexcusable - avec un représentant de l'O.L.P. soit senctionnée par le transfert de M. Young à un poste « moina sensible ». Ce n'est pourtant qu'au milleu de

l'après-midi, et après que l'ambassadeur eut passé pius de trois heuras à la Maison Bianche, que M. Carter acceptait sa démission :

- Vous avez mérité la gratitude de tous les Américains, écrivait le président dans une lettre manuscrite. Vous nous avez gagné l'amitié. la conflance et la respect de nombreux paya qui considéraient jusqu'alors les Etats-Unis comme suspects et Indignes d'une telle relation, vous avez illustré de manière exemplaire les plus beaux traits du caractère

Entre-temps, et sans attendre cette réponse, M. Young s'était présenté à la presse pour annoncer ses intentions. Sans émotion apparante. Il affirmalt n'en vouloir à personna, mais admettatt que - le tranchise a toulours été ma faiblesse ». Non, il ne se sentalt pas coupable et ne regrettalt rien : « Dans la même situation, l'agirais de même. - 11 dit encore : Par le sang, l'appartiens à ceux qui ont connu ou se sont identillés avec un certain degré d'oppression dans te monde. Par choix, je continueral de m'identifier avec ceux que la Bible appelle les plus petits d'entre sux, mes trères. - li maintient par allieurs une fidélité touchante à M. Carter : en tant que citoyen privé, il s'exprimera librament sur tous les sujets et sera « un soutien non payé du gouvernement ».

Trois rencontres à Vienne

M. Young n'a pas changé d'avis non plus sur le bien-tondé de sa rencontre avec M. Terzi, l'observateur de l'O.I.P. En tant que représentant des Etats-Unis et futur président du Conseil de sécurité, son objectif immédiat était d'obtenir un alcumement du vote sur la question pales tinienne. L'ambassadeur du Kowelt, également membre du Conseil. lui avait explique qu'il de vrait pour cela persuader le représentant de l'O.L.P. et lui proposa de le rencontrer chez lul. . Jai dit que M. Young, mais je ne pouvais retuser l'invitation d'un de mes collègues du Conseil nt lui dicter qui Il peut recevoir chez lui. Bien entendu, M. Terzi s'y trouvait i =

Le tapage créé autour de cette rencontre est d'autant plus étonnant que l'ambassadeur des Etats-Unis à Vienne, M. Milton Wolf, a eu en juin et juillet non pas une, mais

trois rencontres avec des représen-

du bureau politique de l'Organisa-tion. Ce fait, confirmé mercredi 15 août par le département d'État, n'a entraîné lusqu'à présent aucune sanction. On explique que deux de ces rencontres étalent fortultes ou - sociales -. que, au cours de la troi-

sième, organisée à l'initiative des Palestiniens, M. Wolf s'est borné à - enregistrer - une position que lu exposalt son interlocuteur, enfin et surtout qu'il a informé réquilèrement le département d'Etat de ces trois démarches. M. Young, lui, avait laissé ses supérieurs dans l'ignorance pendant quinze jours avant de leur donner une version erronée. Pourtant, on peut se demander si

en Autriche n'ont pas été en fait plus - substantielles - que celle de M. Young. Elies précédalent la rencontre antre M. Arafat et le chancelier autrichien M. Kreisky, rencontre que l'on sait avoir été discrètement encouragée par Washington. Aussi bien la discrétion observés autour du cas de M. Wolf empêcha, jusqu'à maintenant d'u moins, de parier d'un triomphe israélien à cent pour cent.

Au total, et maigré les apparences, M. Young a été une fois de plus victime de sa franchise. Sans doute a-t-li menti à ses supérieurs, mais e'il avait maintenu ce qu'il a appelé pudiquement la - version officielle rencontre avec M. Terzi et ne s'était pas conflé en toute candeur, le 13 août au soir. à son collégue Israélien, M. Blum, Il serait2très probablement encore à son posts aulourd'hul.

Or M. Young a encore aggravé son cas en critiquant publiquen la politique adoptée par les Etats-Unis en 1975 - et toulours en vigueur - à l'égard de l'O.L.P. ; pas de contact avec cette organisation tant qu'elle n'aura pas accepté la résolution 242 et reconnu Israel. - Je ne pense pas que cette polltique soit saine, a-t-il dit. Elle a été adoptée à un moment où l'on pensait que FO.L.P. disparattrait. Depuis lors, elle a perdu de l'influence sur le plan militaire, mais c'est le contraire qui s'est produit l'intérêt de personne d'ignorer cette réalité. Je n'ai lamais été partisan de lorcer is ra ē i à reconnaître FO.L.P., mais les Etats-Unis sont dans une position différente. » Et M. Young a justifié ainsi ses manifestations d'indiscipline en général : « Je trouve très difficile de faire ce qui me paraît conforme aux intérêts du pays tout en respectant les protocole que vous (la presse) et d'autres nous obligez à observer...

MICHEL TATU. (Vendredi 17 août.)

M. Andrew Young:

Un gêneur indispensable

Lorsqu'en décembre M. Carter fit conneitre la composition de son premier cabinet, la plupart des observateurs insistèrent sur le manque de relist de catte équipe. Tous remarquerent capendant une exception : M. Andrew Young. le leune militant des droits civiques qui avait raillé un grande partie du vote noir à la cause de M. Carter, se vovait nommé à la tête de la délégation américeine aux Nations unies. Sur le coup, on ne voulut voir

dans cette nomination que la règlement d'una « dette » élactorale contractée par le nouveau président. Depuis longtemps dějà, les Nations unles avalent perdu de leur importance, el ce n'est pas M. Young qui pourrait y redorer le blason des Etata-Unis. Tout au plus pourrait-il faire œuvre de « relations publiques », mais de là à avoir une influence sur la politique étrangère de son pays... C'était mai conneître M. Young et les flens privilégiés qui l'unissalent alors à M. Carter. Très vite. le nouvei ambassadeur allait démontrer aux sceptiques d'un rôle de potiche, et qu'il avait toute la conflance du chei de la Maison Blanche.

Des incartades

C'est à la politique africaine dee Etats-Unis que M. Young se consacra tout d'abord : le tāche était immense, tant M. Kissinger avait négligé et mai compris les problèmes du continent noir, ne voulent v voit qu'un nouveau théâtre de la guerre troide. Beaucoup plus sensible aux injustices de la colonisation et de l'apartheid, M. Young se montre tout particuilèrement actif en ce qui concerne le réglement du pro-Sud, multipliant les voyages sur le terrain et les déclarations explosives : quelques mois seulement après son entrée en tonotions. Il était devenu l'un des ennemis principaux des dirigeants sud-africains - dom II avait qualifié le régime d' « Illégal - — et de M. Smith. Détà, les éléments les plus conservateurs demandelent sa démission aux Etats-Unia.

li n'est pas étonnant, dans ces conditions, que ce soit à propos de l'Afrique qu'ait éciaté le pre-

mier scandale Young. La goutte d'eau prit la forme de déclarations minimisant les interventions soviétique et cubains en Angola et en Ethiopie, et leur accordant une certeine influence « stabilisatrice ». Encouragés par les critiques de M. Kissinger, bre des représentants déposérent en juillet 1978 une résolution exigeant la destitution de M. Young; elle fut repoussée, mais n'en recueillit pas moins de quatre-vingt-deux volx. Une Interview accordée par M. Young au Matin avait joué un rôle important dans cette polémique; Tembassadeur y minimis ait notamment l'importance des procès politiques en U.R.S.S., attirmant : « dans les prisons américaines aussi, il y a des centaines, peut-être des milliers,

de gens que J'appellerais des prisonniers politiques ». Les incartades de M. Young devalent se poursuivre, que ce soit à propos de MM. Nixon et Ford, qu'il traita de « racistes », de la bombe à neutrons, de l'intervention de la France au Shaba, mais à chaque fois f'ambassadeur avait conservé la contiance de M. Carter. Il n'en est pas allé de même avec le problème palestinien, beaucoup plus sensible, sur lequel viant de buter M. Young. Cette tois-ci, il est vrai. M. Young a refusé de se déjuger et n'e pas accepté de noyer le poisson dans des explications embarrassées. Sans doute a-t-il estimé qu'il y aliait

de sa crédibilité auprès de sa Contrairement à certains autres représentants de la bourgeoisie noire américaine qui ont fait, en leur temps, leur chemin dans ("establishment" américain, M. Young n'a jamais charché à oublier la couleur - pourtant assez claire - de sa peau. n'a jamais été marqué par la pauvreté et l'injustice : c'est dans une tamille alsée qu'il est né en 1932, à La Nouvelle-Oriéans; son père était dentiste, taisait partie de l'importante bourgeoisie noire de la ville, et aut lui éviter tout contact trop brutal avec les dures réalités raciales américaines. Très poussé dans ses études, le jeune Andy quitte vite le Sud pour l'université Howard, à Washington, sans doute la mailleure uni-

versité noire du pays. Décidé

à être pasteur, Il ault ensuite les cours du séminaire de Hartford (Connecticut) event d'être ordonné en 1955 au sein de l'Eglise unle du Christ, une dénomination » à prédominance blanche mais aux préoccupatione

Représentant de la Georgie

Andrew Young voulut tout d'abord exercer ses activités ià - mais c'est dans le Sud qu'il revint, d'abord en Alabama puis en Georgie. Remarqué par les dirigeants du Conseil national des Eglises, il tut engagé en 1957 par cette organisation libérale et travaille pendant quetre ans à New-York, essentiellelibéraux: En 1961, il était coopté per son maître spirituel, le pasteur Martin Luther King, à la direction de le Conlérence des leaders chrétiens du Sud. Jusqu'à l'assassinat du pasteur King, en 1968, il allalt en être un des adjoints les plus actils at participer à ce titre à toutes les luttes non violentes pour la défense des droits civiques.

Conscient de l'essouttlement du mouvement, il décidant, en 1970, de porter le combat sur le terrain politique et se présentait à la Chambre des représentants. Battu per un républicain pro-Nixon, qui dénoncait en lui occidentale . Andrew Young récidivait deux ens plus terd. avec succès cette fois-ci, devenant le premier représentant noir de la Georgia depuis la guerra de Sécession. Entre-temps, Il avait participé aux activités du consell interrecial d'Atlanta; c'est là qu'il se lie d'amitié avec un leune politicien biano auf brigualt le alège de gouverneur. Cet i n c o n n u ambitieux s'appelait Jimmy Carter, et cette amitié devait se révéler extrêmement précleuse, puisque d'est Andrew dirigeants et les électeurs noirs. en 1978, de donner en grande majorité leurs voix à un candidat venu da Sud. C'est dire de quel prix M. Carter risque de payer l'an prochain le démission de son ambassadeur....

JACQUES AMALRIC. (Vendred: 17 août.)

Le départ de M. Young ranime les divergences entre les communautés noire et juive

Washington. — Les remous causés par l'affaire Young » crèent de nouvelles difficultés à M. Carter à un moment où celuici n'en avait guère besoin. Même ceux qui soutiennent la décision du président de se séparer de son ambassadeur à l'ONU — c'est le cas de la plupart des grands jour-naux et des congressistes les plus influents — estiment que cette décision survient trop tard et dans des conditions trop discuta-bles pour être efficace.

bles pour être efficace.

Une première difficulté provient de M. Young lui-mème. Comme il était à prévoir. la perspective de sa liberté retrouvée a délié encore davantage la langue de l'ambassadeur turbulent. Dans une interview à la chaîne des journaux Cox. il s'est prononcé pour la normalisation rapide des relations avec le Vielnam, pour la levée de l'embargo contre Cuba, contre le nouveau missile MX et l'augmentation des dépenses militaires. Toutes choses qui vont directement à l'encontre de la politique officielle. Mais il y a plus gènant encore ; M. Young reste à son poste jusqu'à ce qu'on lui ait trouvé un successeur et que ce dernier ait été confirmé par le Sénat, c'est-à-dire jusqu'à la mi-Sénat, c'est-à-dire jusqu'à la mi-septembre environ. Il est supposé observer pendant tout ce temps la ligne définie par la Maison Blanche, notamment au Conseil sécurité, qu'il préside ce

Or, l'instance suprême de l'ONU reprend, le 23 août, l'examen de la question palestinienne, cellela même qui a précipité la chute de M. Young, et ce dernier n'a nullement modifié son point de vue à ce sujet. Comme on lui demandait, jeudi 16 août, au cours d'une conférence de presse, à New-York, s'il recevrait M. Terzi, l'observateur de l'O.L.P., il a estime qu'il serait e inconscient » estime qu'il serait e inconscient si de sa part, en tant que président du Conseil de sécurité, de refuser une rencontre : « Quiconque tent venir me consulter n'a qu'à appe-ler le secrétariat de l'ONU pour un rendez-vous et fy serain, a-t-il dit. Le département d'Etat e curitté técnes que la solu de a aussitôt répondu par la voix de son porte-parole. M. Reston, que

le président du Conseil de sécurité n'est supposé avoir de contact qu'avec « les Etats membres des Nations unies» (l'O.L.P. n'étant pas un Etat s'en trouve donc exclu); il pourra, certes, au cours des débats « donner la parole à l'O.L.P., conformément aux pratiques établies», mais le gouvernement américain « ne voit pas le besoin pour lui d'avoir d'autres rapports » avec cette organisation. rapports » avec cette organisation.
Compte tenu de la personnalité
de l'ambassadeur, cette assertion est beaucoup plus un vœu qu'une

Les remous sont encore plus profonds dans la politique intèrieure américaine, surtout au sein de la communauté noire, dont les dirigeants ont tenu de nombreuses réunions depuis le 15 août. M. Young, qui est revenu à la Maison Blanche le lendemain soir pour participer à une réunion pour participer à une réunion prévue depuis longtemps sur la skratégie électorale, aura fort à faire pour convaincre, comme il l'a promis, ses « frères de cou-leur », de soutenir M. Carter l'an prochain.

Un dialogue dans l'impasse

De très nombreux Noirs sont persuadés que le président a force M. Young à démissionner et de mandent, comme l'a fait M. Vernon Jordan, président de l'Urban League, pourquoi aucune sanction n'a été prise contre M. Wolff, l'ambassadeur américain à Vienne courable lui cain à Vienne, coupable, lui aussi, d'avoir eu des contacts e non autorisés » avec l'O.L.P., mais qui se trouve être un Blanc. D'autres font observer que M. Young a reçu l'auréole du martyr et se pose plus que jamais en figure de proue de toute la communauté noire. « Nous n'avons pas eu de symbole comme lui depuis Martin Luther King », a dit un pasteur de Washington.

M. Carter pourrait tirer de cette cituation partine hardina. situation certains bénéfices mais cela dépendra de la conviction et de l'habileté avec les quelles M. Young défendra son ancien

De notre correspondant

tante est la faille, pour la première fois admise officiellement, que l'affaire a fait apparaître entre les communautés noire et juive. M. Young était bien conscient de ce danger puisque, tout en informant complètement son collègue israélien à l'ONU, M. Blum, de son entrevue avec M. Terzi, il iui avait demandé de ne pas ébruiter l'affaire, dans l'intérêt même d'Israél : « Je iui ai dit, a-t-il révélé à New-York, qu'un scandale à ce propos ne pourrait que susciter des soutiens à l'OLP, là où ceuz-ci n'existent pas encore. C'est le gouvernement israélien qui a décidé d'en jaire une affaire publique, » Pourtant, M. Young a encore tenté de limiter les dégâts. Le soir du 15 août, il téléphonait à plusieurs dirigeants et maires le soir de 15 août, il telephonant à plusieurs dirigeants et maires noirs de grandes villes pour demander de ne pas faire de son cas un sujet de litige entre Noirs et juifs

ct juits

Cet effort n'a été que partiellement couronné de succès.

M. Joseph Lowery, président de
la Conférence pour la direction
chrétienne du Sud (S.C.L.C.),
l'organisation fondée par Martin
Luther King, a conclu un discours à Norfolk en Virginie,
le 15 août au soir, par ce qu'il a
appelé « un mot à l'adresse des
juits » : « Nous avons été alliés
dans notre lutte en raison de la
similitude de nos histoires, a-t-il similitude de nos histoires, a-t-ll dit. Vous avez traversé la mer Rouge, nous le Mississippi. Mais quelque chose s'est produit en route. Si pour mainienir notre amilié, nous devons nous abstenir de parler aux Arabes, alors il faut réezuminer cette amitié. 1 l'affaire Young n'en est pas moins M. Lowery, qui a posé aussi la embarrassante pour les julis améquestion des relations entre ricains. Aussi l'attitude qui semble dominer dans ces milleux consiste dominer dans ces milleux consiste proposé une rencontre entre des représentants de la communauté noire americame et M. Terzi, d'une part, M. Blum, d'autre part. Plus modérée, l'Association de l'habileté avec les quelles pour le progrès des gens de conjeur (NAACP.) tente de minimiser l'opposition entre Noirs et israèlites, sans la nier tout de

même : ses dirigeants vont tenir une première réunion à Wash-ington la semaine prochaine sur l'affaire Young, en général, puis une autre avec des représentants de la communauté juive.

de la communante fuive.

Sans ja mais s'interpénétrer vraiment, juifs et Noirs américains ont été alliés pendant de longues années, formant ensemble un solide piller du parti démocrate et de son alle libérale. Mais leurs objectifs dans le combat pour les droits civiques ont rapidement divergé. Du côté noir la radicalisation introdulte par le Black Power, à la fin des années 60, a eu pour résultat une attitude de scepticisme, puis attitude de scepticisme, puis d'hostilité envers l'aide que pou-vaient apporter les Blancs, juifs

Une ameriume embarrassante

Les israélites, quant à eux beaucoup plus favorisés sur le plan de la promotion sociale et de l'accès à l'élite, ont vu d'un de l'accès à l'elle, ont vu d'un mauvais cell les programmes d'agirmative action » visant à rendre obligatoire le recrutement parmi les minorités. Ainsi le fameux procès Bakke portant sur un cas de «discrimination à rebours » a trouvé les organisations juives et noires dans des camps opposés. D'une manière générale, surtout depouis la guerre de six surtout depuis la guerre de six jours en 1967, la défense d'Israèl a éclipsé dans l'esprit des respon-sables juifs des revendications d'ordre intérieur pour l'essentiel

L'amertume des Noirs devant à minimiser la « victoire » rema minimiser la avictoire rem-portée, comme le déclarait au Washington Post le rabbin Schindler, ancien président de la Conférence des organisations juives. Celles-ci a n'avaient pas demandé la démission de M Vocas leguelle se rècle se M. Young », laquelle ne règle pas le problème fondamental. Ce pro-

être majorés.)

hième est que « la politique du département d'Etat cherche à américains, les sympathles qu'il a perdues chez ses compatriotes naire de négociation au Proche-Orient ». Autrement dit, M. Carter ne peut même pas prétendre de voir gagné, du côté des juis américains, les sympathles qu'il a perdues chez ses compatriotes noirs.

MICHEL TATU.

TARIF DES ABONNEMENTS

(Le: prix ci-dessons sont nets et ne peuvent en oucun cos

	6 mois	T on
VOIE NORMALE :	"	**
France, D.O.M., T.O.M., ex-colonies (sauf Algérie), Etronger	45 63	80 115
VOIE AÉRIENNE :	٠.	
Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Açores, Canaries, Madère, Algerie, Maroc, Tunisle	70	130
D.O.M., Comeroum, Centrofrique, Congo, Côte- d'Ivoire, République du Bénin, Gabon, Guinée, Ma'i, Mauritanle, Niger, Sénégal, Tchad,		
Togo, Haute-Volta, Republique de Dibouti.	.65	120
T.O.M., République malgache, Poste navale, Etat	78	145
Libye, Egypte, Arable Sooudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie	75	140
Birmanie, Brunei, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taiwan, Thailande, Vietnam, Australie, Nauvelle-Guinee, Fidit, Nauvelle-Zélande, Laos, Cambadge	95	180
Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie	8 5 .	160
	44	100
None communicate à une abanelle siciles		

Nous recommandens à nos abonnés résident à l'étranger d'utiliser des chèques bancaires libellés à notre ordre et adresses directement as journal « le Monde »,

Nows leur serious reconnaissants, pour les renouvellements, de joindre à leur pajement le carte d'avis d'échéance.

the father on the father than ·Le «non-alignement » sans

7

is Kinny per a

L'internationalisme prolate

The state of the s A M. Action Deputite in the contract of the co

WEEKLY ENGLISH SECTION 'make : And the value of n 22 aug! 1579

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

Du 16 au 22 août 1979

PATS-UNIS A L'ONU

mor indispensable

The Part of the Pa

THE PARTY OF THE P

THE PARTY OF THE PARTY OF The state

THE THE PARTY

MR 400 M.

Marie 1982. 3.1

100

~_ ·

internantes noire et juive

DES ABONNEMENT

AFGHANISTAN

Les tribus contre Marx

11. — L'« internationalisme prolétarien » sans prolétaires — De notre envoyé spécial JEAN DE LA GUERIVIÈRE

2.

TELFELETTATE

25 12 Carrier

Le problème est qu'il faut trou-ver ces prolétaires dans une population à 98 % agricole. Tout n'était pas manvais dans le pro-gramme des révolutionnaires, mais ils ont voulu l'imposer trop vite et trop brutalement à une société qui n'était pas préparée nour cela.

Dne des premières mesures fut la réforme agraire, consistant à distribuer, en pleine propriété, un lopin de terre à quelque deux cent quarante mille familles. Il a fallu «suspendre» l'opération en raison de ses résultats décastreux. Sentant venir les choses, les anciens propriétaires n'avalent pas fait faire d'ensemencement l'année dernière. L'usage était, dans un milleu où les rapports sociaux sont fortement personnalisés, qu'ils fournissent à leurs métayers engrals, semences et instruments aratoires. Privés de ces moyens, que ne pouvait leur instruments aratoires. Privés de ces moyens, que ne pouvait leur fournir un gouvernement auquel manquaient les ressources constituées par l'impôt sur les gros propriétaires, les paysans n'ont pas obtenu de bonnes récoltes. L'Inde et l'U.R.S.S. vont combler le déficit en céréales. A cela s'ajoute le fait que certains propriétaires ont fait comprendre aux métayers que le régime de

Au pouvoir depuis avril 1978. le régime prosoviétique de Kaboul est confrouté à une rébellion dont l'action s'est beaucoup développée depuis un mois. Après avoir fait le point sur la situation militaire (notre précédent numéro), notre envoyé spécial expose dans quel milieu social et culturei le gouvernement a vouln promouvoir la révolution, il évoque les luttes pour le pouvoir politique et décrit la répression.

Kaboul — «Vive l'internationiles et de l'Hararajat, dans le grands panneaux rouges, en maris et en anglais, accrochés la tour de l'aéroport. Ce n'est pas sentement un égard pour les passagers soviétiques M. Taraki, chef de l'Etat, a pris la chose à la lettre en déclarant fin juillet : «Les travailleurs du Panjab et du Stadt (provinces du Panjab et du Stadt (province du Panjab et du Stadt (province du Panjab et du Stadt (province du Panjab

Le pouvoir pasthoun

Considérant les dirigeants de Kaboul comme des renégats, les Pathours ne sont nullement apaisés par le fait que ceux-ci appartiennent à la même ethnie qu'eux. Dans le nouvean gouil experitennent à la même ethnie qu'eux. Dans le nouvean gouil experitennent à la même ethnie qu'eux. Dans le nouvean gouil experitennent à la même ethnie qu'eux. Dans le nouvean gouil experitennent à la question. J'en vois aussi sortit éclopés. Ceux-là cont qu'eux du peuple », et de M. Amin, premier ministre, responsable du content et une chance relative. Ils ont conveince leurs tortionnaires qu'eux. Dans le nouvean gouil experitennent à la question. J'en vois aussi sortit éclopés. Ceux-là ont eu une chance relative. Ils ont conveince leurs tortionnaires qu'eux des nomits partieurs partieurs des mémbres des mois partieurs de l'exception du ministre des figure s'entoure d'un épais les ministres sont pasthours à l'exception du ministre des figure s'entoure d'un épais misser par des mystère. Lors du remaniement de juillet, le nouveau ministre de l'autre de l'argnement et et le premier et le pouve oir révolutionnaire s'appartieure d'exception du ministre des figures des aussi sont cate de suppities. Le pouvoir nous parait vain dans la mesure chi le régime s'entoure d'un épais misser parait nuillement géné de remetre d'exception du nuministre des figures de l'Afghanistan en France, qui avait remis ses lettres de créance à M. Giscard d'Espus parait pris le ministère de la créance à M. Giscard d'Espus parait pris le ministère de la créance qui a eliminé le Parcham quelques mois après le confide de l'auparavant au content à l'aupartité de l'auparavant au content à content à coupe pour six mis en place à été l'amparaut pris le ministère de la créance de l'Aspart pris le ministère de la créance à M. Amin quant à l'aptitude du l'exception du l'exception de l'exception d'exception du l'exception de l'exception d'exception de l'exception de l'exception d'exception du l'exception d'exception de l'exception d'exception de l'exception de l'exception

l'ancien drapean afghan, sur lequel il y avait le vert de l'islam, par un drapean rouge. Malgré les demandes des chefs coutumiers, lis out refusé de transformer la l'asge de quelques canciens e République démocratique d'Afghanistan en République isla-

« République démocratique d'Afghanistan » en République islamique.

Sumnites, les Pasthouns, qui constituent 40 % de la population, dans les régions aituées au sud de l'Hindou-Kouch, se sont soulevés pour des raisons religieuses et politiques. « La tribu pasthoun est divisée en clans, les quels se composent de plusieurs de l'Afghanistan (1). A la tête de chaque clan un malet est choist par les jamilles. Un la tête de chaque clan un malek est choisi par les jamilles. Un chef de tribu ou khan est êlu par les maleks. Aujourd'hui, dans les campagnes contrôlées par l'administration centrale, le chef de village pasthoun a droit au titre de malek ou de khan. Ce conseil, à caractère féodal, est un prolongement de la vieille institution tribale : la djurgah. Est pasthoun celui qui vit en respectant l'institution de la djurgah et les grands principes du code tribal, le pasthounuali. D'est cette société tribale que les révolutionnaires ont voulu modifier en intervenant à tous les niveaux de la vie sociale.

Un étranger qui nous recott chez lui, dans un quartier résidentiel de Kaboul, nous dit : « Rdentiel de Kaboul, nous dit: «Il y a dans cette ville plusieurs maisons d'apparence banale où l'on torture. L'une d'elles se trouve à côté d'ici. Il m'arrive d'entendre les hurlements des gens soumis à la question. J'en vois aussi sortir éclopés. Ceux-là ont eu une chance relation. Il ont convoincu leurs tortionnaires

ceux du Khalq (la plupart des ministres parchamis qui ont été écartés du pouvoir se sont réfu-gies en Europe de l'Est), mais ils estimalent nécessaire de procéder

Une répression féroce

Face au danger, le Khalq rés-gis non pas par la recherche de compromis mais par une rèpres-sion féroce visant autant à éli-miner ses adversaires actifs qu'a intimider par la terreur une po-pulation hostile.

**Tennat fi faut sans doute faire de la place dans la prison s, note avec quelque cynisme un diplo-mate occidental.

I y a en fait plusieurs sec-tions dans l'univers concentra-tionnaire de Poli-Chark L. La première et réservée aux mem-

la même plusieurs jours de suite:
la même plusieurs jours de suite:
la gauche, sur la moitié de la page,
la photo du « grand leader », à
d' o i te celle d'une assemblée
d's anciens » que personne ne
conneit et qui applaudissent.
Cette mise en scène, qui ne
trompe personne vise à montrer

sestimalent nécessaire de procéder
par étèpe, ayant conscience du complexité du corps social
avaient le soutien d'un grand
completion laisse le Khalq de
plus en plus isolé devant la montée des périls.

tionnaire de Poli-Charki. La première est réservée aux membres du Parcham, souvent très jeunes. « R semble qu'il s'agusse plutôt d'un camp de rééducation », a confiè à un étranger le père d'un détenu. Les prisonniers ne sont pas maltraités, ils peuvent faire du sport. On s'emploie simplement à les persuader que seul le Khalq peut mener à bien la révolution. » En général ces « rééduqués » peuvent communiquer avec leur famille et plusieurs centaines d'entre eux ont été libèrés après quelques mois de « cours » en milieu carcéral. Une seconde section est destinée aux « capitalistes » — propriétaires fonciers, commerçants — arrêtés pour la plupart dans les semaines qui suivirent le coup d'Etat d'avril 1978. Il p'est guère d'Etat d'avril 1978. Il n'est guere d'étrangers louant une maison à Kaboul dont le propriétaire ne Kaboil, dont le propriétaire ne soit pas en prison ou n'y ait pas un membre de sa famille. Arrêtés généralement la nuit, pendant le couvre-feu, ces détenus ne peuvent communiquer avec leurs parents. Certains parviennent cependant à glisser un petit billet dans le linge sale que les familles sont autorisées à venir échanger contre des vêtements échanger contre des vêtements propres le vendredi. Ce jour-là, (1) M. Jean-Charles Hanc, l'Afgha-nistan et ses populations, édition « Complexe », diffusé par les Presses Universitaires de France.

leurs fits on maris. Parfols, les gardiens indiquent qu'il n'y a plus de linge sale à prendre, en faisant comprendre que le détenu est mort. Néanmoina il semble que les exécutions, parmi cette catégorie de prisonniers, ne solent pas les plus nombreuses. Certains détenus ont été relâchés a près être passés devant une commis-sion qui les a interrogés sur leurs sim qui les a interroges sur leurs activités sons l'ancien régime. En revanche, selon les témol-gnages de prisonniers libèrés et de quelques gardiens, l'enfer règne dans les sections on sont entassés les religieux et les militaires suspects. Plusieurs centaines de mollahs — fanatiques et eux-mêmes responsables de l'assassinat d'in-nocents fonctionnaires en mission nocents fonctionnaires en mission dans les provinces — ont été passés par les armes après avoir longuement croupi dans des cel-lules sans aération.

lules sans aération.

Vivant, non sans raison, dans la hantise d'un putsch, MM. Taraki et Amin épurent constamment l'armée. Des milliers de soidats, sous-oificlers on officiers sont incarcérés sur le simple soupçon de tiédeur a l'égard du régime. D'autres avalent participé à des mutineries dans les garnisons de province. D'autres enfin, s'étaient évadés, mais ont été repris avant d'avoir pu rejoindre le Pakistan, où se trouvent plusieurs dizaines on se trouvent plusieurs dizaines de milliers de déserteurs. Pour ceux-là, la mort sans juge-

ment est de règle. Conduits au polygone voisin de la prison ils sont fusillés entièrement nus, debout devant la fosse commune. debout devant la fosse commune.

Mais, même dans la prison, l'armée n'est pas sûre. Il y a deux
mois, quelques dizaines de militaires conduits devant le peloton
d'exècution ont persuade leurs
gardes qu'ils se rendaient complices d'un crime contre les vrales
traditions militaires afghanes.
Munis des armes des hommes
qu'ils avaient retournés, ils attaquèrent certains quartiers de la
prison. L'affrontement fit plusieurs dizaines de morts et cersieurs dizaines de morts et cer-tains prisonniers militaires par-vinrent à prendre la fuite. Ces complicités — souvent nouées de longue date dans le secret, pariois spontanées — entre militaires restés profondément religieux expliquent que tout peut arriver, même à Kaboul.

(Jeudi 9 août.)

III. — Le « non-alignement » sans l'indépendance -

Kaboul. — Avant d'accéder à qu'on peut lire dans la presse officielle. Les questions prel'étage où le premier ministre, me travaille que pour le correspondant de l'AFP. à l'alleurs là pour occuper le ternalistes, allemand, indien et palistanais — soumis à une fouille corporelle minutieure par les gardes du curps. Le premier ministre quitte son burean, sur lequel trône un médaillon de l'installation du gou
Kaboul. — Avant d'accéder à qu'on peut lire dans la presse officielle. Les questions predificielle. Les questions predie premier ministre, ne travaille que pour le
de décourrer
ministre que tout est perdut,
bénéficie dans l'impediat des difficultés du régime qui doit s'en
remettre chaque oour davantage
de la production appartient à la
premier du Vietnam.

Moscou, avant de décourrit que tout est perdut,
bénéficie dans l'impediat des difficultés du régime qui doit s'en
remettre chaque qui det s'en
remettre du Vietnam.

Noscou, avant de décournit
remettre cha autour de laquelle ont déjà pris place quatre journalistes sovié-tiques sans doute dispensés de la fouille. Derrière nous sont assis quelques personnages, présents en principe pour consigner par écrit les propos de M. Amin, pourtant enregistrés sur magné-tophone. Manifestement, la confiance ne règne pas, fût-ce à l'égard de journalistes dont le numéro deux du régime se déclare persuadé qu'ils sont « honnétes », après un petit expose sur la néces-

Assis à côté de M. Amin, nous songeons que cet homme à l'aspect de bourgeois tranquille — costume bleu à gilet, cravate malgré la chaleur — mène une vie gré la chaleur — mêne une vie hien dangereuse (quand il sortira de la résidence où il nous reçoit, les soldats, balounettes pointées sur les passants, feront évacuer les trottoirs par crainte d'un attentat). Très vite, il est clair que l'interview n'est qu'un prétexte pour répéter tout ca

ité d'une information e objec-

Parmi les pays que la presse accuse de soutenir les « brigands » accuse de soutenir les coriginas sopéram en Afghanistan à partir de l'étranger il y a l'Egypte, la Chine, les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite, et surtout l'Iran et le Pakistan: M. Amin a des mots particulièrement du rs, et pas toujours dénués de fondement, contre « les leaders janatiques contre « les leaders fanatiques de l'Iran, qui se servent de la religion à des fins politiques ». En revanche, quand il parie du soutien apporté « aux crimineis appelés réfugiés politiques » vivant au Pakistan, il n'accuse pas nom m'é m'e n't le gouvernement d'Islamabad mais les « milieux distantables » « milieux des se réactionnaires » pakistanais. L'Afghanistan, qui recoit une importante aide militaire soviéinportante aute initiate sovie-tique, a-t-il l'intention d'adhérer au pacte de Varsovie? deman-done-nous à M. Amin. Réponse : « Nous faisons partie du mouvement des non-alignés. Le prési-dent Taraki se rendra en per-

Havane pour déjouer les complots de l'impérialisme. C'est la raison pour laquelle nous ne voulons pas nous intégrer à quelque bloc mi-

litaire que ce soit. Mais que pourrait ajouter une adhésion formelle ? L'Afghanis-tan est totalement dépendant de l'U.R.S.S. dans la mesure où le régime ne se maintient que grâce à son aide militaire en matériel et en hommes. Ce sont des pilotes soviétiques pour la piupart qui ont réduit, le 5 août, la mutinerie de Kaboul. Ce sont des aviateurs venus d'U.R.S.S., et portant souvent l'uniforme de ieur armée, qui décolient de la base de Begram pour des mis-sions de bombardement sur la frontière pakistanaise. A Kandahar, un voyageur digne de foi vient de compter, alignés, cent Mig. Ce sont aussi des fantas-sins soviétiques qui tombent, de plus en plus nombreux, dans des embuscades dont ils sortent parfois affreusement mutilés, nez et oreilles coupés. En contrepartie, les gouverneurs afghans des provinces mà des a doublures a so-viétiques qui exercent en fait l'autorité à leur place. Des in-dustriels étrangers, en mission dans le Nord, racontent que pour mener à bien certaines affaires il faut s'adresser à des officiers

supérieurs soviétiques. On entend souvent dire que les Boviétiques se sont fourvoyés en Afghanistan comme les Améri-cains le firent au Vietnam et or'lls y rencontrent les mêmes difficultés. On assure aussi, dans les milieux diplomatiques de Kaboul, qu'ils cherchent une porte de sortie, conscients que ce sortie, conscients que seurs soldats engagés en Afghanistan ont un moral de plus en plus bas. Il nous semble cependant haute-ment spéculatif d'affirmer, comme nous l'avons entendu, que le Kremlin est déjà sensible au « mécontentement de l'opinion » à cause des morts ramenés en U.R.S.S. L'« opinion » en U.R.S.S. n'a sans doute pas le même poids

victoire de la rébellion serait certainement remportée au béné-fice des religieux de Téhéran en temps qu'au profit du Pakistan.

Les rebelles les plus nombreux et les plus efficaces tiennent les régions du Pakistan où ils disposent de bases arrière. Ce sont aussi les plus unis. Mais des maquis opèrent également près de la frontière iranienne. (Cette règion est aussi le théâtre de petites batailles entre les douaniers afghans et des paysans armés qui font passer clandestinement leurs troupeaux de moutons en leurs troupeaux de montons en Iran où ils en obtiennent un meilleur prix.)

En juin, un dignitaire religieux afghan a déclaré à l'AFP. à Téhéran que la rébellion entend renverser le président Taraki a goant l'hiver a. Selon ce religieux chilte, au moins six forma-tions musulmanes — sunnites et chiltes — sont engagées dans la lutte : le parti islamique, la Ligue islamique, le Mouvement islamique, le Front de libération aighan, le Raad (éclair) et le Nasr (victoire).

Malgré leur inféodation à l'U.R.S.S., MM. Taraki et Amin continuent à rechercher l'aide étrangère à condition qu'elle ne soit pas « liée ». Cette aide s'est élevée depuis un an à 120 millions de dollars : 50 millions venant de la Banque mondiale, 80 millions de la Banque asiatique de développement (BAD) et la plus grande partie du reste du fonds de Koweft et d'Abou-Dhabi pour les pays en voie de développement. Il est fort possible que la Banque mondiale réduise ses engagements, sous la pression des Stats-Unis, Bien qu'elle soit accusée de complicité avec les rebelles, l'Aracomplicité avec les rebelles, l'Ara-bie Saoudite, apparemment sou-cieuse de ne pas jeter totalement Kaboul dans le camp soviétique, fournit des fonds par l'intermédiaire de la Banque islamique de développement, dont elle est le principal actionnaire, avec les pays du Goife. Cette banque a promis un crédit de 9 millions de

De bonnes affaires pour la France

La France ne fatt aucun don à Kaboul mais n'a pas à se plaindre du régime révolutionnaire sur le plan des affaires. Sous le roi et le président Daoud, la coopération culturelle était très appréciée par les élites francophones, alors nombreuses, mais celles-ci préféraient passer leurs commandes chez les Allemands ou les Américains. Il n'en va plus de même aujourd'hui.
« Je crois que nous bénéficions de la présence des Soviétiques. Ceux-ci n'aiment pas les Allemands et ont l'habitude de travailler avec nous dans leurs pays s, nous dit, avec quelque candeur le représentant d'une firme française

sentant d'une firme française.

L'Afghanistan va donc acheter plusieurs dizaines de camions Berliet, payés avec les fonds de la BAD et de la Banque mondiale.

La France va fournir tout le matériel médical d'un hôpital construit à Masar-I-Sharif. Elle est chargée de tous les travaux d'agrandissement de la sucrerie de Baghian. Elle pourrait se voir confier l'installation d'un réseau de télévision dans le Sud, et la fourniture de matériel de chauffourniture de matériel de chauf-fage solaire pour un ensemble d'immeubles populaires en cons-ruction à Kaboul. Elle fournit l'intendance de l'armée afghane et, avec d'autres pays occiden-taux, équipe les nouveaux bâti-ments du quartier de Daru Laman, où les dirigeants se font construire de très juxueuses rési-dences entourées de 4 000 loge-ments réservés à des officiers et sous-officiers au loyalisme assuré, ce qui renforcera la sécurité de M. Taraki, de ses ministres et de leurs hôtes officiels.

Une soixantaine de cadres et techniciens français sont atten-dus, d'ici à octobre, pour la réalisation des projets en cours, nons dit le conseiller commercial de France, sans dissimuler que les entreprises devront offrir des salaires élevés pour trouver des volontaires. Actuellement cent cinquante Prançais — hommes, femmes et enfants — vivent en Afghanistan. Outre les diplomates, il s'agit de professeurs, de

quelques médecins, des membres de la mission de géologie et de la DAFA (Délégation archéologique française en Afghanistan), dont les activités paraissent compro-

mises par l'insécurité dans provinces. Fin juillet, les diplomates occidentsux se sont concertés et ont estimé que dans l'immédiat il n'y avait pas lieu d'imiter les Américaina Le 23 juillet, ceux-ci avaient décidé l'évacuation pro-gressive des familles, qui a déjà commence, la femme du chargé d'affaires en tête. « La décision des Americains est essentielle-ment politique, dit-on dans les milieux diplomatiques de Kaboul. milieux diplomatiques de Kaboul. Ils ont voulu mettre M. Taraki dans l'embarras en soulignant l'insécurité régnant dans son pays. » Un fonctionnaire international nous dit de son côté: « Les Etais-Unis savent qu'ils ne peuvent plus rien faire ici. Ils n'uni rien à peuven qu'unt. n'ont rien à perdre en parlant; mais ils se disent peut-être que cela leur permettra de faire un retour en force un four, puisque leur attitude est appréciée par les adversaires du régime. Washington soutient cependant que seules des raisons de sécurité ont été prises en considération. Si l'aéroport de Kahoul (où ne se pose d'ailleurs aucun avion de

compagnie sérienne occidentale) est fermé en raison de combats dans la capitale, la seule voie d'évacuation sera la route vers le Pakistan, déjà pen stre. En mettent en cardo la la capitale de la la capitale de la la capitale de la mettant en garde, le 3 août, Moscou contre ses interventions croissantes « dans les problèmes intérieurs de l'Ajphanistan », les Etats-Unis semblaient s'attendre à de nouveaux troubles dans ce pays. Sans attribuer la tentative de coup d'Etat du 5 aoît aux Américains, celle-ci montre du moins qu'ils ne se trompalent pas en pensant que les révolution-naires afghans auraient de plus en plus besoin de leur tuteur soviétique.

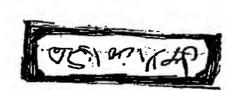
(Vendredi 10 août.)

-Le Monde WEEKLY ENGLISH SECTION Monde en langue anglaise est insérée dans le Guardian Weekly et sendue per abounement dans tous les pays. EXTRAIT DU TARIF (Abonnement d'un an)

Voie normale Vois gérienne : ● Europe, Maite, Gibraltar, Chypre Moyen-Orient, Afrique du Nord Amériques, Canada, Afrique, Inde, Pakistan Sri-Lanka, Hongkong, Malaisie, Antilles

SERVICE DES ABONNEMENTS 5, rae des Poliens, 7542? Paris - Ceder 19 - C.C.P. 4207-23 Paris - Westly English Section > -- c Le Monde >.

Du 16 au 22 août 1979





BOURSE DE PARIS SCIENCES

SEMAINE DU 13 AU 17 AOUT

EFFRITEMENT DES VALEURS FRANÇAISES

'ANNEE en cours a beau être exceptionnelle sur le plan des affaires à la Bourse de Paris, la coutume voulant que la semaine du 15 août soit la plus creuse de l'an-née a été respectée. En quatre séances — le marché était clos pour l'Assomption, — moins de 380 millions de francs d'acpour l'Assomption, — moins de 380 millions de francs d'actions ont été échangées à terme (françaises et étrangères). Est-ce dû à la faiblesse de l'activité ? En tout cas, pour la première fois depuis cinq semaines, les différents indices ont baissé. Oh, certes, le recul est très limité (1,5 % en moyenne), mais il filustre quand même la difficulté qu'éprouve le vieil indice de la chambre syndicale des agents de change (CAC) à passer le fameux niveau des 100 points, retenu pour sa naissance fin 1961.

Le lundi 13 nourtant à l'issue d'une séance très calme.

Le lundi 13, pourtant, à l'issue d'une séance très calme, mais qui avait permis aux valeurs pétrolières d'améliorer encore leurs positions, les « chartistes » du Palais (spécialistes en analyse graphique) crurent que c'était gagné. L'indice s'inscrivait à 99.3 %. Le chemin qui restait à parcourir était insignifiant. Le pas, pourtant, ne fut pas franchi. Dès le lendemain, veille du 15 août il est vrai, les cours s'effritèrent — même ceux des pétroles — et l'indice reve-nait à 99,6. La panse observée le 15 août ne lui fut guère

Jeudi, dans un marché très calme (voir tableau des transactions ci-dessous), le communiqué publié par Esso pour contenir un peu l'ardeur des boursiers après la « découverte » du Béarn, reçut un écho probablement... inespéré. Car non seulement le titre en question se replia, mais, avec lui, l'ensemble du compartiment de l'or noir. Au coup de cloche marquant la fin de la séance, le pauvre indice CAC était revenu à 98.9. Il n'y avait aucune raison pour que la tendance changeât subitement à la veille du week-end. Les cours, et les indicateurs, s'effritèrent donc

encore legèrement. Il est bien difficile de tirer des enseignements d'une semaine aussi dépourvue d'intérêt... Tout juste peut-on tenter d'expliquer le reflux des cours de l'or. d'abord par les ventes bénéficiaires qui ne manquent jamais de se produire après une envolée comme celle des semaines précédentes. Ensuite, par la meilleure tenue du dollar sur les marchés des changes.

Reste que si le lingot a cédé 660 francs dans la semaine pour revenir à 43 240 francs vendredi, le uapoléon, lui, a fait preuve d'une remarquable résistance après avoir, lundi, atteint le cours record de 404 francs. En quatre séances, quatorze mille pièces ont changé de mains. Encore faut-il rappeler qu'il ne s'agit, en l'occurrence, que des transactions réellement effectuées sur le marché (les compensations eutre achais et veutes réalisées dans les établissements spécialisés ne sont pas pris en compte).

Doit-on mettre cette fringale de pièces d'or sur le compte des inquiétudes grandissantes concernant le chô-mage, l'inflation, bref... la crise qui se profile? C'est possible. En tout cas, le raisonnement ne vaut guère pour expliquer le recul des actions qui, en ce moment, n'inté-ressent guère que les seuls professionnels.

PATRICE CLAUDE.

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

LE DOLLAR SOUS SURVEILLANCE **BAISSE DE LA LIVRE**

La nomination de M. Paul Volcker à la présidence de la Réserve fédérale des Etats-Unis avait été bien accueille par les milieux financiers. Les premières mesures prises sous l'impulsion du successeur de M. Miller n'ont pas déçu leur attente.

La semaine du 15 août a. en effet, été marquée par la hausse, jeudi 16 août, du taux de l'es-compte de la Réserve fédérale qui, porté de 10 à 10.5 %, atteint ainsi son plus haut niveau historique. La veille, la Chase Manhattan Bank, bientôt imitée par la plu-part des établissements financiers outre-Atlantique, avait porté son « prime rate » (taux de base), de 11.75 à 12 %.

Dans un premier temps le DOLLAR a bien réagi à ces me-sures. La devise americaine, qui, initialement ferme, avait flèchi lundi 13 août, se stabilisatt, en ellet, à compter du mercredi, puis amorçait un redressement.

A la veille du week-end cependant un nouvel effritement se produisait. Il est vrai que le vendredi on apprenait que le produit national brut avait fiéchi de 24 5 produit le second tride 2.4 % pendant le second trimestre et que les bénéfices des entreprises américaines avaient baisse pendant cette même période.

nonce d'une hausse des prix record en juillet. Cette hausse « histori-que » (43 %) provoquée pour l'essentiel par le relèvement de 8 à 15 % de la T.V.A. était atten-due. Elle n'en a pas moins en-traîné un nouvean tassement de la devise hritsprique. traîné un nouveau tas la devise britannique.

Conséquence de la nouvelle baisse de la livre : les montants compensatoires monétaires appliqués dans les échanges agricoles entre la Grande-Bretagne et ses partenaires de la C.E.E., qui venalent d'être rétablis au taux de 19 %, vont être portés à 3,3 % à compter du lundi 20 soît.

Le FRANC FRANÇAIS a fait relativement bonne contenance, progressant même kêgêrement visavis du DEUTSCHEMARK, qui ne valait plus vendredi que 2,3260 F contre 2,3322 F le 10 août 2,3280 F contre 2,3322 F le 10 août dernier. Mais cet affaiblissement de la devise ouest allemande contre FRANC comme contre DOLLAR est, semble-t-il, largement imputable à la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, qui, en favorisant les achats de DOLLARS, a en même temps éloigné la spéculation du DEUTSCHE-MARK.

mestre et que les bénéfices des contreprises américaines avalent baisse pendant cette même période.

La hausse de la Livre, qui a fléchi de 1,5 %, revenant de 2.2515 à 2.2150 dollars, a été l'autre fait marquant de la semaine. Ce recul provoqué, au dire des spécialistes, par les vives réactions des syndicats à la nouvelle politique économique du gouvernement conservateur, a précédé l'andere des 300 dollars l'once.

MARK

Comme la semaine précédente, le marché de l'or a été agité. A Londres, le cours de l'once de métal précieux a brusquement décroché du niveau des 300 dollars i lest ensuite représent qu'il avait retrouvé le vendredit 10 août, pour retomber le 14 août à 292 dollars. Il est ensuite reprincipation des syndicats à la nouvelle politique économique du gouvernement conservateur, a précédé l'andere des 300 dollars l'once.

Cours moyens de clôture comparés d'une semanne à l'autre (La tione inferieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Limit	\$ 0.5.	Franc trançais	Franc suisse	Wart	franc balge	Figras	Lire Italianno
Leadres.	1 1	2,2215 2,2515	9,4469 9,5463	3,6788 3,7981	4,8642	65,0677 65,9689	4,4663 4,5807	1 816,74 1 837,22
New-York.	2,2215 2,2515	1	23,5153 23,5849	60,3864 60,8494	54,6597 55,0655	3,4141 3,4129	49,7388 50,8250	0,1222 0,1225
Paris	9,4469 9,5463	4,2525 4,2490		256,78 258,00	232,44 233,22	14,5186 14,4709	211,51 212,10	5,1999 5,1960
Zurick	3,6788 3,7061	165,68 164,14	38,9417 38,7594	=	90,5165 90,3960	5,6538 5,6088	82,3675 82,2111	2,0249 2,0139
Franciert.	4,8642 4,8932	182,95 181,80	43,0217 42,5773	119,4776 110,6243	=	6,2461 6,2017	90,9972 90.9454	2,2370 2,2279
Bruzeties	65,9677 65,9689	29,2980 29,3866		17,6871 17,8288	16,0098 16,1166	1.1	14,5685 14,6573	
Amsterdam	4,4663 4,5807	291,05 199,98		121,4070 121,6386	109.8934 109,9559	6,8641 6,8225	=	2,4584 2,4497
Miss	1 816,74 1 837,22	317,89 816,90		493,8495 496,5315	447,0073 448,5448	27,9207 27,8498	406,76 408,26	

Nous reproduisons dans ce tableau les codes pratiques sur les marchés officials des changes En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en france de 1 doing, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 france beiges et de 1 000 tires.

LE RETOUR DE LIAKHOV ET DE RIOUMINE

Les cosmonautes de Saliout-6 sont en bonne santé après six mois de vie dans l'espace

Les cosmonautes Vladimir Liakhov et Valeri Rioumine ont mis le point final à leur mission en atterrissant dimanche 19 août, à 14 h. 30 (beure française), dans le Kazakhstan. Le vaisseau Soyouz-34 s'est posé en douceur à 170 kilomètres au sud-est de la ville de Djezkazgan. Avec 175 jours et 36 minutes dans l'espace, les cosmonautes établissent évidemment un nouveau record de durée. Ils prouvent que l'homme peut vivre six mois dans des conditions éprouvantes d'ape-santeur et d'isolement. En fait, des séjours bien plus longs sont certainement

possibles, et on ne connaît pas les limi-tes de l'adaptabilité humaine. Les derniers jours à bord de la station ont été consacrés à la mise de Saliout-6 en régime automatique, au chargement

de Soyouz-34, qui rapporte sur Terre de nombreux résultats expérimentaux, à quelques expériences d'élaboration de matériaux, et surtout à un entrainement physique de réadaptation à la pesanteur. Ce dernier comprend divers exercices et le port d'un costume spécial, Tchibis. Il s'agit d'une sorte de scaphandre qui maintient le bas du corps dans un vide

partiel. Cette dépression attire le sang. et oblige le cosur à faire un effort assez semblable à celui qu'impose sur Terre la pesanteur. Les Soviétiques semblent avoir maintenant blen maitrisé ce pro-blème, et les derniers équipages ont pu reprendre une activité normale.

L'agence Tass annonce que les cosmo-nautes ont bien supporté le retour et que l'examen médical fait sur les lieux mêmes de l'atterrissage était satisfaisant. Les photographies publiées montrent les deux hommes souriants, mais assis dans de profonds fauteuils.

avenir Quel

Il y a neuf mois, quand les cosmonautes Kovalenok et Ivantchenkov revinrent sur Terre après cent quarante jours passès en orbite, une question se posait : la mission suivante seraitelle une extrapolation de celle qui se terminait, ou verrait-on quelque chose d'entièrement nouveau? La mission de Kovalenok et Ivantchenkov avait les mêmes caractèristiques que celle de et Ivantchenkov avait les mêmes caractéristiques que celle de Romanenko et Gretchko qui l'avait précèdée : un équipage de deux Soviétiques séjournant dans la station Saliout-6, se livrant à des travaux de réparation et à de nombreuses expériences ; des équipages mixtes (un Soviétique et un représentant d'un autre pays de l'Est) venant leur rendre de courtes visites, aux fins officielles de faire quelques expériences supplémentaires et d'interrompre la monotonie d'un long séjour en orbite et aux fins politiques de donner aux populations des pays concernés un hèros qui symboconcernés un héros qui symbo-lise et glorifie l'alliance avec l'Union soviétique Entre les visites, l'équipage « permanent » re-cevait des cargos automatiques Progress pour assurer son ravi-taillement et le renouvellement

25 FEVRIER. - Les cosmonautes Vladimir Liakhov et Valeri Rioumine partent à bord de Soyouz-32 pour s'amarrer le

13 MARS. — Progress-5 est lancé vers Sallout-6. Il apporte

en particulier des échantillons préparés en Franc- pour des ex-

périences de physique spatiale

des matériaux. C'est une pre-mière de la coopération franco-

soviétique. Progress-5 est largué

19 AVRIL. — Le Bulgare Gneorgui Ivanov et le Soviétique Nikolal Roukavichnikov sont mis

em orbite à bord de Soyouz-33. Une panne de moteur leur inter-dit d'atteindre Sailout-6; ils

13 MAL - Progress-6 est lancé

reviennent an sol le 12 avril.

aiors et, paraphrasant Erich Maria Remarque, dire : « A l'Est. rien de nouveau. » Ou plutôt, une seule chose est nouvelle : con-trairement à leurs prédècesseurs,

Liakhov et Rioumine seront res-tés isolés pendant près de six mois sans le moindre contact

mois sans le moincre contact humain. Cette épreuve psycholo-gique n'était nullement program-mée : un équipage soviéto-bul-gare aurait dû interrompre, en avril, la longue claustration, mais une panne de moteur lui a in-terdit de s'amarrer à Sallout et

terdit de s'amarrer à Saliout et i's contraint à un retour quelque peu aventureux.

A cela près, la mission qui se termine — troisième mission à bord de Saliout-6 — a été fort similaire à la deuxième, même si elle a duré un mois de plus La deuxième mission était déjà une extrapolation de la première.

Une nouvelle station Saliout

beaucoup pius vaste, qui serait érentuellement construite dans l'espace à partir de modules lancès indépendamment, qui serait munie d'appareils de laboratoire

plus puissants et plus variés, qui pourrait abriter en longue durée

pius de deux cosmonautes, une telle station permettrait des missions nettement différentes. Si au

contraire, les 50viétiques réuti-lisent Saliout-8, ou remplacent cette station spatiale par une station quasi jumelle, ils ne pour-

ront guère faire plus que ce qu'ils ont déjà fait.

Au risque de décevoir les ama-teurs d'aventures, et bien que la futurologie, appliquée au pro-gramme spatial de l'U.R.S.B., soit une science pleine d'embûches, il faut présumer que c'est la deuxième hypothèse qui sera la bonne. Au cours des prochains mois on ne verra sans doute rien de très nouveau.

Ut e première raison de cette révision est que les Soviétiques se sont plusieurs fois déclares fort selisfaits du functionnement

de très nouveau.

te 3 avril.

lendemain sur Saliout-4.

des expériences. On peut repondre maintenant, Au moment donc où s'achèveut à la question qu'on se possit cinq mois de vie en orbite, on

Quelaues dates

paramétres physiques de l'espace avoisinant la station; utiliser les équipements du laboratoire spatial pour réaliser des expériences de physique des matériaux ou de biologie; étudier, enfin, le comportement humain, es réstetance physique à l'absence sa résistance physique à l'absence de pesanteur, sa résistance psy-chologique à ce pénible empri-sonnement qu'est une mission spatiale de longue durée. Les cosmannantes ont fait tout cela, comme leurs prédecesseurs ; c'est, au demeurant, la comparaison des résultats obtenus par des expériences répétées qui apporte, en général, le plus le résultats scientifiques. Il est donc logique que Liakhov et Rioumine sient refait ce qui avait déjà été fait. Au surplus, les responsables du programme spatial soviétique, s'ils indiquent assez fréquemment les taches des cosmonautes, se montrent d'une grande avarice quant aux détails.

vers Saliout-6, qu'il atteint le 15 mai ; fi est largué le 8 juin et retombe le 5.

6 JUIN. - Un Soyous inha-

bité, Soyoux-34, « equipé de fusées améliorées » est envoyé vers Sallout-6; il s'amarre deux

jours plus tard sur Saliout-6. Le 13 juin, Soyoux-32 est renvoyé

28 JUIN. - Départ de Progress-7, qui s'amaire le 30 sur Sallout et qui est largué le 18 juillet. Il reste à proximité de

cosmonautes pendant plusieurs mois.

de Seilout-6 II y a en quelques petits in ridents, mair les cargos Progras ont apr té aux cosmo-na ites des vièces détachées pour entreteuir ou réparer certains

é ui em 's Ca tableau de bord a ainsi été entièrement changé.

Trut 'est cependant pas 'épara-ble, et les cosmonautes ont dû condamner définitivement un ré-servoir de carburant dont les vannes donnaient des signes de

dé silianc. Mais comme Sallout-6 a deux autres réservoirs, il n'en

résulte pas d'inconvénient majeur.

Que Liakhov et Rioumine eient

consacré une part importante de eur 'emps à l'entretien de la

station, y compris dans les der-nièr. se nes semble d'ailleurs bien indiquer qu'elle doit encore servir après leur départ.

La porsibilité d: changer aussi

certains appareils de laboratoire a été mise à profit pour ouvrir de nouveaux champs d'expé-

rien : ainsi, le cargo P 1gress-5 a-t-il apporté un petit télescope El e na destiné à des observa-

tions astronomiques en rayon

sans occupants vers la Terre.

gamma. Progress-5 transportait et. outre un adaptateur électronique qui a permis aux cosmonautes de recevoir sur le circuit d. térévision interne de Saliout-6, des images venant de la Terre. The nême, Progress-7 a apporté aux cosmonautes un radiotéles-cope d'ont la grande antenne parabolique mesure 10 mètres de diamère une f is décloyée. Elle ex située à l'arrière de Salbut-6, là où était acroché Progress-7. Les cosmonautes l'ont dirigée vers diverses régions du ciei, vers le Soleil et vers la Terre gamma. Progress-5 transportatt

Des refombées directes

La station Salicut-6 n'est donc pas entièrement « figée », contrairement à celles qui l'ont précédée et sur lesquelles les possibilités d'intervention étalent minime. Cette relaire d'antablité et le bon fonctionnement d'ensemble des équipements peuvent lui permettre de servir encore lengtemes.

longtemps.

Une seconde raison qui plaide contre une modification imporcontre une modification impor-tante du programme soviétique est tout simplement le facteur temps Saliout-6 a été mise en orbite le 20 septembre 1977 Elle représente une nouvelle généra-tions Saliout, dont la première fut lancée en 1971. Il serrait éton-nant qu'une troisième génération apparaisse deux ou trois ans après la seconde. Cela signifierait soit oue celle-ci n'a pas donné satiaque celle-ci n'a pas donné satis-faction, et ce n'est pas le cas, soit qu'elle était initialement considérée comme une étape très provisoire vers la base spatiale provisoire vers la base spatiale assemblée en orbite, habitée en assemblée en orbite, habitée en permanence, et utilisée pour la briquer industriellement ces alliages et monocristaux que permet l'absence de pesanteur Mais il faudrait pour cela que la science spatiale des matériaux soit plus avancée qu'elle ne l'est : les expériences actuelles ont un serverire emploratoire et l'on set caractère exploratoire et l'on est loin de l'utilisation.

la seule activité des cosmonautes qui ait présentement des
retombées directes est la photographie de la Terre. Les milliers
de clichés pris depuis l'espace ont
permis d'établir toute une série
de cartes géologiques de l'U.R.S.S.,
de déterminer les zones où prospecter des hydrocarbures et des
minéraux; la région où se construit le nouveau Transsibérien
Balkal-Amour a été particulièrement étudiée, ainsi que plusieurs
zones à risque sismique. Or, la
station Saliout-6 semble très men
adaptée à cette activité de photographie; celle-ci s'effectue
essentiellement avec la grande
camèra multispectrale MKF-6.
construite en Allemagne de l'Est,
qui photographie la Terre dans Sailout-6. vieille maintenant de presque deux ans. accueilleratelle de nouveaux équipages, on blen sera-t-elle abandonnée au profit d'une station Saliout-7 qui ne serait pas une réplique de Saliout-6, mais aurait des caractéristiques franchement différentes? Saliout-6 différait en plusieurs points de Saliout-5, et comportait en particulier deux colliers d'amagnes au tieu d'un : c'est ce qui a autorisé les visites d'équipages, les iancements de vaisseaux Progress, et qui s permis d'occuper utilement deux cosmonautes pendant plusieurs qui photographie la Terre dans six bandes spectrales différentes. On ne voit donc pas pourquoi les responsables du programme sovié-tique changeraient à court terme leur statior orbitale.

Ils pourraient, en revanche, changer le Soyouz : Soyouz-1 a volé en 1967 et sa conception est donc très ancienne. Les Soviétiques ont en plusieurs ennuis avec ce vaisseau en particulier des amarrages manqués : en octo-bre 1977, Soyous-25, qui transpor-tait un premier équipage vera Saliout-6, n'a pu rejoindre la sta-Saliout-6, n'a pu rejoindre la sta-tion. Plus récemment, en avril dernier, Soyous-33 n'a pu ame-ner son équipage soviéto-bulgare dans Saliout-6. La conception ancienne de Soyous en fait un engin peu sûr — au regard des possibilités actuelles s'entend. Il est à noter que les Soyous revien-nent deus les trois mois de leur nent dans les trois mois de leur lancement, et que pour les missions de longue durée les cosmo-nautes utilisent au retour un autre Soyouz qu'au départ : leur fournir un matériel plus neuf est un rôle de ces équipages multinationaux qui viennent passer quelques jours dans Saliout-6. Ainsi, après l'échec de la mission soviéto-buigare de Soyouz-33, les responsables ont envoyé début juin vers Saliout-6, un Soyouz-34 juin vers Saliout-6, un Soyouz-34 inhabité, qui vient de servir au retour des cosmonautes. Leur véhicule de départ. Soyouz-32, n'a pas été juge capable de supporter une mission qui a duré pres que six mois. Peu après l'amarrage de Soyouz-34, il est revenu sur Terre, chargé de matériel mais sans occupants.

l'émission radioélectrique du sol terres re fou: it des info - ons sur son humidité. Utilisé en confor tion avec an grand radio-telescope installé en Crimée, le radio-te escope special a donné des informations précises sur la loca-lis t'un de plusieurs de cources lointaines.

Peu avant leur retour les cos-monautes ont largué cette an-tenne, qui obstruait le collier d'amarrage artière; comme cer-tains câbles s'étaient coincès dans l'antenne, ils sont sortis dans l'es-pace pour la dégager.

ser notablement son coutt, et les ingénieurs se contentent de l'amé-liorer par petites touches, sans remetitre en cause ses caractéris-tiques principales. On sait qu'ils ont en étude une sorte de petite navette spatiale, qui prendra un jour la succession des Soyouz,

soit proche.

Le futur du programme soviétique semble ainsi fixé dans ses grandes lignes : après une interruption de queiques mois, destinée à donner aux équipes au sol queique repos et à assurer la maintenance des équipements, destinée aussi à une première analyse des résultats de l'actuelle mission, un pouveau comple de comonautes. soit proche nouveau couple de cosmonautes partira, sans doute, s'installer dans Sallout-6, pour s'y livrer à des tâches très analogues à celles de l'équipage qui vient de rentrer, peut-être aussi peur tester encore un peu plus longuement la resis-tance de l'homme à l'environnement spatial On verra d'autres cosmonautes des pays du bloc cosmonautes des pays du bloc socialiste, à commencer sans doute par un Hongrois. On verra, blen plus tard, un cosmonaute français, puisque M. Brejnev l'a proposé lors de la visite de M. Giscard d'Estaing. Cela redonnera — de notre point de vue — un caractère un peu spectaculaire à des missions qui deviennent bien répétitives. Mais le spectaculaire, qui était un élément im-portant des activités spatiales so-viétiques au début des années 60, n'a plus cours aujourd'hui Len-tement, opinistrement, l'U.R.S.S. tement, opinistrement, l'U.R.S.S.
c'est dotée avec le système SalioutSoyouz-Progress d'un instrument
utile, à la fois laboratoire de
recherches appliquées et chambre
d'enregistrement pour une masse
d'observations d'intérit immédiat.
The mantiques à l'applictée

Rile va continuer à l'exploiter. MAURICE ARVONNY. (Mardi 21 août.)

Saliout pour que ses caméras contrôlent le déploiement de l'antenne du radio-télescope qu'il a apporté; Progress-7 ren-19 AOUT. — Soyouz-M ramène u sol les deux cosmonantes.

prochaine sera un quarrième exemplaire de ce qu'on vient de voir, ou si le programme sovié-tique de vois habités s'engagera dans une voie nouvelle La station Sailout-6, vieille maintenant de

riel mais sans occupants.
Il ne semble pourtant pas que le vaisseau Soyouz doive être remplacé à court terme. Sa fabrication en série a permis d'abais-

SPORTS

Les résultats

Athlétisme

Thisrry Vignaron (troisième du saut à la perche avec 5,40 m) et Serge Guillen (troisième au 400 mè-tres halse en 51 sec, 44) ont sauve l'honneur de l'athlétisme français au rnomeur de l'athlétisme français au cours des championnais d'Aurope juniors de Bydgosscz (Pologne), marqués par l'étonnant exploit de l'Allemands de l'Ouest Sabine Everts, qui a totalisé 4 504 points au pentathlon (nouvelle meilleure performance mondials juniors).

Football CHAMPIONNAT DE FRANCE

DE PREMIERE DIVISION (quatième journée) Velenciennes et Lille Strasbourg et Nantes Saint-Etienne bat Mets Morseo bat Brest 2-1
Lens bat Sochaux 2-0
Nimes hat Bordsaux 2-0
Angers bat Basis 2-1
Paris-Saint-Germain bat Lavel 3-1
Nancy bat Marsellis 5-0
Nice bat Lyon 3-1
Classement 1 Saint-Friedre Classement : 1. Saint-Etienne et

Monsoo, 7 points: 3. Lalle, Nantes et Monsoo, 7 points: 3. Lalle, Nantes et Nancs, 6: 6. Strasbourg, Valenciantes. Angers et Paris - Saint - Germain, 5: 10. Metz, Sochaux et Nancy, 4: 13. Nice et Lens, 3: 15. Bordeaux, Marseille, Laval, Lyon et Bastia, 2; 20. Brest, 0 point.

Le Soviétique Viadimir Salnikov (dix-neuf ans) a une nouvelle fois battu, dimanche 19 acût, à Thillied (Georgie), le record du monde du 400 mètres naga libre en 3 min. 51 sec. 40, soit 1 centième de micux que l'ancien record, qu'il détenait eu 3 min. 51 sec. 41 depuis le 6 avril dernier à Berlin-Est.

154.00 M

'an 22 ann! 1379

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

La longévité de Saliout-6

Du 16 au 22 août 1979

AUTOUR DU FRONT DE SEINE

Théories, bonnes affaires et simulacre

The L n'est pas fini le temps des gémissements. Le temps de ces rénovations monumentales qui, sous prétexte de faire disparatire ce qu'une morale fort stricte en la matière qualifie de taudis, ont été et restent matière à tant de spéculations, à tant de bonnes affaires. Il reste à achever les grandes opérations en cours, à mettre en route celles qui sont prévues, et, même si l'on sait, fort de trop tragiques expériences, vers quelles catastrophes on est certain d'aller, même si les élus le savent et les électeurs le dénoncent, tout cels sera schevé comme prévu. On ne changers pas d'avis, on n'arrêters rien. On ne parie à l'étranger que d'un Paris messacré, et les Parisiens en voyage savent de quoi il retourne, qui sont presque contraints, si la conversation arrive sur ce triste terrain, de faire leurs excuses et de renier leur ville. Sans doute cela est-il vrai pour d'autres métropoles et pour nombre de

KHOV ET DE ROUNE

ient-6 sont en bonne so

vie dans l'espace

--- 1 225 A

LES 1211 II

4. 14.55

Same of Bearing of the Land to the section of the section of

Billians & Links

***** * ** *** **

The same of the sa

The same and the same of

Br Saile a

Deal Salle There

A ...

May to prove the state of the state

Burney Commencer

44 ...

a Table 1 State of the last

40 4 7.44

A. ...

.. # TAP ..

2. .

THE R LAW SOUTH OF

même, Paris... Paris qui jusque après la guerre était resté si miraculeusement protégé.

Elle n'est pas finie la crise de Parchitecture (II faut entendre par là de la mauvaise architecture), mains encore celle de l'urbanisme, et elles ne sont pas à la veille d'être révolues, quels que solent les remaniements ministériels, les belles déclarations ou le bon vouloir de queiques hommes nouveaux. Une remarque : on ne s'est apercu qu'il y avait crise en ce domaine que lorsque la commande s'est révêlée en crise et lorsque, une grande part des grandes rénovations achevées, les responsables locaux et nationaux se sout trouvés réellement responsables d'un specta-culaire gàchia. On s'est ainsi mis à parier de crise après la véritable crise. C'est bien qu'il s'agit de conscience et non d'archite ture. Quelle conscience ? Celle des architectes, des responsables. celle qu'ils se renvoient on celle que l'on veut bien montrer à un public vaguement plus exigeant?

de Paris) inadapté « à notre temps et plus grave encore (qui) n'exploite pas la valeur du sol ». Etalent visés tous les bâtiments de moins de quatre étages et n'ayant pas les 20 % du confort minimum. Cette définition du taudis, si subjective qu'elle fût et directement liée à des théories hygiénistes primaires, définition qui exclusit alors toute « réhabilitation >, comme on dit désormais, permit donc de déblayer le terrain pour le bonheur des hommes.

Michel Holley s'en fut à Milan, Philadelphie, Volgograd... et, fai-sant état du retard pris par la France dans le domaine de l'urbanisme par rapport à ces villes comme s'il s'agissait d'une course (plus vite, plus haut, plus pro-pre) conçut, avec Raymond Lopez et quelques autres, le Front dont il est ici question. Bien que peu « républicain », l'aspect linéaire et homogène de Paris, dû à ses alignements et à la hauteur de ses bâtiments, fut jugé harmonieux : les tours auraient une hauteur égale.

Notre « Manhattan » a donc vu s'élever vingt tours, plantées sur une vaste « dalle ». Sous la

toutes laides à des degrés divers

(précisons ici que leur réalisa-tion a été confiée à plusieurs

architectes). Elles dureront sans

doute plus longtemps que leurs

belles et grandes sœurs américai-

nes qui sont, elles, construites

Les appartements y sont

sans nul doute confortables (con-

fort standard ou un peu plus,

avec quelques pointes de luxe et quelques touches sociales), si les

échanges entre habitants parais-

sent sensiblement moins riches

et nombreux que dans la vieille

échange, ils doivent être suscités,

canalisés, organisés

ville pas propre. Et, lorsqu'il y a

Ces tours ont cependant un

avantage double : les habitants,

de leur hauteur, penvent se payer

aldant, Hodé emprinta surtout aux époques monarchistes et chretiennes par excellence, à la fin du Moyen Age et à la Renaissance, parfois au style Louis XIII. Des tours, des toits à polvrières, des crèneaux, des pinacles, une dissymétrie ingénuement pittoresque et autour de ces vastes et confortables demeures des parcs généralement admirablement tracés et plantés dont le charme est un peu celui de la campagne anglaise en même temps qu'il résume la somptueuse et paisible fécondité de l'Anjou. Hodé eut de nombreux émules et, si on ne peut le comparer tout à fatt à Viollet-le-Duc ou aux maîtres du a gothic revival », ses

à fait à Viollet-le-Duc ou aux maltres du e gothic revival », ses meilleures créations frappent par l'aisance, la gaieté du parti, l'invention et l'homogénéité des ensembles décoratifs, constituant ainst un remarquable témoig-age du goût de l'époque. D'autant qu'avec leurs étangs, leurs communs, leurs fermes, leurs écuries.

muns, leurs fermes, leurs écuries,

toujours traités avec beaucoup de soin, ils illustrent fort bien l'his-toire de l'agronomie au dix-neu-

vième siècle.

Il n'est pas difficile d'imaginer

dans un esprit éphémère.

dalle, les parkings nécessaires à l'afflux d'automobiles que provoquerait cette sur-urbanisation. La dalle est propre et triste, triste parce que trop propre. Elle est généralement déserte. C'est un lieu de transit piétonnier que l'on appréhende de traverser. Ainsi le soleil et la pluie semblent s'y manifester plus féro-cement qu'ailleurs sans que l'homme puisse s'en protéger. Elle est percée de grands puits carrés au fond desquels on apercolt la voirie souterraine et les parkings. Les quelques enfants qui jouent au pied des tours craignent d'y faire tomber leur

La dalle se comporte comme une forteresse. C'est un espace fermé, difficile d'accès. Jusqu'à l'ouverture du centre Beaugrenelle, elle n'était desservie que par de petits et discrets escallers et une pente pour handicapés. Le front est ainsi un espace fermé à la ville, une ville dans la ville : c'est là sa différence essentielle avec les « villes nouvelles », autres avatars d'autres certitudes urbanistiques, qui sont, somme toute, des villes hors de la ville, des villes hors d'elles-

mêmes, est-on tenté de dire.

Les couloirs de Beaugrenelle Les tours n'appellent guère de commentaire. Elles sont presque

visuellement Paris, et ces tours sont les seuls endroits, pour reprendre une expression généralement utilisée à l'attention de Montparnasse, d'où on ne les voit pas. Elles ont un très relatif intérêt, lié à leur statut de tour, c'est qu'elles ont échappé à ces proliférations de balcons (ah !, le verre fumé !) dont souffre allleurs la ville et dont un bon exemple, si l'on peut dire, se trouve un peu après le Front de Seine, en allant vers l'ouest ; cette large tartine balconnée, vaguement courbe et dotée de pointes gentiment futuristes (on y voit, le soir, une unique pièce

A toutes choses malheur est bon : au crépuscule, ou tôt le matin, par temps clair, le Front de Seine peut être beau sous les rayons obliques du soleil. Il est

allumée).

net et brillant. Il faut dire que l'apparition de la dernière des tours celle d'Andrault et Parat. a un peu amélioré l'image de l'ensemble. La tour Totem, la seule qui échappe aux formes parallélépipédiques ou strictement cylindriques, apporte une touche de recherche à l'ensemble. On est souhaité, pour elle, la voir plantée ailleurs.

Le Front ? Une architecture de « glace », au sens propre et au sens figuré. Une architecture plus que jamais de « facade », née de troubles origines fonctionnelles. Mais il faliait achever l'œuvre. Ce fut, et c'est Beaugrenelle.

Entre le Front et Beaugrenelle, les conceptions ont évolué. Finis la rigueur, le rejet du décor et de la fantaisie. Vive l'urbain i Ne fallait-il pas d'ailleurs compenser la froideur mortelle du Front, créer un déversoir à tous ces < châteaux d'hommes > qui fasse office de vie citadine ? La rue et le commerce n'étant qu'une c fonction > de la ville — et les fonctions se devant de rester strictement cloisonnées. - tout ce qui est animation urbaine y a été concentré Puisqu'il s'agit d'un retour à la

ville. Beaugrenelle a été jumelée avec Manhattan : la statue de la liberté au bout de l'île aux Cygnes était un bon prétexte. Le 24 avril dernier, le centre a donc ouvert ses portes avec force flons-flons d'outre-Atlantique. Il y a eu à cette occasion plus de curiosité que de franche gaieté. mais au moins « ça » bougeait.

Parlera-t-on d'architecture à propos de Beaugrenelle? (dû à Michel Proux, Georges Srot et le bureau d'Atcora). C'en est en tout cas un excellent simulacre : un mastodonte protélforme tout fait d'emprunts comme s'il s'agissait de plaire à chacun. C'est d'ailleurs assez le cas, puisque c'est un centre avant tout commercial.

Question emprunts, on remarquera surtout les arcades : celles de la longue pente qui des vers le quinzième arrondisse-ment, celle du pont sous lequel on passe pour aller rue Keller,

celles brutalement arrêtée au milleu d'une arche, façon ruine, qui recouvre une partie d'une des deux passerelles, vers la partie est du Front. Ces arcades. quelle que soit leur qualité, et elle n'est pas grande, frappent la vue du passant, comme n'importe quello arcade dans n'importe quelle ville. Un emprunt classique, en somme, un élément d'architecture mis en scène de manière assez drôle.

Il y a, abritant le marché aux fleurs et une créperie à l'ancienne, un grand tolt aux poutres largement apparentes : c'est pour le calme de la campagne et la fraicheur des halles. Ici et là dans un style plus moderne, quel-ques tubulures d'acter, garnies de verre : on prendra un agréable « drink » sous les fers bleutés du patio. Il y a même des parasols. Quant aux formes pleines des parties habitables, percées de petites fenêtres mais abimées par de sinistres rambardes, elles évoqualent, avant qu'elles ne soient malencontreusement peintes à la provençale, le vieux Paris et ses mouvantes hauteurs de toit (y aurait-il donc deux Paris ?). Enfin, pour pe pas insister sur la décoration intérieure du centre commercial (cuivre et verre marbré), contentons-nous de la référence à n'importe quel drugstore. Un simulacre d'architecture,

l'alibi du Front de Seine en matière de variété citadine ? Sans doute, mais ce médiocre ensemble a le mérite d'être assez réjouissant et on y est bien accueilli : par la longue pente à arcade, par un monumental escalier côté Seine, si large et compliqué qu'on commence à s'v perdre, pour se perdre assez bien ensuite, et avec un certain amusement, dans les couloirs du gros Beaugrenelle. Pour le trouver? Deux ou trois grosses boules jaunes qui n'ont strictement aucun sens. Pour s'y garer : un parking qui, une fois n'est pas coutume ne vous rend pas claustrophobes et dont la signalisation est ingénieuse. Va pour le simulacre.

> FREDERIC EDELMANN. (Jeudt 16 août.)

Le temps de la prudence

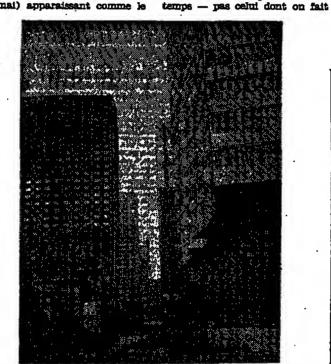
Rassurons-nous en tout cas, tout continue selon les mêmes principes qu'il y ait ou non des problèmes d'emploi, qu'on ait ou non l'esprit inquiet et quel que soit l'état des consciences.

villes de province, mais quand

Non, il n'est pas fini le temps des décisions prises par un seul homme au profit des quelques mêmes mandarins dont le talent ne cautionne pas forcement les positions dominantes. Pensons ici, une fois de plus, à l'affaire des Halles. Là, des années durant se sont affrontées l'idée d'un concours et les mesures princières. C'est encore le fait du prince qui l'aura emporté, (ce qui serait heureux si le fait était éclatant, mais ce n'est pas le cas), M. Louis Arretche, l'inimitable auteur de la nouvelle église de Rouen (le Monde du 24 mai) apparaissant comme le

ciens et enseignants transmettalent le dogme avec l'assurance de l'Inquisition. Aujourd'hui, les memes ou peu s'en faut sont passés au dogme opposé, reniant avec des précautions variables le quatrième CIAM et la Charte d'Athènes mais affirmant avec autant d'assurance : « Nous nous sommes trompés, mais mainte-nant nous détenons la vraie vértté! » Et les théories et les dogmes de refleurir : la machine marche à reculons sans changer de ligne, sans changer de vitesse. Si c'est un mieux, il est d'ores et déjà trop tard. Si ces nouvelles certitudes sont aussi vaines que les précédentes, il faut s'attendre que la ville ne s'arrange pas. Peut-être serait-il l'heure de mettre au tiroir ces

certitudes et de prendre le



Le Front de Seine vu de Beaugrenelle

coordonnateur de cette histoire. Le concours international qui aurait dû être organisé par la mairie l'est, dans l'ombre, par le Syndicat de l'architecture (plus de mille architectes de toute nationalité se sont déjà présentés). Notons ici qu'un des membres éminents du syndicat se serait abstenu de concourir, après s'être vu proposer un petit coin des Halles par la matrie. Ce qui donne une curieuse idée du lien qui unit les beaux principes et la

pratique. Les cinq crimes contre l'urbanisme que dénonçait en 1972 Constantin Doxiadis - immeubles trop élevés, dispersion des constructions, constructions non reliées, gigantisme, absence de chalent humaine - ont été commis et continuent de l'être, hien qu'on en connaisse les méfaits. Quant à Paris, c'est de moins en moins un super-Dresde, de plus en plus un sous-Detroit selon la formule de deux urbanistes américains. Hazan Ozbekhan et Howard Perimutter. Il faut voir Ménilmontant, le treizième arrondissement rénové, le quinzième arrondisse-

ment nettoye ... Mais ce n'est pas pour autant que les certitudes se sont effondrées. Elles tiennent comme le béton si, comme lui, elles mûrissent et évoluent. Nous avons eu cinquante années de cubes, médiocres ou atroces pour la quasi-totalité d'entre eux : c'était alors la solution, l'absolu auquel chacun devait se plier. Théori-

de l'argent, celui de la prudence Peut-être est-ce cela et non les solutions a priori, même si l'expérience a eu lieu, qui pourrait changer quelque chose. La prudence pour les architectes. Et si nous proposions le silence à nos chers urbanistes?

Prenons l'exemple d'une épo-

pée : celle du Front de Seine

Prenons-le parce qu'il aura été un des cocoricos majeurs de Paris, parce qu'un effort particulier s'y est manifesté pour en faire un ensemble homogène. A l'origine de ce qui n'est pas la gloire de la capitale, faut-il rappeler qu'il y a la vaste agence de Raymond Lopez, mort en 1966? Raymond Lopez voulait un Paris propre, net, dogmatiquement urbanisé, et dénonçait vigoureusement les « thuriférai-res de l'antiquité ». Avec Michel Holley, aussi discret qu'efficace et qui a efficacement poursulvi son œuvre, il est le principal responsable et auteur du secteur Ita-lie, de l'ensemble Maine-Montparnasse (pas la tour), des Hauts de Belleville, et de ce giorieux Front. Nous oublions sans doute quelques vétilles, mais, avec des honoraires de 4 ou 5 % du coût des constructions, elles n'ont guère d'importance Au fait, on finira hien par savoir qui nous a fait le nouveau visage de

Paris. Derrière le Front, belle image guerrière, comme derrière toutes ces grandes opérations, il y avait l'idée qu'il fallait urbaniser en force ce tissu urbain (le tiers à quel point tout cela est aujour-

Châteaux à On pouvait voir à Angers pend'hui menacé. Les fortunes se sont défaites, souvent les familles n'ont plus la pugnacité ou la convetion de jadis, les frais d'entretien sont énormes et les moyens mêmes d'entretenir font défaut. Comme la remontée de faveur du dixneuvième siècle est en France particulièrement lente et qu'il y à peu de temps encore les services intéressés considéraient que tout ce qui est postérieur à 1815 est architecturalement sans intérêt, aucun de ces châteaux, en dehors de celui de Brézé, n'est classé ni même insorit à l'Inventaire. d'hui menacé. Les fortunes se sont dant l'été de 1976 une exposition consacrée à un très curieux architecte du cru, René Hodá, qui construisit force châteaux de style « trou ba do ur » entre Mayenne et Vendée au milleu du siècle dernier. Les clients de Hodé étalent des gentishommes légitimistes (Falloux en particulier), des bourgeois enrichis et pensant bien, qui, refusant de servir l'usurpa-tion orléaniste ou impériale, quittèrent après 1830 Paris et la poline active pour se retirer dans taire supplémentaire des monu-

leurs terres, les mettre en valeur, les agrandir y vivre à l'anglaise, y répandre la bonne parole, y ments historiques.

Privés d'aide (et l'Etat ou les régions ne peuvent aider tout le monde), les propriétaires baussent y répandre la bonne parole, y préparer surtout la reconquête sociale de la paysannerle.
Comme l'écrivait l'un d'entre eux le baron de Wismes, en 1865 : « Un des medieurs moyens de restauration sociale, de nos jours, c'est de vivre au milieu du peuple de nos campagnes, d'épouser ses intérêts et ses goûts, de tut frayer la route des prais progrès, en conservant toujours sur lui la supériorité des lumières et du dépousment. Telle est la voie les bras, se réfugient dans les les bras, se réfugient dans les communs et, à l'exception de quelques-uns qui ont courageuse-ment entrepris eux-mêmes les travaux de retauration, regardent avec mélancolle leur château devenir peu à peu une chose qui fut. Vendre? Mais à qui ? D'au-tent que ce délateau april print de ce de de la commune de la celle de la commune de la celle de tant que ces châteaux sont trop nombreux pour devenir tous des colonies de vacances, maisons de du dévousment. Telle est la voie qui nous est ouverte pour nous retremper nous-mêmes et reconquérir une légitime influence sur le pays. » À la naiveté de l'expression près, c'était exactement le programme de Baizac tel qu'il l'a exposé dans les Paysans ou le Lys dans la vallée.

L'architecture issue d'un tel programme se devait d'être parlante, et, le goût romantique akdant, Hodé emprunts surrout aux époques monarchistes et chredu dévouement... Telle est la voie

colonies de vacances, maisons de retraite ou de convalescence.

Il se passe en somme en Anjou ce qui se passe un peu partout en France (et en Grande-Bretagne, en Italie) pour la partie du patrimoins qui n'est pas protégée ou récupérée par les fortunes nouvelles, lesquelles préfèrent d'allieurs, en général, l'accorte fermette et le mas à piscine artistement aménagé. Cela piscine artistement aménagé. Cela piscine artistement aménagé. Cela dit, les pierres, surtout celles du dix-neuvième siècle, ont la vie dure et nous ne parlerions pas aujourd'huj de Hodé et de ses confrères, si le Tentateur ne s'était depuis quelque temps manifesté en Anjou sous la forme d'une entreprise belge, la société Van der Eist, spécialisée société Van der Elst, spécialisée dans le démontage et la démolition qui, depuis treize ans, a réglé son compte à un certain nombre d'usines en Belgique, de couvents en Espagne, dit-on, et de châteaux français.

La liste s'allonge

Comment les choses se passent-elles ? Un propriétaire, épouvanté par un devis de réparation par-ticulièrement sangiant, insère une ticulièrement sanglant, insère une offre de vente dans la presse. Tel Jules Berry dans les Visiteurs du soir, la société Van der Elst apparaît aussitôt, propose de raser gratis (offrant même parfols quelques piècettes), démonte le château par le menu et emballe le tout, les tours, les pinacles, les cheminées, les meubles, les clochetons, les lambris, les machicoulis, les poutres, n'oublions surtout pas les poutres, oul sont. tout pas les poutres, qui sont,

vendre

Une fois emballés, les a membra dissecta » du château sont expédies au Benelux, en Allema-gne, voire aux Etats-Unis, où ils sont vendus an détail ou entière-ment reconstitués, selon les goûts et les movens du client On a récemment signalé l'apparition d'une tour de Hodé ou façon Hode près de Charlerol, dans la région de Plymouth, dans les environs de Breda et quatre châen calsse: la Colterie, la Bouve-rie (un des meilleurs Hodé), la Membrole et, il y a quelques jours, sans que personne en ait été averti et alt pu intervenir,

Cimbre-en-Tierce Selon des informations non confirmées, mais non démenties, quatorze châteaux seraient en passe de subir le même sort, et la liste d'attente pourrait indéfiniment s'allonger, la fièvre trou-badour battant son plein et la soif de poutre paraissant inextin-

guible. L'affaire de Tiercé a provoqué une très vive émotion en Anjou où l'on crie au « pillage du pa-trimoine national » et où l'on détrimoine national » et où l'on de-nonce avec raison cette grave atteinte portée au caractère ar-tistique de la province et à son histoire. Hodé u'est pas Geoffroy Plantagenêt, mais, comme Bon-champ et David (réunissons-les puisque l'on doit à l'un l'admi-rable tombeau de l'autre à Saint-Florent-le-Vieil). Il a serit un Florent-le-Vieil), il a écrit un chapitre des annales angevines. Cela dit, que faire et à qui s'en prendre?

prendre?

L'Etat? Dans la situation actuelle, à moins de prendre les grands moyens, ce qu'il ne paraît pas disposé à faire, il ne peut guère intervenir. Les Beiges? Ils ne semblent ni violer ni contourner la loi et se vantent même de faire œuvre de bienfaisance, le directeur de l'entreprise ayant fait, selon notre confrère le Courtier de l'Ouest, cette charmante déduction: « De toute manière, nous consommons des devises, nous consommons du pétrole français et des produits locaux... C'est la vie. »

Quand aux propriétaires, on peut regretter leurs faibles lu-mères culturelles («Si encore cela avait été du XVIII° siècle, nous a déclaré l'un d'entre eux, faurais peut-être fait un ef-fort.») Mais ils sont libres de vendre leurs biens et ils résistent d'autent moins à la tentation que démoir eux-mêmes leurs châ-teaux leur coûterait fort cher et qu'ils n'obtiendraient peut-être

en matière d'immobilier, les plus pas aussi facilement que la so-irrésistibles arguments de vente. ciété beige l'autorisation de le

Et c'est là que l'on peut tout de même se poser quelques questions. Le permis de démoir est délivré par les maires, mais il est instruit par les maires, mais il est instruit par diverses instances, dont les services départementaux du mi-nistère de l'environnement et du cadre de vie. Et il est pour le moins étrange que, dans aucun des quatre cas précédemment ci-tés, ces services n'aient songé à informer leurs bien-aimés col-lègues de le miture et de le conlègues de la culture et de la com-munication. Bel exemple de l'af-fectueuse collaboration qui devait s'établir entre les deux minis-tères i

Antre observation: l'exposition Hodé a eu lieu en 1976. Elle a été très remarquée, si remarquée qu'on l'a fait venir à Paris, où l'accueillit la Calsse des monuments historiques. Le problème était donc connu et, en trois ans, on avait le temps d'établir au moins un pré-inventaire, qui permet de veiller au grain, d'intervenir avec des arguments précis lorsque les mensces se prélorque les menaces se pré-cisent. Cela n'a pas été fait, et il ne semble pas que la Rue de Valois ait prêté une oreille bien attentive aux informations que lui ont adressées les associations de sauvegarde du département.

Sans doute l'on ne peut tout conserver, et certains de ces châ-teaux disparaîtront dans un avenir plus ou moins lountain. C'est. la vie, comme l'a déclaré le dis-tingué directeur de la société Van der Eist. Il ne devrait tout de même pas être tellement difficile de calmer un peu l'ardeur de ces messieurs. Le temps de se mettre au travail et de préparer le recensement qui éviterait le pire, comme l'a fait en 1978 le musée de Tours pour « la Tourame néo-gothique ».

Nous avons récemment parcouru la région. Il y a là des merveilles qui organisent de façon parfaite le paysage agricole. exal-tent les sites, disent l'histoire d'un pays. Challain - la - Potterie en particulier, le plus connu des châ-teaux de Hode, est une apparition teaux de Hode, est une apparition stupériante, une sorte de songe architectural digne des plus belles pages de Nerval et de Charles Noder. « Guerre aux démolisseurs! », disait déjà flugo. En reprenant le flambeau, la jeune direction du patrimoine trouverait une excellente occasion de manifester son émergence à l'Et et son entrée dans la carrière.

> ANDRÉ FERMIGIER. (Samedi 11 août.)

Aguirre, le missionnaire de l'enfer

 Une expédition qui tourne au cauchemar.

OPE DE AGUIRRE est un petit bailli de la justice espagnole. Il débarque au Péron en 1537, devient « sergent de bateille», dresseur de che-vaux et comploteur. On l'appelle déjà Aguirre le fou. Mais c'est un peu plus tard que son génle va s'épanouir. En 1560, une expédition doit descendre l'Amazone et découvrir l'improbable royaume de l'or. Aguirre s'enrôle et l'expédition change. Ce n'est plus vers l'or qu'elle cingle, mais vers la mort et la haine. Agultre est un cauchemar.

Le chef des deux brigantins et des trois mauvais chalands qui descendent l'Amazone est Pedro de Orsua, un brave homme. Aguirre le fait tuer, désigne un autre chef, Don Fernando, et se

moment, les deux cents hommes de l'expédition de l'El Dorado sont dans sa main. Le long voyage va devenir un long meurtre dont la chronique, qu'a réussi à tenir un rescapé, Francisco Vasquez, écœure, fascine. C'est cette relation que publient les éditions Fayard dans leur excellente « Bibliothèque des voyageurs ». Dans la même série paraît un autre titre, d'un intérêt égal, le reportage écrit par Stanley (1), il y a un peu plus

retrouvé Livingstone ». La maîtresse de Pedro de Orsua, on la saigne au couteau. Le successeur de Pedro, le faible Don Fernando, on le tue, et ce n'est rien encore. Aguirre a besoin de plus de sang. Il

(1) Comment fei retrouvé Li-vingstone, de Stanley. Fayard,

nomme mestre de camp. Dès ce s'acharne sur les meilleurs, sur ses amis les plus fidèles. Tous les movens sont bons, le couteau et l'épée, la garrotte et la noyade. Quand un soldat massacre s'enfonce sous les eaux de l'Amazone, Aguirre le contemple dans une espèce d'extase. Parfols, Aguirre commence à tuer, par exemple en coupant un bras, et puis il se ravise et il soigne, mais encore une autre idée, il finit d'assas-

> Des crises de fureur le secouent. Il voudrait tuer tous les prêtres, tous les juges, toutes les femmes de mauvaise vie. Joli programme, qu'il n'aura pas le temps d'accomplir, mais, sur l'Amazone, il aura assassiné déjà vingt-cinq de ses compagnons, vingt-cinq autres dans l'île Margarita, où l'on repose, et en-

suite, quelques douzaines encore. Tant d'éponyante et ce pouvoir intriguent. Par quel maléfice ce petit homme, de peu de

figure et qui bottait, règne-t-li sur sa bande, et comment ses soldats ne so révoltent-ils pas? Francisco Vasquez nous dit qu'il était un parieur prodigieux. Un discours, et il renverse les esprits. C'est un rusé aussi, mais ses ruses sont de l'arrière-monde. Par exemple, il sait lier ses compagnons à leurs propres infamies. Un jour, il fait abattre six innocents dont un vieillard. Un peu plus tard, à minuit, il réveille ses soldats, organise un cortège illuminé de chandelles, et les conduit vers le chariter et gisent les corps : «Regardez ce que vous avez fait. Il n'y aura plus un lieu de la terre où vous pourrez vivre tranquilles après apotr commis ces crimes, sauf en ma compagnie.

Aguirre était-il seulement une âme sombre et malade, et qui voulait établir son empire sur le néant? Ou bien un millénariste, un de ces hallucinés que la Renaissance produit en quantité et qui voulait hâter l'apocalypse pour le plaisir de Dieu et le repos des hommes ? Etait-il la « colère de Dieu s comme le dit Herzog dans le film sublime qu'il lui a

La relation de Francisco Vas-quez et la lecture qu'en fait son préfacier, Manoël Faucher, suggèrent d'autres voies. Elles sont peut-être plus étonnantes. Aguirre aurait été conduit par une extraordinaire vision politique. Il a lancé la première déclaration d'indépendance de l'histoire de l'Amérique. Dès qu'il assure son pouvoir sur l'expédition, en effet, il en bouscule les règles. Au lieu de chercher l'El Dorado, il descend jusqu'à l'Atlantique, remonte vers le Venezuela, entend traverser l'isthme de Panama pour prendre le Pérou à rebours, le conquérir. le proclamer indépendant.

C'est laver à bon compte un personnage impardonnable, mais il est vrai qu'on repère dans Aguirre des constances. Vasquez reproduit la longue lettre qu'Aguirre, du fond de son rêve, d'Espagne, pour lui dire son projet. Texte magnifique et amer, un délire, mais contrôlé, et qui s'achève sur cet adieu au roi : « Fils de tes jidèles vassaux du Pays basque, mais, moi, rebelle, jusqu'à la mort, à cause de ton ingrattiude. - Lope de Aguirre. »

Des couleurs noires

Il faut ajouter néanmoins que cette volonté politique est enri-chie de couleurs bien noires. Une fois, comme la tempête immobilise l'expédition, Aguirre hurle : « Est-ce que Dieu pense que, parce qu'il pleut, je ne dois pas aller au Pérou et détruire le monde? > Quant à Dieu, Aguirre n'est pas de ses amis. Il en vomit les serviteurs moines et prêtres. Il est un champion du biasphème, et sa philosophie est celle du néant. e Si je dois mourir abattu dans cette province, je n'en crois pas à la parole de Dieu, ni à la secte de Mahomet, ni à Luther, ni au paganisme, mais seulement qu'on nait et au'an meurt.

Les derniers jours sont hallucinants. Avec sa troupe fourbue, Aguirre est cerné par les soldats du rol. Il tombe malade. Par quel prodige les désespérés qui le transportent dans un hamac ne s'en débarrassent-ils pas, d'autant qu'Aguirre les met au defi : « Tuez-moi! Tuez-moi! » Ensuite, ses soldats débandés Aguirre est seul ou presque avec sa petite fille Alvira qu'il aime. Il la tue, pour qu'elle ne devienne pas « la putain de tous ». Les soldats du roi l'abattent, le découpent en quartiers, et sa tête sera exposée dans une cage de fer.

Aujourd'hui encore, la mémoire du forcené n'est pas éteinte en Amérique du Sud. Lorsque, dans les nuits torrides, des sortes de feux follets illuminent les herbes de la forêt, ce sont des « feux d'Aguirre > - comme si le tyran n'avait abandonné sur la terre que cette trace dérisoire, ces petits clins d'œil de l'enfer.

> GILLES LAPOUGE (Vendredi 17 août.)

+ AGUIRRE OU LA FIEVRE DE L'INDEPENDANCE - Relation véridique de l'expédition de l'Omagua Francisco · Vasquez. Traduit, pré-senté et annoté par Manoel Faucher. Fayard, a Des Voyageurs a

«Voyage autour du Mont-Blanc» DE RODOLPHE TÖPFFER

Montagne, ô mes délices... R ODOLPHE TOPFFER a enchanté mon enfance, sans que le m'en doute : des premières lectures, seuls les héros émergent et non leur créateur. Je vivals avec les aventures en images de M. Vieux-Bols. Passionnée par

ce Don Quichotte de fantaisle, j'ignorals que Topffer, écri-vain suisse, serait reconnu plus tard pour cet aspect gra-phique de son œuvre comme l'ancêtre de nos bandes desprinque de son course contine l'ancette de nos bantes des-sinées. J'ignorais encore plus que, de son temps (1799-1848), et au-delà, la célébrité l'avait touché pour un genre d'ouvrages tout à fait différents, quoique également illustrés : le récit d'excursion alpestre, et que les deux volumes de ses Voyages en zigzag, le premier publié en 1844, le second en 1853, six ans après la mort de leur auteur, lui avaient valu l'attention très admirative de Sainte-Beuve.

Je n'ai jamais retrouvé les Histoires de M. Vieux-Bois disparues dans les vicissitudes de la guerre et dont j'ignore si elles ont revu le jour. C'est l'autre Töpffer, le montagnard, que, devenue montagnarde moi-même, j'ai découvert cet été, au oœur des Alpes, où justement II nous entraîne, dans une réédition fort blen venue.

TOPFFER avait bon pied et mauvais ceil... Du moins sa vue était-elle assez mauvaise pour qu'il ait dû renoncer à la carrière de peintre, où s'était illustre son père, professeur de dessin de l'Impératrice Joséphine. Il ouvrit une Institution pour jeunes gens à Genève dont II était citoyen, et c'est avec ses élèves et accompagné de sa femme qu'il se mit à parcourir les montagnes. Les premiers Voyages en zigzag sont modestement sous-titrés « Excursions d'un pensionnat en vacances dans les cantons suisses et

sur les revers italiens des Alpes ».

En 1842, Il récidive à la tête d'une troupe de vingt-deux personnes, assisté d'un majordome, Mme Töpffer à ses côtés, qui se lance dans une balade de vingt-trois jours qui va comporter, en premier lieu, le lour du Mont-Blanc. Il part de Martigny dans le Valais, passe le col de la Forciaz, traverse Chamonix, Saint-Gervais, franchit, non sans effroi, le col du Bonhomme, puls celui des Fours et de la Seigne, qui l'amène

par Jacqueline Piatier

à Courmayeur. De là, par l'hospice du Grand-Saint-Bernard, le col et le val Ferret, il rejoint son point de départ. Boucle bouciée en neuf jours de marche, où l'on a couché dans les auberges de village quand il s'en trouve ou dans les cabanes d'alpage gardées par des bergers. C'est moins qu'il n'en faut pour apaiser les ardeurs de ce promeneur infatigable. Il remonte le val d'Hérens jusqu'à Envolène, le val de Saint-Nicolas jusqu'à Zermatt, il remonte le cours du Rhône jus-

C'est le récit de cette expédition que la « Bibliothèque des voyageurs » vient de rééditer en gratifiant Töpffer d'un titre qui ne lui a jamais appartenu. Ce voyage autour du Mont-Blanc, qui s'agrémente de tant d'autres fioritures, n'est qu'une partie, la plus importante, du second volume des

OUT alpiniste aujourd'hut a l'esprit fixé sur Ferdinand de Saussure et sa première ascension du mont Blanc dont Maspero vient de rééditer le récit. Expédition hérojque, scientifique, et qui marque une étape décisive dans l'histoire de nos loisirs montagnards, pulsque maintenant c'est en procession de fourmis qu'on gravit les sommets alpins. Dans cette histoire, Töpffer mérite aussi largement sa place. Mais ce qu'il annonce, ce sont nos « randonnées », nos « collectives ». La prouesse d'escalade ne le tente pas. Partout où il passe passe aussi la mule, qu'on décharge de ses sacs dans les endroits périlleux. Il y en a dans ces cols haut situés, et il arrive à M. Topffer d'y connaître le vertige : Alors le cœur bat de prodigieux roulements, la tête court la prétentaine, les membres flageolent... An l les vilains

M. Topffer n'enjolive pas son récit. Il n'y manque ni la plule, ni la neige, ni les brouillards, ni le froid, ni le vent. Mais frimas traversés, peines endurées, peurs valncues, font

ne faut pas attendre de ce livre une suite d'aventures. C'est même sa gageure de retenir le lecteur sans aucun élément dramatique. Le voyage se passe sans incident sinon sans anecdotes, dans lesquelles l'effroi que causent les taureaux joue un rôle inattendu. Le tempérament du reporter fait tout, et M. Töpffer porte en lui une allégresse des plus communicatives. Il s'intéresse à tout et il a pour tout voir. paysages et gens, l'œll exercé de l'artiste. S'il n'a pas été peintre, il était né dessinateur. A tout bout de champ, il croque et recommande l'art du croquis au promeneur. Sainte-Beuve le tenaît pour un très fin paysagiste, non seulement avec son crayon mais aussi avec sa plume. Nous goûtons noins aujourd'hui ses descriptions, que les notions de majesté, d'harmonie et la manie des adjectifs gâtent, selon la mode du temps. Mais à cette mode, en original indépendant qu'il est, Topffer échappe souvent. Hors des morceaux de bravoure, il trouve l'image concrète qui fait mouche, le raccourci qui cerne d'un trait. - Au couvent, écrit-il après une nuit à l'hospice du Grand-Saint-Bernard, sortir du lit n'est pas récréatif... Tout est froid comme une roche à l'ombre. » Et voici la vision qu'il reçoit du grand col Ferret avant de le gravir : « Il est, pour l'heure, gai comme un manteau noir,

M. Töpffer est à coup sûr un pédagogue qui moralise abondamment. Mals il est au moins autant un humoriste, et rien ne le révèle mieux que ces portraits de touristes croisés sur les sentiers dont II dresse en un rien de temps un pittoresque inventaire : touriste + barbu, chevelu, trapu, touriste pekoe -, anglais évidemment, « rasé de trais, parachevé de tollette, et dédaigneux de tout, excepté de sa provision de thé super fin », touriste ple qui arbore fièrement les taches de

conduit en bien des lieux - pas en tous - que Rodolphe Topffer ne gravissait qu'à pied ; la vallée de Zermatt, où les villageois jouaient encore des mystères, est devenue un haut lieu de sports d'hiver; on n'est plus reçu de col en col par des bergers tout occupés de leurs tromages; les vaches elles-mêmes ont pratiquement déserté les Alpes. Demeure surtout inchangé le profond rapport à la montagne que traduit ce récit, avec ses joies conquises, ses fringales apaisées, son sentiment de l'absurde vaincu... Ce M. Töpffer, maître de pensionnat, était un drôle ; on le suit nostalgiquement dans un passe qui n'est plus, et les sentiments qu'il exprime sont toujours les nôtres.

* Fayard, e Bibliothèque des voyageurs 2, 302 pages.

Les observations d'un jésuite en Chine

 Un évangéliste très « confucéen ».

ES Chinois cueillent les L jeuilles au printemps, les sèchens à l'ombre et les gardent pour cette décoction. (_) On la boit, ou plutôt on la hume, toujours chaude, et, par son amertume tempérée. elle n'est pas désagréable à la bouche. (...) Les Japonais mélent ces feuilles pulvérisés en un gobelet pleta d'eau chaude à la quantité de deux ou trois cuilainsi mélce. Mais les Chinois jettent quelque quantité de ces feuilles en un petit vaisseau d'eau bouillante, et après, quand elle a attiré la vertu et faculté des jeuilles, ils la boivent chaude, rejettant les jeuilles.»

Non, il ne s'agit pas de la découverte du thé dans Astérix cription, tirée de l'Histoire de l'expédition chrétienne au royaume de la Chine, rééditée par Desclée de Brouwer, du très sérieux missionnaire jésuite Matteo Ricci, le premier Européen qui ait vécu et soit mort à Pékin. L'un des plus grands missionnaires de tous les temps. selon le sinologue Edouard Duperray, Ricci fut aussi, pour notre plaisir et notre édification, un observateur méticuleux et un écrivain amusant.

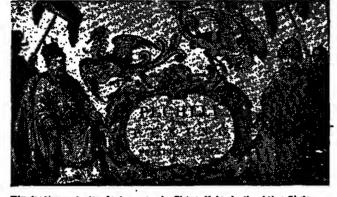
Aucun détail ne lui échappe, et, lorsqu'il note la coutume chez Too femmes dennis lettr fettre âge « l'envelopper très étroitement leurs pieds avec des bandes p. car leur beauté est jugée en grande partie selon la petise du pled, ce célibataire malicieux ne peut pas s'empêcher d'ajouter : « Cela semble étre de l'invention de quelque homme sage, afin qu'il les retint en la maison et qu'elles ne courussent pas par les rues.»

« Notre spécialité, aiment à répeter les jésuites, c'est de n'en apoir point p Et de fait on en trouve partout et dans toutes les disciplines. Ils peuplaient les cachets secrets pour prêtres proscrits dans l'Angleterre élisabéthaine et fournissaient les confesseurs de Louis XIV et les conseillers de la cour impériale de Catherine de Russie ; les casuistes défendaient le « probebilisme » contre Pascal et éleboraient des thèses régicides. tandis que leurs frères mission naires se faisaient tuer aux Indes ou fondaient la République du Paraguay.

La «querelle des rites»

C'est pourquoi, autant que missionnaire, Matteo Ricci s'est montré un hamme de science émérite, à la fois mathématicien, astronome et géographe. Mais la science, chez lui, était au service de la foi et faisait partie de sa stratégie missionnaire. Stratégie qui peut se résumer ainsi : incorporation aussi complète que possible à la haute société chinoise, en adoptant le style de vie - et jusqu'aux habits de soie et au port de la barbe - de la caste des lettrés confuciens; utilisation de ses connaissances scientifiques pour gagner l'es ime des lettrés et la bienveiliance de l'Empereur; présentation de la doctrine chrétienne dans des formes adaptées à l'esprit chinois

Et là nous touchons à la



Diustration extraite de la carte de Chine tirée de l' « Atjas Sinieus », de Martin de Martinis, pl. I, édité chez Jean Blaeu, Amsterdam 1655.

insu, par Ricci et réglée, après sa mort, par le Saint-Siège, au grand dam de l'évangélisation en Chine. C'est là, également, où on peut émettre quelques réserves à l'égard du livre Histoire royaume de la Chine, par allleurs admirable pour l'érudition de sa présentation. Le texte out nous est présenté est une traduction française de la version latine faite en 1613 par le lésuite belge Nicolas Trigault des carnets de voyage de Ricci Malheureusement, Trigault a non seulement complété les différentes parties inachevées par Ricci, mais il a parfois déformé la pensée de Ricci afin de rendre son récit plus acceptable par les autorités romaines et le dédouaner de tout souncon de libéralisme. C'est ainsi qu'il souligne les superstitions des Chinois, et durcit la pensée de Ricci.

Même légèrement altérée, cette pensée est claire : puisque la révélation chrétienne s'adresse à tous les hommes et que l'humanité est d'une variété infinie, il faut respecter la culture chinoise autant que possible et ne chercher à la modifier que lorsque c'est absolument nécessaire. Il s'ensuit que, puisque le confucianisme n'est pas une religion.

mais une sagesse philosophique on peut conserver le culte ritue des ancêtres. Ricci n'avait donc ancun scrupule à autoriser les neurs rendus à Confucius.

La querel concerne pas la liturgie catholique, comme on le dit souvent puisque le pape Paul V autorisa en 1615, les prêtres autochtone à dire le bréviaire, à administrer les sacrem te et à célèbrer tous les offices liturgiques, y compris la messe, dans le chinole littéraire.

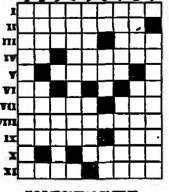
Mais, faute de prêtres autochtones, cette dernière permission ne fut iamais utilisée, et après la mort de Ricci en 1610, l'autorisation d'instituer une liturgie chinoise, demandée par le nouveau général des jésuites, fut refusée, ainsi que la permission pour les catholiques de pratiquer le culte des ancêtres Voilà comment l'entreprise missionnaire jésuite, menée si brillamment par Matteo Ricci, se solda par un échec.

> ALAIN WOODROW. (Vendredi 17 août.)

HISTOIRE DE L'EXPERITION CHRETIENNE AU ROYAUME DE LA CHINE, de Matteo Bleci et Nicolas Trigauit, Desclée de Brouwer, 742 pages.

LES MOTS CROISES

PROBLEME Nº 1728



HORIZONTALEMENT

I. Met à l'abri de toute précipi-tation. — II. S'élèvent souvent quand il y a la coqueluche. — III. Nom qu'on donne à un ange ; Un bon sujet. — IV. Saint de Bigorre; Qualifie une pièce souvent réservée aux nouveaux ma-riés. — V. Un arrêt généralement imprévu. - VI. N'est pas un agrément en Angleterre : Symbole pour un métal commun. -VII Fera l'innocent; Es étendu. « rites chinols », soulevée, à son | épaules ; Devient sourd quand on

l'étouffe. - X. Sur l'Uruguay. - XI. Pait circuler ; Nom de cam-

VERTICALEMENT L Endroit envahi par les mou-

cherons. — 2. Ses eaux alimentent Paris; Passe à l'huile. — 3. Rayon; Haute, pour celul qui veut monter. — 4. Peut qualifier un présent. — 5. Est parfois un peu marteau ; Evoquent un célèbre pont — 6. Saint de Normandie ; Comme le cœur, quand on sait à quo s'en tenir ; Suffisamment (épelé) - 7. Un million, dans l'immo bilier ; Jaillit comme du sang - Peut évoquer Adam : Peut conduire à la morgue. — 9. Nom de guerre.

Solution du problème n° 1727 Horizontalement

I. Flottable. — II. Euphorie. — III. Iėna; SA. — IV. Na; Noši. — V. Laitues. — VI. Arriéré. — VII. Entendeur. — VIII. Tir; ER; EG. — IX Ance; Sure. X. Gosse. — XI. Es; Tulipe.

Verticalement

Feuilletage - 2 LU; Ninos. - 3. Opinistres. - 4. Théaire; Est. - 5. Ton; Urne; En. -6. Araneides - 7. Bi; Osée; Uni. - 8. Lésé; Ruer. - 9. Allergène.

GUY BROUTY.

Voyages en zigzag.

partie de sa philosophie du plaisir née d'une alternance entre la détente et l'effort où tout montagnard reconnaîtra la sienne.

riant comme un crêpe pendu au séchoir d'un teinturier. »

sueur sur sa chemise. Les montagnes de ce temps-là n'étalent pas aussi solitaires qu'on se plaît aujourd'hui à les imaginer quand trois cents alpinistes quêtent le gîte et le couvert dans un refuge de cent places. ES voies d'accès se sont ouvertes, la route goudronnée

(Vendredi 17 août.)

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

De 16 au 22 août 1979

litter deux journaux

ile journaliste franca

interdits.

st expulse

And Property of the Property o · Aleider menten

.

. 4: .. .

5 4114 0

** * 1 to

4 25 to 10 to 1 year 1 and

4.44.4

Parties and the second of the

The second of the

Mark Land Comment

Paries (1925) en la fil

The state of the same of

State of the state

Visites 50 an angel

The Party of the Control of the Cont

....

All and the second

And the second second

14.

A. 200

The state of the state September 2

A STATE OF THE STA

And the second s

H

·

A Company of the second

th that therete place radios deserts to The the the Control section Annual indications in present in the same of the first t

In the paper of the training of the special of the Property and ben tolking & Anner of Annerskyngigen gen Man.

2. 2. 2. 10 hollen der delete der

2. 2. 10 hollen der delete der

2. 10 hollen der delete delete

2. 10 hollen der delete delete

2. 10 hollen der delete delete

2. 10 hollen der delete s in - town and field & Brandle . It

Un voyag Bangkok : dern

" . " de l'appet martie To the programme grammation day the recognition and property of the second secon the second second second second the second venue as. Aufers koffenst ubb tegneber of the same succession of fator TAX THE COLUMN COME IN THE The state of the s . to Taxanti final spinthe transfer comme · de et ».correspondicione

- wer an Summer stell trans for familiarity impro-P4*** B. SA ADMIGN. A CHARGE & MAN SHEET SAN and the se board the second of

and the state of the state of to been an annual feet to